





# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Lundi 3 septembre.** - Grande-Bretagne: Visite du premier ministre irlandais; congrès des syndicats (jusqu'au 7); Etats-Unis: Lancement officiel de la campagne électorale; Chili: Journées de protestations (jusqu'au 5).

**Mardi 4 septembre.** - Canada: Elections législatives.

**Mercredi 5 septembre.** - Afrique du Sud: Elections législatives et présidentielle.

**Jeudi 6 septembre.** - Norvège: Visite officielle du chancelier Kohl.

**Jeudi 6 septembre.** - Japon: Visite du président sud-coréen (jusqu'au 8).

**Vendredi 7 septembre.** - Canada: Visite de Jean-Paul II à Québec.

## Sports

**Dimanche 2 septembre.** - Cyclisme: Championnat du monde sur route à Barcelone.

**Motocyclisme:** Grand Prix d'Italie à Saint-Marin.

**Tennis:** Internationaux des Etats-Unis à Flushing-Meadow (jusqu'au 9 septembre).

**Mardi 4 septembre.** - Athlétisme: Meeting international de Paris à Jean-Bouin.

**Cyclisme:** Tour de l'avenir open (jusqu'au 17).

**Mercredi 5 septembre.** - Football: France-Inter de Milan au Parc des Princes.

**Samedi 8.** - Football: 6<sup>e</sup> journée du championnat de France.

## LES TARIFS DU MONDE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 500 m.; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 35 fr.; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA; Danemark, 7,50 Kr.; Espagne, 160 pes.; E.-U., 1,10 \$; Gr.-B., 55 p.; Grèce, 70 dr.; Irlande, 55 p.; Italie, 1.900 L.; Japon, 475 ¥; Libye, 0,350 DL; Luxembourg, 25 f.; Norvège, 10,00 kr.; Pays-Bas, 2,50 f.; Portugal, 100 esc.; République, 450 F CFA; Suède, 4,00 kr.; Suisse, 1,20 f.; Yougoslavie, 110 ad.

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
TÉLÉPHONE 556872 B  
C.C.P. 4207 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 685 F 859 F 1 088 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant:  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1980)  
Jacques Fauvet (1980-1982)

Imprimé en France  
5, rue des Italiens  
PARIS-IXE

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN: 0395-2017

## IL Y A QUINZE ANS EN LIBYE

# Echec au roi

Abou Méniar était content de lui, ce cette aube du 1<sup>er</sup> septembre 1969. Levé avant le jour, comme tout fleuve de montons, il se préparait en pensant aux bonnes affaires qu'il ferait dans quelques heures au marché de Misourata, sur la côte méditerranéenne. Pas mal d'argent commençait à circuler en Libye. Le pétrole, bien sûr! Mais la plupart des deux millions de Libyens, gens simples mais non prosaïques, se disaient que « Dieu avait enfin posé son regard sur la Libye croyante ».

En même temps qu'un verre de thé archibouilli, sa femme, Aïcha, déposait à côté d'Abou Méniar un transistor. Cela acheva de rendre dispos le pasteur nomade: si son fils lui avait apporté un tel cadeau, c'était bien la preuve qu'il avait réussi dans la vie, là-bas à la ville, au service du roi (1).

Soudain - fait inouï! - l'émission islamique du matin fut brusquement remplacée par une musique étrangère: une marche militaire. Le silence. Puis une voix masculine: « Au nom de Dieu, le clément, le miséricordieux, ô peuple libyen, pour accomplir ta libre volonté (...), tes forces armées ont renversé le régime réactionnaire, arriéré et décadent ».

Abou Méniar est blême. Aïcha baisse les yeux. « Ce n'est pas possible, mais c'est Moammar, notre fils! » Leur fils, le petit lieutenant des transmissions de Gar-Younès, garnison perdue près de Benghazi, en Cyrénaïque. S'il dit avoir agi au nom d'Allah et pour le bien des gens, c'est vrai, mais il aurait pu quand même ne pas venir, pense sans doute M. Kadhafi père en musulman traditionaliste, convaincu qu'un fils doit jusqu'au bout consulter son père avant chaque décision importante.

Le sort était jeté. Les « officiers libres » libyens, sur le modèle de ceux d'Égypte, une quinzaine d'années auparavant, venaient sans violence et sans difficulté de renverser leur souverain. Moammar El Kadhafi, en martelant à la radio la proclamation des nouveaux maîtres, n'avait pas pu ne pas penser à cet autre officier arabe inconnu, Anouar El Sadate qui, au Caire, avait été, lui aussi, la première voix de la révolution. Ce Sadate que Kadhafi un jour détestait jusqu'à perdre le contrôle de son vocabulaire, le nommant « traître », « juif » ou « renégat ».

Mais pour le moment, c'est Nasser qui règne encore et c'est lui qui est l'idole vivante du lieutenant Kadhafi et de ceux avec lesquels il a préparé le coup d'État, comme un autre lieutenant, Abdesslem Jalloud, qui sera désormais plus qu'un bras droit, un autre lui-même.

Alertés par la BBC, ceux qui de par le monde - ils ne sont pas légion - s'intéressent à ce morceau de désert afro-arabo-méditerranéen proclamé « royaume indépendant de Libye » par les Nations unies en 1951, tombent des nues. Qui sont ces jeunes officiers anonymes? Un renversement de régime était de l'ordre du possible, afin de permettre à la Libye de « profiter de sa nouvelle richesse pétrolière » sans cet empêcheur de dépenser en rond qu'est Idriss I<sup>er</sup> El Sénoussi - un vieux monarque économe, habillé de laine tissée à la main comme Abou Méniar et coiffé d'une chéchia amarante, comme il y a cent ans... Si quelqu'un doit prendre le pouvoir, ce sont les frères Chelhi, dont l'oreille appartient aux financiers de la City ou de Wall Street! Quel est ce médémé? Et d'abord, où est le roi? Où sont les précieux frères Chelhi?

L'un d'eux, Omar, est déjà en route pour Londres, dépêché par Sa Majesté Sénoussi qui, malgré ses presque quatre-vingts ans, n'est pas tout à fait le cadavre politique décrit par les chancelleries. Idriss sait que le traité anglo-libyen de 1953 peut être invoqué pour susciter une intervention militaire britannique en faveur du trône libyen. Les Américains ne pourraient-ils pas se remuer un peu aussi, à partir de leur énorme

base aérienne de Wheelus, près de Tripoli? Mais l'Angleterre est fatiguée et l'Amérique n'aime guère les monarchies. D'ailleurs, qu'est-ce que c'est que ce souverain, Idriss le premier du nom, dont la presse internationale répète qu'« il règne depuis dix-huit ans », mais qu'il est « malade et stérile »?

C'est pourtant l'aboutissement d'une longue et belle histoire, que ce vieillard couronné, comme ses sujets, d'un fez à gland de soie, et qui prenait tranquillement les eaux en Turquie avec son unique femme, la reine Fatima, lorsque les officiers révolutionnaires lui ont fait cet « affront », selon le mot qu'il prononcera lorsqu'on viendra lui apporter la mauvaise nouvelle. C'est qu'Idriss n'est pas seulement roi - d'ailleurs sans l'influence anglo-saxonne, il aurait préféré à ce concept « occidental », que l'arabe traduit par *malek*, celui, plus islamique, d'émir ou de sultan, - mais chef religieux. Avec pour mission héréditaire de diriger une confrérie à

tance fondée essentiellement, au départ, sur la religion.

Devenu en 1916 cheikh en titre de la confrérie sénoussie, Idriss, décontenancé par les moyens techniques dévastateurs déployés par les soldats de Victor-Emmanuel III, chercha à limiter les dégâts en reconnaissant plus ou moins leur présence sur une partie du pays. En échange, Rome déclara en 1920 considérer Idriss comme « émir de Cyrénaïque », la province orientale de la Libye.

Deux ans plus tard, Mussolini, tout feu tout flamme, dénonçait le compromis italo-sénoussi et l'éphémère émir passa d'une enjambe en Égypte où il fut, durant un premier exil de vingt-deux ans, l'hôte des rois Fouad I<sup>er</sup> et Farouk et de leurs protecteurs britanniques.

Contrairement à bien d'autres dirigeants arabes, durant la guerre mondiale, Idriss soutint sans hésiter les Alliés, tout en entretenant chez les nombreux adeptes de sa confrérie en Libye

avait toujours pas qui étaient - ni même leurs noms! - les auteurs du putsch-éclair. Déjà, ce goût du mystère, quand ce n'est pas de la mystification, qui allait si fort ensuite caractériser le nouveau régime.

### « Dites à Nasser... »

C'est un Nasser fatigué mais plein de tact à l'endroit d'Idriss - il rappellerait que le roi donna un jour 20 millions de livres à l'Égypte pour s'acheter des armes, en échange d'un chapelet musulman laissé dans une mosquée du Caire par un de ses ancêtres... - qui permit de percer un peu l'opacité de la révolution en Libye. Il y envoya, début septembre, son conseiller intime, le journaliste Hassanein Heykal, lui-même dévoré de curiosité.

« Mais qui est votre chef? - Vous le verrez ce soir. Vous ne pouvez pas vous imaginer combien il est pur. »



ROULL

l'échelle de l'Afrique musulmane, mordant traditionnellement sur le bled el-Soud, le pays des Noirs, (le Tchad déjà!).

### Venu d'Algérie

La référence, évidemment, c'est le prophète Mahomet. Mais le chef de la lignée « bien guidée » c'est, beaucoup plus près de nous, Sidi Mohamed Ben Ali Ben Sénoussi - arabe né en 1791 au douar Thorch en Oranie. Bien qu'il fût ses coreligionnaires, cet homme avait contesté l'autorité des Ottomans sur ce que l'on appelait pas encore l'Algérie. Réfugié dans l'Empire chérifien, il y devint théologien.

Entre-temps, les Français avaient conquis les terres du bey turc d'Oran, mais leur tulle « infidèle » convenant encore moins à Mohamed Ben Ali que celle des Ottomans, il s'enfonça en 1843 dans les profondeurs sahariennes, y prêchant un islam pur et dur, s'arrêtant enfin en 1855 à Djara-bout, oasis plus ou moins disputée entre l'Égypte et la Libye, toutes deux encore vassales de Constantinople. Dans cette palmeraie oubliée, donc autonome, heureuse (aujourd'hui rattachée à la Libye), le cheikh oranais créa ce que les encyclopédies du temps nomment « une sorte de royaume ». A tout le moins, une principauté guerrière et religieuse, fondée sur la « bonne parole » et sur l'esclavage des Noirs. La revendication kadhafienne sur le Tchad trouve là un de ses fondements cachés.

Idriss était le petit-fils de Mohamed Ben Ali. Né en 1890 à Djara-bout, il était à peine adulte lorsque les Italiens se mirent en tête, en 1911, de se tailler un empire dans ce qui avait porté, aux temps antiques, les métropoles grecques ou romaines de Cyrène et Leptis Magna. Le jeune homme, attaché à son Coran, fut précipité d'emblée dans une résis-

la brasse de la résistance. Dès 1940, réunis au Caire, des notables libyens faisaient par avance d'Idriss le chef d'un État libyen à naître.

On imagine la suite. Sans oublier d'y ajouter le véritable détonateur du 1<sup>er</sup> septembre 1969 que fut, en 1959, le jaillissement du pétrole à Zalten, dans le désert de Grande-Syrie. C'était le fruit d'une intuition italienne de 1914, relayée par la Standard Oil après 1945. Jaloux, peut-être, d'une éventuelle concurrence pour le naphtha, alors français, du Sahara algérien, un diplomate français avait affirmé à Tripoli en 1955: « La Libye n'a pas une goutte de pétrole. Les experts sont formels (2). » Dix ans plus tard, elle produisait déjà 42 millions de tonnes d'or noir...

Ainsi finit le royaume patriarcal d'Idriss et d'Abou Méniar. Il fut, l'espace de quelques années, sous l'ombrelle anglo-saxonne, un paisible compromis entre l'Islam et la colonisation latine. Tripoli ressemblait à un San-Remo oriental. Puis vint le vent du nassérisme, enflammé au passage par les torchères des puits de pétrole. Les étudiants bougèrent. Les juifs partirent. Les militaires se mirent à étudier, peut-être pas chez Malaparte, en tout cas en regardant vers Le Caire, Bagdad ou Alger, la technique du coup d'État. Il ne sert à rien de penser que si Idriss avait « décroché » à temps il aurait évité à son pays une entrée aussi tumultueuse dans le siècle: son prince héritier, un neveu fatot (en résidence surveillée depuis 1969) était tout aussi empêtré que son oncle dans burnous et traditions.

Dès le 5 septembre 1969, l'officier égypte El Ahran résumait l'opinion des grandes puissances: « La révolution libyenne modifie les données stratégiques en Méditerranée. » A Athènes, à Rome, à Rabat, les étudiants libyens occupaient leurs ambassades et déchiraient allégrement les portraits du souverain détroné. Mais on ne sa-

voit pas qu'il était - ni même leurs noms! - les auteurs du putsch-éclair. Déjà, ce goût du mystère, quand ce n'est pas de la mystification, qui allait si fort ensuite caractériser le nouveau régime.

« Après avoir étudié soigneusement les événements arabes, nous sommes venus à l'évidence que Nasser a besoin d'un second front contre Israël. »

« Un second front, mais où? »

« Eh bien! Ici. Nasser a oublié que nous pouvons fournir à l'Égypte l'argent, les abdos et la profondeur stratégique. Nous avons tout! Dites à Nasser que nous avons fait cette révolution pour lui. Nous ne voulons pas gouverner la Libye. Nous sommes des nationalistes arabes. C'est à Nasser de nous guider hors du camp réactionnaire vers le camp progressiste. »

Au retour d'Heykal en Égypte, Nasser se jette sur les photos de ce jeune émir « outrageusement innocent » et dont il veut tout savoir. Où a-t-il sucé le lait du socialisme arabe? En écoutant Sout-el-Arab (la Voix des Arabes), arme absolue du Caire - mais aussi en « respectant scrupuleusement et en faisant respecter autour de lui, à l'école puis à la caserne, les préceptes coraniques de foi et austérité ». A quelques mois de sa fin - une fin hâtée par la permanence querelle interarabe - le premier rais se sent ravivé: le lieutenant libyen (interdit colonel) apportera-t-il, avec son enthousiasme triépidant, un nouveau souffle à une « révolution arabe » bien ralentie depuis la défaite de 1967, contre Israël?

L'« entité sioniste », l'« État fantôme ». C'est bien son existence qui obsède les « officiers libres » libyens et qui a motivé leur entreprise; la déroute égyptosyrienne de la guerre de six jours est une « injure pour tous les Arabes ». « Tendez vos mains, comme vos cœurs, à Arabes, ou-

## Marocains

### Traité d'union

Le traité d'union entre le Maroc et l'Algérie a été signé à Alger le 26 août 1964. Ce traité, qui a été ratifié par les deux pays, prévoit une union économique, culturelle et politique. Les deux pays s'engagent à coopérer dans tous les domaines et à promouvoir le développement de leur région. Le traité est considéré comme un pas important vers l'unité arabe.

### Un récital d'Oum Khoulsoum

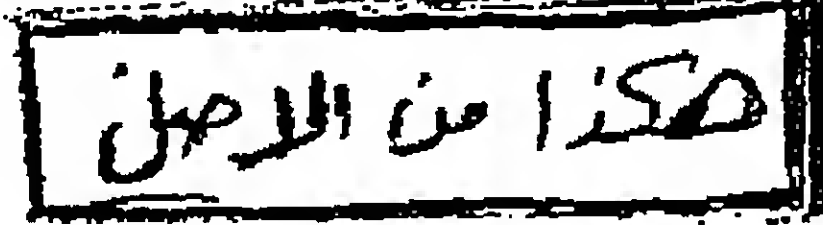
La poésie, cependant, éternelle compagne des Arabes, ne devait pas manquer en cette très sérieuse affaire: le jour J avait été fixé par Moammar El Kadhafi et Abdesslem Jalloud au 21 mars 1969. Patatras! Les journaux libyens annonçaient pour ce jour-là une autre « révolution » qui fichta par terre celle que projetaient les jeunes militaires: le « Rossignol arabe », Oum Khoulsoum, la grande chanteuse égyptienne, venait se produire à Benghazi. On ne pouvait lui faire ça, à elle qui avait chanté Nasser, l'Arabisme et la Palestine perdue, on ne pouvait se faire ça à soi-même: le 21 mars n'aurait donc lieu que le récital de la « Consolation des Arabes ». Et le roi Idriss pourrait encore dormir tranquille...

Le soir du concert d'Oum Khoulsoum, Moammar choisit toutefois d'aller songer visiter ses parents sous leur tente près de Syrte. En revenant à son casernement de Gar-Younès, à minuit, avec deux compagnons, un peu écolant et leur voiture se retourna, révéla un peu partout sur la Litoranea - la « route italienne » de la côte - le plan du putsch, les projets d'adresse au peuple, etc. Il s'en fallut d'un cheveu que d'autres militaires - non « au partum » - venus secourir leurs camarades, ne découvrirent le pot aux roses... Mais ça, c'est peut-être dû à la « légende » de la révolution du 1<sup>er</sup> septembre...

Quant au roi Idriss, réfugié une deuxième fois au Caire, il y vécut bon pied bon poil jusqu'en mai 1983 où il mourut à l'âge de quatre-vingt-trois ans, non sans avoir entre-temps été condamné à mort par contumace, avec la reine Fatima, par la justice de ses successeurs, en Libye.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) John Coley, *Kadhafi, vent de sable sur la Libye*, Laffont, 1982 (traduit de l'américain par Pierre Rocheron).  
(2) Pierre Audibert, *Libye*, Seuil, « Petite Pléiade », 1979.  
(3) En août 1969, un déséquilibré australien avait mis le feu à la mosquée El-Alksa, à Jérusalem, le troisième lieu saint islamique après La Mecque et Médine.  
\* Un ouvrage publié en 1984: *Kadhafi: Je suis en opposition à l'échelle mondiale* par Hamed Berada, Marc Kravetz et Mark Whitaker (éd. Pierre-Marcel Favre, 29, rue du Bourg, Lausanne) présente un panorama de l'« idéologie kadhafienne », avec notamment les réponses du colonel sur l'Arabie, les Berbères, les Kurdes, les chrétiens arabophobes, les juifs, le sionisme, la loi coranique, la laïcité, l'Afrique francophone, etc.





سوان الامل

# Étranger

## Les Marocains ont approuvé à la quasi-unanimité le traité d'union avec la Libye

Rabat. - L'annonce, de source officielle, vendredi 31 août - au soir de la journée de consultation référendaire sur l'union avec la Libye - du retour au Maroc de M. Mitterrand a-t-elle jeté, à en croire certains observateurs à Rabat, une première ombre sur la toute neuve alliance maroco-libyenne? Ou bien augure-t-elle de nouveaux rebondissements diplomatiques spectaculaires dans la région, avec cette fois la France comme partie prenante directe?

Le chef de l'Etat français effectue, comme le jeudi 30 août, « une brève visite privée », qui pourrait durer « deux ou trois jours » dans la région d'Ifrane et de Fès. Mais, même si le roi Hassan II a promis de se rendre prochainement en voyage officiel en Libye, son absence samedi (il devait être représenté par son premier ministre, M. Karim Lamrani) à la célébration à Tripoli du quinzième anniversaire de la « révolution » libyenne du 1<sup>er</sup> septembre 1969 risque, à en croire certains, de ne pas être du goût du colonel Kadhafi.

Apparemment, c'est pour s'occuper de son hôte français que le souverain égyptien n'est pas allé en Libye. Une rumeur a cependant commencé à circuler avec insistance, vendredi soir, dans les milieux diplomatiques de Rabat, selon laquelle un sommet à trois Mitterrand-Hassan II-Kadhafi se préparait activement en ce moment au Maroc.

En attendant, les médias marocains continuent de célébrer « le destin commun du Maroc et de la Libye », au milieu d'une débauche d'articles dithyrambiques sur les « réalisations » de la Jamahiriya. Un journal de la capitale va jusqu'à inviter ses lecteurs à admirer un régime qui est en train de construire « un fleuve de pierre de 4 kilomètres de long ». Renseignements pris, il s'agit d'un aqueduc devant desservir la Sahara libyen.

Les premières mesures de « coopération effective » entre les deux Etats signataires du traité d'union d'Oujda ont été annoncées vendredi à Rabat : réduction de 40 % des droits de douane sur des

Les électeurs marocains ont approuvé à un taux frôlant les cent pour cent le traité d'union d'Oujda, soumis vendredi 31 août, à référendum. Sur 7492644 suffrages exprimés, le traité a recueilli 7490514 voix en sa faveur, soit 99,97 %, selon les résultats définitifs affichés vendredi peu avant minuit au ministère marocain de l'Intérieur. Ces mêmes résultats font état de 2130 votes contre le traité, 21700 votes nuls et 228564 abstentions.

A Tripoli, les 1347 membres du Congrès du peuple libyen, qui fait fonction de Parlement, ont approuvé, à main levée, leur soutien à l'accord d'Oujda. L'union maroco-libyenne devait vraisemblablement être proclamée officiellement ce samedi 1<sup>er</sup> septembre lors du discours que prononce le colonel Kadhafi à l'occasion du quinzième anniversaire de la révolution.

### De notre envoyé spécial

échanges, il est vrai, pour le moment peu importants) ; suppression des « visas préalables » entre les deux pays ; priorité donnée par la Libye au Maroc « en matière d'emploi ». M. Abderrahim Bouaboub nous a indiqué que les premiers techniciens marocains de l'aéronautique viennent de partir prendre leurs fonctions en Libye. Selon le ministre d'Etat : « Près de vingt mille Marocains travaillent déjà en Libye avant l'union, et ce chiffre va très vite augmenter car notre nouveau partenaire a besoin de bras et de cerveaux dans maints domaines, et environ le quart de notre population active se trouve à présent sans travail ».

### « Les choses vont s'arranger »

Nombre de Marocains ressentent l'espoir diffus que « la concrétisation de l'idéal unitaire » se traduira par une amélioration de leur vie quotidienne.

Mansour a vingt-cinq ans. Il est sapeur-pompier et gagne 500 dirhams par mois (environ 500 F avec un pouvoir d'achat au Maroc de 1000 F). Vendredi matin, il était parmi les premiers, avec sa mère semi-paralysée, à attendre l'ouverture de la petite école de la médina de Casablanca où avait été installé le bureau de vote de leur secteur. Il nous dit : « Je profite de voter car nous, les militaires, nous n'avons le

droit de vote que lors des référendums (1). Et puis, on ne peut pas répondre « non » à l'amitié proposée par un pays musulman qui va sûrement être généreux avec nous. On en a bien besoin, car ici le mouton coûte 40 dirhams le kilo et les gens comme nous n'en goûtent pas souvent ». Derrière son voile, sa mère approuve bruyamment en agitant sa carte d'électrice, qu'elle va utiliser pour la première fois de sa vie.

Ce qui frappera particulièrement au cours de cette journée de scrutin, tant à Casablanca qu'à Rabat ou dans les villages des alentours de ces deux villes, c'est le pourcentage particulièrement élevé, pour une société islamique, des femmes accomplissant leur devoir électoral : payannes avec leur bébé retenu dans le dos par une serviette éponge, citadines en caftan, étudiantes en pantalon, l'une de ces dernières, à Rabat, nous a affirmé en attendant de voter : « Cette union devrait finir la guerre au Sahara et mon frère et mon cousin rentreront alors à la maison sains et saufs ».

Finalement, l'impression qui prévalait à l'issue de cette consultation référendaire rappelait un peu celle que donnait l'Egypte au moment de la conclusion de la paix avec Israël en 1978 : « Maintenant, les choses vont s'arranger... ». On sait que les

Egyptiens ont été déçus car la paix n'a pas apporté la prospérité, du moins pas pour la majorité. L'union arabo-africaine d'Oujda n'a pas encore apporté la paix. Mais il était évident vendredi soir en voyant les bureaux de vote, où un flot régulier sans être dense s'était présenté tout au long de la journée, jonchés uniquement de bulletins de vote portant la mention « non », que le peuple marocain avait dit un « oui » ardent à la paix et à la tranquillité. En même temps, les Marocains ont renouvelé leur confiance au roi. Dans la langue arabe, si riche en d'autres domaines, il n'y a, en effet, qu'un seul mot (*istiflah*) pour désigner plebiscite et référendum...

### J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Au Maroc, les forces de l'ordre (armée, police, pompiers) ne votent que lors des référendums.

M. Jobert s'interroge sur l'opportunité du voyage de M. Mitterrand. - M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur du gouvernement Mauroy, s'est interrogé vendredi 31 août sur l'opportunité du voyage de M. Mitterrand au Maroc, à la veille du référendum sur la ratification de l'accord maroco-libyen. M. Jobert, interrogé sur Antenne 2, a déclaré : « Depuis des mois, la situation est bloquée en ce qui concerne les rapports entre l'Algérie et le Maroc sur l'affaire du Sahara ; je crois que Kadhafi et notamment le roi du Maroc ont pris les moyens d'ouvrir cette situation... ». Ce qui est intéressant là-dessus, a ajouté M. Jobert, est de voir ce qui va se passer, se voir dire : les déts ont roulé, ils se sont immobilisés, quand rouleront-ils à nouveau, est-il opportun de les faire rouler tout de suite ; et c'est sur cette question-là que l'on peut apprécier l'opportunité du voyage « privé » du président de la République. Il n'y a pas de voyage privé quand on est président de la République et quand on va à la veille d'un référendum rendre visite au roi du Maroc... »

## Pologne

### Deux opposants récemment amnistiés retournent en prison

Varsovie (AFP). - Deux anciens dirigeants de Solidarité, MM. Wladyslaw Frasyniuk et Jozef Piniur, sortis de prison il y a un mois dans le cadre de la loi d'amnistie, ont été de nouveau arrêtés, le vendredi 31 août, à Wrocław. Ils ont été interpellés par la police au moment où ils déposaient une gerbe devant le dépôt de tramways où avaient commencé les grèves de 1980. Ils ont été jugés en « procédure sommaire » et condamnés à deux mois de prison ferme pour avoir « tenté de troubler l'ordre public ». Peu après, les unités anti-émeutes (Zomos) sont intervenues pour disperser la marche pacifique à laquelle avait appelé la direction clandestine de Solidarité pour la région. Des affrontements sporadiques se sont poursuivis dans la ville jusqu'en début de soirée.

Aucun incident majeur n'a été signalé ailleurs dans le pays, où, pour la première fois depuis 1980, les anciens dirigeants de Solidarité n'avaient pas appelé à des manifestations au niveau national pour célébrer l'anniversaire des accords de Gdansk. Plusieurs milliers de personnes sont cependant descendues spontanément dans les rues de la vieille ville à Varsovie, aux cris de « Solidarité ! ». La police n'est pas intervenue.

A Gdansk, M. Walesa a montré lui-même l'exemple de la pondération en donnant l'ordre de dispersion à des centaines de personnes qui l'acclamaient vendredi à sa sortie des chantiers navals. Il a déposé une gerbe au pied du monument aux victimes des grèves de 1970, puis a assisté à une messe à l'église Sainte-Brigitte en début de soirée. Il n'a pas lu le discours qu'il avait préparé pour la circonstance et dont il avait communiqué la teneur à la presse occidentale quelques jours plus tôt (le Monde du 31 août).

La police a procédé à des « interpellations préventives » aux abords des églises où des messes étaient célébrées, notamment à Katowice (Haute-Silésie), où M. Andrzej Rozplochowaki, ancien dirigeant de l'opposition récemment sorti de prison, a été retenu pendant deux heures.

Un journaliste de l'AFP détenu pendant vingt-quatre heures. - M. Marian Kafarski, directeur adjoint du bureau de l'AFP à Varsovie, a été arrêté et retenu pendant plus de vingt-quatre heures par la police de Szczecin. Interpellé dans sa chambre d'hôtel, il a été conduit au commissariat puis à la maison d'arrêt sans aucune explication et sans pouvoir prévenir sa famille ni le bureau de l'AFP à Varsovie. - (AFP.)

## Autriche

### PROCHAIN REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

Vienne (AFP, UPI). - Le chancelier Fred Sinowatz a annoncé, vendredi 31 août, qu'il proposerait, lundi, au Parti socialiste un remaniement gouvernemental, sur lequel il n'a pas donné de précisions.

Selon la presse autrichienne, le ministre des finances, M. Herbert Salcher, pourrait donner sa démission. Le conflit qui oppose M. Salcher à l'ancien ministre des finances de l'ex-chancelier Bruno Kreisky, M. Hannes Androsch, divise, en effet, le parti socialiste depuis des mois. Début août, M. Salcher avait porté plainte contre M. Androsch devant le procureur de la République pour fraude fiscale.

Certains journaux autrichiens espèrent également que le ministre des affaires étrangères, M. Erwin Lenz, le ministre de la famille, M<sup>me</sup> Elfriede Karl, et le ministre des transports, M. Karl Lauscek, pourraient quitter le gouvernement.

## M. Arafat a regagné Tunis pour rencontrer M. Cheysson

### De notre correspondant

Tunis. - M. Yasser Arafat aime décidément les coups de théâtre. Après avoir fait dire et répéter par ses représentants que ses engagements l'empêcheraient de rencontrer M. Claude Cheysson, le président de l'OLP est rentré inopinément à Tunis dans la nuit du vendredi 31 août au samedi 1<sup>er</sup> septembre et a fait savoir qu'il souhaitait s'entretenir avec le ministre des relations extérieures. Pour cette rencontre, M. Cheysson a dû retarder de quelques heures son départ de Tunis. Le dernier entretien entre le ministre des relations extérieures et M. Arafat remonte au mois de juillet 1983. Entre la France et l'OLP, il n'y a pas de malentendu : c'est l'impression que s'étaient attachés à donner MM. Claude Cheysson et Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, après s'être entretenus durant une heure, vendredi 31 août, à Tunis, en présence de M. Gilbert Perol, ambassadeur de France, et du représentant de l'OLP à Paris, M. Ibrahim Souss.

M. Kaddoumi était apparemment satisfait de cette « franche » conversation au cours de laquelle M. Cheysson lui a réaffirmé que la position de la France demeurait inchangée à l'égard de la cause palestinienne. « Il faut que le peuple palestinien trouve son avenir dans le respect de ses droits », devait déclarer par la suite à la presse M. Cheysson. Cela revient, ainsi que la France l'a déjà reconnu, à donner au peuple palestinien la possibilité de s'exprimer, d'où la place qui doit être donnée à l'OLP en tant que son représentant dans toute négociation sur la recherche de la paix.

Pour M. Cheysson, tout ce qui a pu être dit « par interprétation » sur un changement de la politique française « n'existe pas ». Le directeur du département politique de l'OLP a abondé dans ce sens. De part et d'autre, semble-t-il, on a voulu ignorer les plus sévères critiques qui se sont exprimées ces derniers temps publiquement au sein de la direction palestinienne à l'encontre de Paris (le Monde du 29 août), ce qui n'exclut pas qu'un certain nombre d'appréhensions aient été exprimées. Les « éclaircissements » et les « assurances » que M. Cheysson a, pour ainsi dire, été amené à fournir ont, à

l'évidence, été bien accueillis, puis, quelques heures après cette rencontre, les amis de M. Kaddoumi, et parmi eux ceux qui manifestent le plus vif intérêt pour l'acquiescement, se déclaraient « tranquillisés et optimistes ».

Mais l'essentiel des activités de M. Cheysson, qui regagne Paris ce samedi, a été consacré à des entretiens avec le président Bourquiba, le premier ministre, M. Mohamed Mzali, le ministre des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi. Si la coopération bilatérale, dont France et Tunisiens se félicitent de « l'heureuse évolution », a été largement examinée, les conversations ont surtout porté sur les développements que connaît actuellement la situation au Maghreb après l'accord d'union signé à Oujda par le Maroc et la Libye, et à l'égard duquel Tunis se montre très réservé. Après avoir rencontré, mercredi et jeudi, les Algériens, qui ne cachent ni leur crispation ni leur irritation et se veulent vigilants, le ministre aura trouvé chez les Tunisiens probablement plus de sérénité et une volonté de maintenir de bonnes relations avec tous leurs partenaires de la région. Au-delà de ses origines et des objectifs qu'il s'est fixés, c'est, croit-on, essentiellement sur les effets futurs de l'accord qu'a été centré l'échange de vues.

M. Cheysson a aussi examiné avec ses interlocuteurs tunisiens l'état du dialogue Nord-Sud, les développements du conflit irano-irakien avec ses répercussions dans le Golfe et la situation au Proche-Orient que l'on s'accorde de part et d'autre à considérer comme bloquée, au moins jusqu'aux élections américaines.

Ces mêmes questions ont été évoquées lors d'autres entretiens que M. Cheysson a eus avec le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khibi, qui arrivait tout juste d'une tournée en Irak, en Arabie saoudite, en Jordanie et au Liban. M. Khibi aurait particulièrement attiré l'attention de son visiteur sur les dangers que présente la situation au Liban du Sud. M. Cheysson a annoncé que le secrétaire général de la Ligue arabe rencontrera M. Laurent Fabius le 10 septembre à Paris.

MICHEL DEURÉ.

## La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU s'inquiète de la situation à Timor oriental

### De notre correspondant

Genève. - Un projet de résolution, présenté par huit experts de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU sur l'aide qu'il conviendrait d'apporter à la population de Timor oriental, a été adopté, le 29 août, par 8 voix, 1 contre (l'expert roumain) et 11 abstentions (les représentants des pays de l'Est et des Etats arabes). Dans ce texte, la sous-commission se déclare « préoccupée par les nouvelles données fournies au sujet des souffrances auxquelles le peuple de Timor continue d'être soumis en raison de la situation qui persiste dans le territoire » et « prie les autorités indonésiennes de faciliter sans restriction les activités des organisations humanitaires à Timor ».

Il est de fait que toutes les interventions entendues à la réunion de la sous-commission sur l'ancienne colonie portugaise, bien que d'origines politiques diverses, avaient en commun la même vision cauchemardesque de la vie quotidienne de ce peuple occupé et persécuté par les troupes indonésiennes. L'Eglise, par la voix de Mgr Filipe Belo, nouvel administrateur apostolique de Dili, appelle le monde libre à « ouvrir les yeux sur les barbaries dont les Indonésiens sont coupables ». M. Adrien Zoller, intervenant au nom de Pax Christi, n'hésite pas à parler d'un « acte de génocide qui dure depuis plus de huit ans ». La Portugaise Luisa Tomotio Pereira (Pax Romana) rappelle que l'invasion et l'occupation indonésiennes de l'île depuis décembre 1975, sont « totalement illégales ». M. Michel Robert, représentant du MRAP, évoque « les massacres de femmes, d'enfants, les viols, les tortures, les

exécutions » ; il semble aussi que la Croix-Rouge internationale se empêche de distribuer des vivres et des médicaments à la population civile affamée, dont le tiers a déjà été massacré.

Timor souffre, mais l'ONU s'en préoccupe : son secrétaire général a rédigé un rapport confirmant le tragique de la situation. Les Kurdes n'ont pas cette chance, car aucune résolution les concernant n'a pu être présentée à la sous-commission. Il y eut certes des interventions, mais, pour faire connaître l'ampleur de la tragédie de ce peuple, il a fallu que le représentant kurde de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples donne une conférence de presse au Palais des Nations. Il affirma notamment que l'intervention militaire turque s'étend à 50 kilomètres à l'intérieur des territoires iraniens et irakiens, avec l'accord de Téhéran et de Bagdad, ce qui tendrait à prouver « la collaboration de ces trois Etats pour empêcher la lutte de libération nationale du peuple kurde ». Les Kurdes d'Irak ne sont pas jugés à meilleure enseigne, car Téhéran aurait ordonné la déportation de onze mille villageois. Selon la même source, le régime de l'imam Khomeiny n'a eu aucun scrupule à réaliser ce que le chah n'avait pas osé accomplir : l'application du traité d'Alger de 1975 entre l'Irak et l'Iran, qui prévoit que la population kurde habitant le long de la frontière serait déportée à au moins 20 kilomètres de celle-ci. Il a été également rappelé que, dans le cadre des opérations de pacification, Bagdad a déporté, en 1976, six cent mille Kurdes vers l'intérieur du pays dans le cadre des opérations de pacification.

ISABELLE VICHNIAC.

rancaurs. Fait ennemi de la t... nemi de l'islam... l'humanité qui... sains (3) et br... lancera le lanc... sa proclamation... nbre, au petit g... évolution... qui... la prise sans h... féfir, par quelq... militaires détermin... s vitaux peu nomb... mandant tout de m... and trois fois et m... France et possèd... capitales : Tripoli, le... Beida.

aujourd'hui que le... t été préparé de long... soigneusement, m... tentive du lieutenant... ine, rétrogradé p... conduite) Kadh... vier 1969, il avait... message secret de «... e » aux autres généra... ticiens de sa généra... ple meurtre par les... es contre les « 196... Palestine ». Tout à... rret : soldats, me... itinéraires, opérat... sse. Quand on com... enèse d'autres prom... proches-orientaux, à... qualité technique... que préparèrent les... livres » du pays a

### Un récit

#### un Koussoum

pendant, éternel... les Arabes, ne dev... en cette très sérieu... J'avais été listé p... El Kadhafi et Abd... ad au 21 mars 196... es journaux libya... pour ce jour-là sa... tion » qui s'ébauch... que projetèrent les... aires : le « Ressim... um Koussoum, li... teuse égyptienne, ve... nire à Benghazi. Ce... if faire ça, à elle q... Nasser, l'arabisme... bureau, on ne pouva... soi-même : le 21 m... lien que le récit d... ion des Arabes ». Et... pourrait encore de...

concert d'Oum Kou... mar choisit toutefo... ment visiter ses p... leur tente près de... rant à son caserne... e-Younès, à minuit... mpagnons, un peu... voiture se retourne... peu partout sur la... la « route italienne... e plan du pusch, les... se au peuple, etc. Il... m cheveu que d'ur... - non « au par... s secourir leurs c... découvrirent le pot... mais ça, c'est révo... légende » de la révo... ptembre...

si Idriss, réfugié au... au Caire, il y vécut... à cell jusqu'en mai... mourut à l'âge de... reize ans, non sans... réce été condamné à... stance, avec la reine... justice de ses suc... bye.

### PÉRONCEL-HUGOZ.

y, Kadhafi, vent de... Laffont, 1982 (tradu... Pierre Rocheron).

Libye, Saad... 1979.

1969, un déséquilibre... la feu à la mosquée... leur, le troisième... wa La Mecque et M...

## Une journée de tourisme à Lisbonne pour le président de la République

Lisbonne (AFP). - Le président Mitterrand a quitté, vendredi 31 août, le Portugal pour une nouvelle visite au Maroc, à l'issue d'un séjour de vingt-quatre heures consacré au tourisme à Lisbonne et ses environs. De son côté, le ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement français, M. Roland Dumas, a également quitté le Portugal dans un autre avion à destination de Paris.

M. Mitterrand, qui avait dîné jeudi soir avec le premier ministre socialiste du Portugal, M. Mario Soares, a consacré la journée de vendredi au tourisme. Le matin, il s'est promené dans les vieux quartiers de Lisbonne et a visité longuement le musée ultra-moderne de la Fondation Gulbenkian, puis s'est rendu sur la rive sud du Tage, près de Setúbal, où il a déjeuné dans un vieux fortin

transformé en auberge. Il était entouré de M. Mota Pinto, vice-premier ministre - en l'absence de M. Soares, qui s'est rendu au Mozambique et en Tanzanie, - ainsi que de MM. Dumas, Coimbra Martins, ancien ambassadeur du Portugal à Paris, et Jacques Chazelle, ambassadeur de France à Lisbonne.

M. Mitterrand a gagné ensuite, en voiture, la base navale d'Alseïta, où il est monté à bord d'une vedette rapide de la marine pour se promener sur l'estuaire du Tage.

En début de soirée, la vedette accostait aux quais qui bordent la ville basse, reconstruite après le tremblement de terre de 1755.

M. Mitterrand fit une dernière étape à l'ambassade de France avant de gagner l'aéroport militaire pour y prendre son avion personnel à destination du Maroc.

Deux ressortissants britanniques détenus en Libye libérés. - Ces libérations, qui ont eu lieu vendredi 31 août, ont été décidées bien que les deux citoyens britanniques aient été reconnus « coupables d'actes que la loi punit sévèrement, et pour des raisons purement humanitaires », précise un communiqué de l'agence Jans. Six ressortissants britanniques étaient détenus en Libye depuis la crise anglo-libyenne du mois d'avril dernier. Répondant à des informations en provenance de Tripoli faisant état d'une proposition libyenne de les échanger contre cinq Libyens emprisonnés en Grande-Bretagne, le Foreign Office avait exclu, mercredi, toute possibilité de « marchandage ». - (AFP.)

Aide internationale pour la Guinée. - La France a décidé de doubler le montant de son aide - jusqu'ici de 20 millions de francs - à Conakry. D'autre part, une mission de consultation et d'évaluation du Fonds monétaire international a séjourné dans la capitale guinéenne, où une délégation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), après deux jours d'entretiens avec les autorités locales, a décidé de renforcer son assistance. Enfin, le gouvernement guinéen a annoncé la réunion prochaine d'une conférence de bailleurs de fonds désireux de participer à la reconstruction du pays. - (AFP, AP.)







PAKISTAN

Le Monsieur Vincent de l'islam

Au Pakistan, selon le terme hérité des Britanniques, on qualifie son activité de « travail social ». Pourtant, Maulana Edhi et son épouse exercent, au nom du Coran, la vertu du charité. C'est la religion du Prophète qui a fait de cet entrepreneur saisi par la passion des pauvres une sorte de Monsieur Vincent de l'islam.

Correspondance

Karachi. — La misère, dans la principale ville du Pakistan, se fait pudique — ou sournoise ? — tapie derrière les boutiques, les industries et les quartiers neufs tentaculaires. Dans le vieux quartier d'Achi-Qabar, une petite place à laquelle un échafaudage de banderoles de papier coloré prête un air de fête. Des pancartes portent « Maternité gratuite Edhi », « Centre de soins d'urgence Edhi », « Pharmacie gratuite Edhi », « Ambulance Edhi ». Des produits alimentaires sont présentés à l'étalage. Le docteur Parveen, jeune femme surmenée, nous accorde un instant : « Je travaille bénévolement, Maulana Edhi me donne un peu d'argent de poche. Nous manquons sur tout d'équipement. Dans notre laboratoire d'analyse, nous ne pouvons faire que des tests d'urine. »

« femme - sont allés porter des vêtements en prison ».

Chacha, un vieux journaliste pakistanais, nous a dépeint Maulana Edhi comme un saint Vincent de l'islam : « Nous sommes encore dans une société féodale où des zamindars [grands propriétaires terriens] ont des serfs. Notre pays n'a pas besoin de théories politiques, mais de gens comme lui. »

A nos pieds gisent quelques moribonds à barbe blanche et aux corps gonflés ramassés la veille dans la rue. Ces larivars (sans-abri) sont inconscients. Ils recevront les premiers soins avant d'être transférés dans un Centre Edhi plus grand, un ensemble hospice-hôpital qui accueille plus de sept cents malades. Dans une petite salle à l'odeur glaçante de mort, s'entassent des ballots de kafans (linceuls), des chapeliers, des talismans et un grand tuyau. C'est ici que Maulana Edhi et sa femme Bilkees lavent les morts abandonnés.

Au premier étage, le service d'auscultation de la maternité. Dans le hall d'attente, une cinquantaine de femmes. Le docteur Parveen, jeune femme surmenée, nous accorde un instant : « Je travaille bénévolement, Maulana Edhi me donne un peu d'argent de poche. Nous manquons sur tout d'équipement. Dans notre laboratoire d'analyse, nous ne pouvons faire que des tests d'urine. »

« Quelle est la différence entre un hôpital public et un hôpital Edhi ? Tous deux sont gratuits. »

« une structure administrative lourde. Nous fonctionnons avec des dons de la population, nous avons des structures plus souples et plus accueillantes. Quarante-deux personnes travaillent ici, plus ou moins bénévolement, dont douze médecins. »

Dans les chambres de la maternité, des jeunes célibataires sont venues accoucher d'enfants qui seront adoptés. La Fondation Edhi, pratiquant l'assistance en tout genre, s'en occupera. Tout près, un vieil homme explique : « Je viens me faire mettre des gouttes dans les yeux, manger une shorba (soupe) et je rentre à la maison le soir. »

Au Pakistan, les vieux parents, autrefois si respectés, sont devenus un fardeau pour leurs enfants.

Deuxième étage. Dans un recoin, deux minuscules débarras. L'un dépanne pour quelques jours une famille sans abri. L'autre est occupé par une malade mentale au rire boqueteant. Récemment, les prix de l'électricité ont doublé au Pakistan. Le Centre Edhi a traité plus de trois mille cas de toxicomanes en six mois. Un groupe animé de jeunes hommes s'affaire autour du lit d'Ahmed Khan. « Je suis venu ici, dit-il, parce que j'étais malade, en manque. Je remercie Maulana Edhi. Je ne l'ai jamais vu, mais que Dieu le bénisse. Je suis marié, j'ai trois enfants, un travail dans le service des forêts. De faux amis m'ont fourni gratuitement en héroïne bien pour m'y habituer. Après, j'étais bien obligé de leur en acheter. »

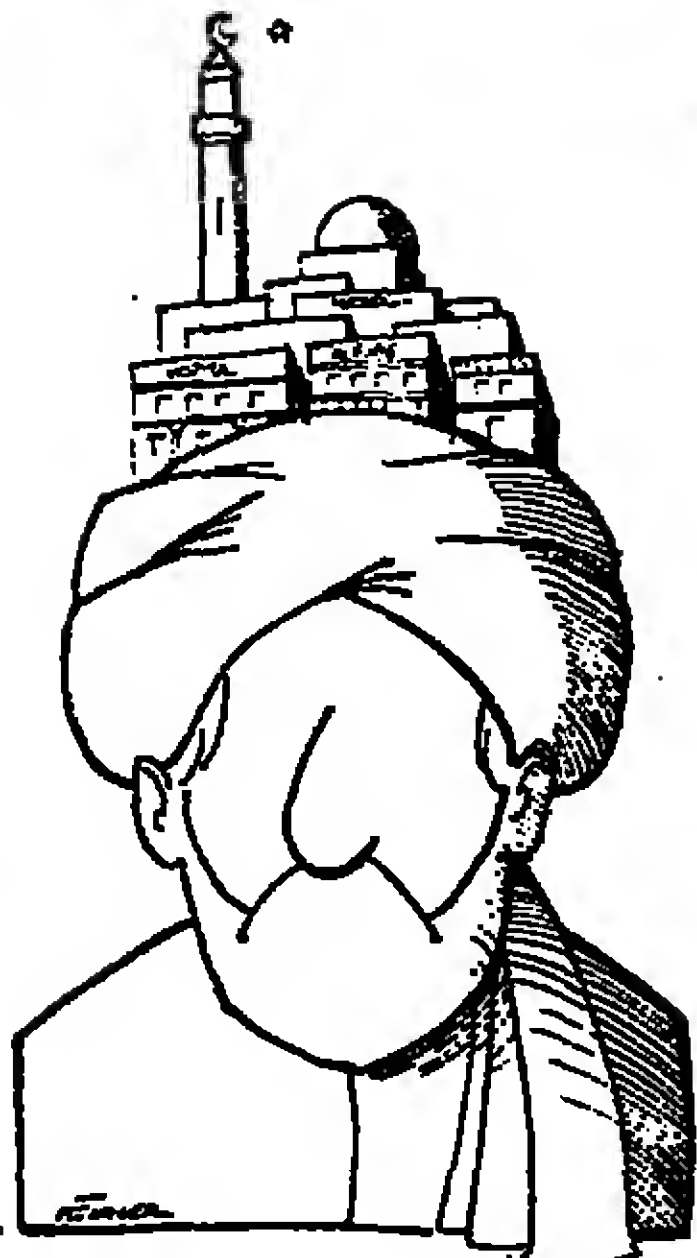
Prie pour moi pour que je ne re-touche plus à ça. »

Soudain il s'empourne : « Il faudrait que le gouvernement nous dise clairement ce que ça fait au Pakistan, l'héroïne, d'où ça vient. Va voir un peu sur Tehriq Road (les Champs-Élysées de Karachi). Là, en plein jour, des femmes en voiture viennent s'approvisionner. »

Sans distinction de caste

« Maulana » est un titre que l'islam local décerne aux vénérables personnalités religieuses. Sattar Edhi n'appartient à aucun clergé ni à aucune confrérie mystique. Seule son activité sociale lui a valu ce titre. Humblement vêtu, la barbe islamique « une voix et des yeux comme lavés par le service des morts et des malades, depuis quarante ans : « J'étais jeune. Je travaillais ma mère paralysique d'hôpitaux publics, très sales et presque pas équipés, en hôpitaux privés où seul l'argent donne droit à des soins. J'ai vendu ma petite usine textile, ce qui me permet d'assurer une vie simple à ma famille. Ensuite j'ai ouvert un petit dispensaire gratuit, ouvert à tous, sans distinction de caste ni de religion. Depuis, je consacre ma vie au travail social, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Bilkees, qui travaillait bénévolement dans le dispensaire, a accepté de partager cette vie avec moi. »

L'épouse est rayonnante d'amour et de joie, elle qui vit dans une chambre avec coin cuisine, avec deux enfants, un mari qu'on réveille douze fois par nuit. Après le dispensaire, sont venus la maternité, la pharmacie gratuite, enfin le grand



MÉNAGER

hôpital. Maulana Edhi a porté secours aux victimes du « Grand partage » entre l'Inde et le Pakistan, puis aux réfugiés bharis après la guerre du Bangladesh en 1971, sans parler des sinistres des catastrophes naturelles. En 1982, il s'est même porté au secours des Libanais dans Beyrouth bombardée.

Seulement des dons privés

Sur les ressources et leur utilisation, il a vite fait d'établir ses comptes : « Nous dépensons actuellement 30 000 roupies par mois, dit-il. Nous avons reçu 300 000 roupies pour l'année (1). Vous savez, ce qui est important, c'est le « niyat » (desir du cœur), Dieu est là pour le reste. »

« Mais le président Zia Ul-Haq, vous a fait un don de 500 000 roupies. Vous l'avez refusé. Pourquoi ? »

« Je ne veux pas être assisté par le gouvernement. Je veux que nous vivions de la solidarité et des dons du public. C'est le seul moyen de résoudre nos problèmes, et il faut créer beaucoup de petites industries pour fournir des emplois. »

« Le gouvernement vous a nommé membre du Majlis-e-Shoora (le Parlement provisoire). Que pensez-vous de la politique d'islamisation actuelle ? L'islam peut-il résoudre les problèmes de la pauvreté ? »

« Ce gouvernement a été le premier à nous avoir fait un don. La politique n'est pas mon affaire, moi, c'est le travail social. L'islam vous demande de quitter votre tapis de prière pour aider un malade, laver et enterrer un mort. Il ne vous demande pas de dépenser de l'argent pour un mariage. C'est parce que les pauvres ne peuvent pas se marier qu'il y a tant de filles-mères dans notre service de maternité. »

Le mariage d'un jeune homme de la classe moyenne coûte ici au moins 100 000 roupies et la plupart des familles s'endettent pour fournir des dots. Maulana Edhi propose que cet usage soit aboli, que la médecine privée soit interdite, et qu'on ne puisse plus importer des voitures de luxe.

Les dons en nature et en argent sont souvent liés aux obligations religieuses. Ainsi, la zakat, taxe obligatoire de 2,5 % sur les revenus annuels, doit être versée aux pauvres. Pour célébrer une cérémonie religieuse, rédimmer leurs péchés, et aussi prévenir les ennuis, les musulmans sacrifient des animaux et nourrissent les déshérités.

Quand Maulana Edhi met un terme à l'entretien, appelé par des tâches plus urgentes, il pose à son tour une question : « Il y a sûrement des pauvres en France ? Comment les aide-t-on ? »

HASSINA GOULAMALY.

(1) Une roupie vaut environ 0,6 F.

JAPON

Du bon usage des baguettes

Au Japon comme dans tous les pays du riz, les baguettes appartiennent à la tradition. Celle-ci, pourtant, se perd dans la jeunesse. Les moines shinto s'en font les gardiens.

De notre correspondant

Tokyo. — L'occasion, rare, étant offerte de rendre un ultime hommage à une paire de bons et loyaux serviteurs ayant fait leur temps, nous sommes allés, cet été, enterrer nos baguettes. Mais pas n'importe lesquelles : une paire ébréchée, et depuis toujours coudouillée de laque noire, qui faisait évidemment mieux l'affaire que de vulgaires waribashi de bois blanc. Pas non plus à la saucette, mais religieusement : avec messe de requiem, tambours et flûtes — faute de trompettes. Enfin, pas n'importe quand, ni n'importe où : c'était un 4 août, jour consacré chaque année à l'enterrement des baguettes au temple de Hié, en plein Tokyo, à deux pas d'Alakasa, un quartier de restaurants où l'on sacrifie les waribashi par forêts entières.

« Enterrement » n'est d'ailleurs pas le mot juste. En vérité, ces « objets inanimés », prolongement ici indispensable des doigts que la main anime à chaque repas, sont montés directement au ciel, partis corps et âme en fumée avec quelques milliers d'autres. Un bois de bûcher tout trouvé pour une cérémonie collective, en plein midi et par l'une des journées les plus brillantes de l'été japonais. C'est qu'il fait bon en août à Tokyo, même sous l'auvent protecteur d'un temple shinto, assis entre les éventails agités par de vieilles dames calmes.

La cérémonie, qui vient après le rituel coloré et sonore de la liturgie shinto, ne remonte pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire au pays de la tradition, à la nuit des temps ; elle date seulement de huit ans. Mais elle émane quand même de l'association pour la protection des traditions du Japon. C'est que l'affaire est sérieuse : il y va d'un symbole et de la culture japonaise.

En effet, dans un contexte de mutations sociales et d'érosion des valeurs traditionnelles, de consommation boulimique et de gaspillage éhonté, cette cérémonie peu banale répondeur, assurément les prêtres qui en sont les promoteurs, à un double et profond besoin.

Le premier est d'ordre religieux, familial et social. Dans l'ordre shinto, les baguettes sont sacrées. Bienfait de dieu, elles témoignent de la satisfaction d'un besoin primordial, de l'abondance de la moisson, de la joie de vivre, de l'harmonie du foyer, etc. Jadis, manger avec des baguettes, c'était presque dîner avec les dieux ; et l'on offre encore au nouveau-né des baguettes d'argent, comme ailleurs la cuillère ou la timbale du même métal. « Pouvoir utiliser des baguettes, dit le poète, c'est être, soi-même et ses parents, bénis des dieux. » L'humour populaire, pour dépeindre un grand maigre, dira qu'il a « le nez et les yeux sur une baguette ».

Enfants malhabiles

Indispensable à l'alimentation, ces auxiliaires le sont encore pour la sustentation dans l'au-delà, car le rite veut qu'on les plante dans le bol placé en offrande sur l'autel des ancêtres. D'où la réaction horrifiée des Japonais lorsque l'étranger plante ainsi ses baguettes dans son bol de riz. Bref, on ne saurait s'en passer lorsque l'on est un bon, un « vrai » Japonais. Et si d'aventure on les perd, ou si on les casse de telle ou telle manière (ce qui peut être « mauvais signe » et « porter malheur »), il convient au plus tôt d'effacer ce fâcheux présage. Une de ces cérémonies de purification, dont le shintoïsme s'est fait une spécialité et que paraît réclamer l'esprit des baguettes, y pourvoira.

Ce n'est pas tout, loin de là. Chez un peuple particulièrement animé de l'esprit de concurrence, voire obsédé par la volonté de rattraper, et, si possible, de dépasser l'Occident, ce n'est peut-être pas rien de réaliser que 30 % de la population mondiale mange avec des baguettes et 30 % avec cuil-

lère et fourchette — le reste mangeant avec les doigts. Lutte serrée, à couteaux et baguettes tirés, entre la civilisation du riz et celle de la frite. Pourtant, on suppose que si l'Asie devait prendre quelques longueurs d'avance, ce serait plutôt grâce à la Chine populaire qu'au Japon, qui file tristement vers des records de vieillissement. D'autant plus que de récents sondages ont montré qu'une forte proportion d'enfants et d'adolescents sont incapables de se servir de baguettes. Terrible constat. Les uns seraient trop gâtés, d'autres « pervertis » par l'usage péroratoire de la fourchette, par la progression triomphale du rouleau compresseur hamburger et par le déclin de la consommation de riz. C'est, paraît-il, le cas de plus de 50 % des enfants du cycle élémentaire.

Ainsi, aussi malhabiles que certains « barbares » qui font sourire dans les dîners officiels lorsqu'ils s'efforcent de pincer des petits pois ou des œufs de caille, des millions de petits Nippons ne savent pas utiliser aujourd'hui à six ou huit ans ces ustensiles que leurs pères maniaient correctement à quatre ou cinq ans.

Pire, selon un spécialiste, M. Yatsugi, un Japonais de trente ans ne s'en servirait pas ses baguettes selon les règles de l'art. Outre que voilà un symbole de fierté nationale mis à mal, le phénomène préoccupe vivement les éducateurs dans la mesure où l'apprentissage des baguettes est censé développer non seulement la dextérité manuelle mais aussi les qualités intellectuelles.

Certes, avec la faculté d'adaptation qui caractérise le Japon, certains font des affaires en donnant des leçons de maniement. Cependant la découverte récente de l'étendue du problème, reflet d'un effritement des traditions, de la discipline et du rôle des parents chez les nouvelles générations, fait couler beaucoup d'encre. Et nous ne parlerons pas ici de la manière dont les élèves japonais manient le pinceau.

A ces préoccupations de type traditionnel, à ce souci de respect, de promotion et de purification de la baguette du foyer, noble, indispensable et durable, les promo-



FRANCHINI.

teurs de la cérémonie ajoutent une dénonciation : celle de l'usage abusif et du gaspillage généralisés des waribashi, baguettes de seconde catégorie à la vie éphémère.

Dix milliards de « waribashi »

Elles sont des siamoises aplaties, de bois blanc, que l'on casse pour les séparer, et que l'on jette sitôt après avoir mangé, ce qui est une particularité japonaise. Le reste de l'Asie, moins riche et moins obsédé par l'hygiène, lave ses baguettes rondes comme on lave une fourchette : afin qu'elles puissent resservir.

Ici, il n'en est pas question. Les waribashi sont partout, mises à toutes les sauces, sur toutes les tables, dans toutes ces boîtes-repas que sont les bento, etc. Toujours neuves, piles et propres, dans leur étui de papier, elles ont la longévité des gobelets et assiettes en carton, des bâtons d'esquimaux, des cure-dents. Cent vingt millions de Japonais (moins ceux qui ne savent pas s'en servir) en consomment chaque année plus de dix milliards... de paires. On a calculé que ces milliards de baguettes, un peu à la

manière des châteaux d'allumettes, auraient permis de construire près de dix mille maisons de deux étages. Et l'on imagine que si elles voulaient bien se donner la main, elles feraient pas mal de chemin autour du monde.

On peut aussi imaginer que des forêts entières, japonaises et étrangères, partent chaque année à la poubelle, par milliers de tonnes, « waribashisées », si l'on peut dire. C'est d'ailleurs là l'objet de dénonciations rituelles. Mais, les habitudes alimentaires et la puissance économique aidant, elles ne changent absolu-

ment rien à l'affaire : les importations de waribashi, environ 30 % du total consommé au Japon, représentent 1 % des importations totales de bois tropicaux de Tokyo. Amère ironie : elles viennent de Malaisie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, d'Indonésie ou des Philippines, pays qui n'utilisent pas systématiquement eux-mêmes les baguettes, mais qui éclaircissent néanmoins leurs forêts pour que le Japon puisse chaque jour en gaspiller des dizaines de millions.

Un journaliste, se remémorant la frugalité et les sacrifices de la population pendant la guerre et l'après-guerre, écrivait : « A l'époque où les marchands de nouilles cuisinaient encore au charbon, les waribashi servaient au moins à allumer le feu. Avant-guerre, les enfants les utilisaient avec des élastiques pour faire des jouets, chariots et pistolets. Aujourd'hui, ils ne sont bons que pour la poubelle. » Et, aurait-il pu ajouter, la moitié de nos enfants ne savent même plus s'en servir pour manger.

Cela dit, que reste-t-il de l'initiative du temple quand, dans une mégapole de 30 millions d'habitants, banlieues comprises, à peine une centaine se déplace, avec plus ou moins de conviction, pour voir partir des baguettes en fumée ? Et qu'ils vont ensuite écouter, dans les locaux du temple, une conférence sur l'histoire des baguettes, avec collation et... waribashi à l'appui.

R.-P. PARINGAUX.

“LE PARADIS”

Le Paradis, c'est une porte qui se dresse dans la belle ville de Monastir, en Tunisie, à quelques minutes du Jockey Club. En septembre ou octobre, offrez-vous le Paradis, en demi-pension (vin compris) au départ de PARIS 2890 F. 1 semaine. 7, av. de la République, 75011 PARIS. TEL. : 355.39.30 ou chez votre agent de voyages.



# Étranger

## Canada

### M. Trudeau tente tardivement d'éviter aux libéraux une déroute électorale

De notre correspondant

Montréal. — Au moment où plus personne n'y croyait, l'ancien premier ministre libéral, M. Pierre Trudeau, est intervenu, le vendredi 31 août, pour tenter d'arrêter la vague conservatrice que tous les sondages prévoient lors du scrutin du 4 septembre. S'adressant à un millier de sympathisants réunis dans le sous-sol d'une église située dans un quartier populaire de Montréal, M. Trudeau a exhorté les électeurs de la province à ne pas céder à la tentation du changement pour le changement.

Dans un discours destiné avant tout à l'électorat québécois, qui vote massivement pour les libéraux depuis le début du siècle, il a déclaré: « Demandez-vous pour qui vous votez, si vous votez contre le Parti libéral. Vous votez pour une alliance malsaine regroupant des mécontents qui voient le changement dans le simple fait de changer le gouvernement (...). Changez-vous pour donner des chances à qui? Aux petites gens? Aux grandes compagnies? Aux Américains? » Il a rappelé à son auditoire que le Parti libéral était traditionnellement le parti du changement et de la justice sociale.

Comme pour s'excuser de ne pas être intervenu plus tôt dans une campagne qui est en train de se transformer en une véritable débâcle pour les libéraux, au pouvoir depuis près de vingt ans, M. Trudeau a affirmé qu'il était venu pour témoigner de sa « loyauté à l'égard du Parti libéral et de son chef, John Turner ». L'absence évidente de conviction dans les propos de l'ancien premier ministre — on avait l'impression d'entendre un éloges funèbres — n'a fait que confirmer la réalité de son antipathie bien connue à l'égard de son successeur. Pour accentuer encore cette distance, M. Trudeau s'était fait accompagner du ministre des affaires extérieures, M. Jean Chrétien, dont il aurait souhaité l'élection à la tête du parti en lieu et place de M. Turner.

Quelques heures avant le discours de M. Trudeau, un nouveau sondage révélait que l'écart entre les deux grands partis s'était encore accentué au cours des derniers jours. Selon cette enquête, les conservateurs obtiennent 51 % des intentions de vote, les libéraux 26 % et les socialistes-démocrates du Nouveau Parti démocratique (NPD) 21 %. Au Québec, où les libéraux avaient remporté 74 des 77 sièges aux élections de 1980, on pourrait assister à un retournement de situation spectaculaire, puisque les conservateurs obtiennent 57 % des intentions de vote et les libéraux 29 %. Il est vrai que plus de 50 % des Québécois sont encore in-

décis. C'est à eux surtout qu'était destiné le message de M. Trudeau, qui risque pourtant d'arriver trop tard.

Plus personne, y compris chez les libéraux eux-mêmes, qui espèrent seulement limiter les dégâts, n'ose envisager la victoire de M. Turner le 4 septembre. Les commentateurs tentent plutôt d'évaluer quelle sera l'ampleur de la « marée bleue », la couleur des conservateurs, et évoquent le précédent des élections de 1958 qui avaient ramené au pouvoir le premier ministre conservateur, John Diefenbaker.

#### L'habileté de M. Mulroney

La plupart des grands journaux se sont ouvertement prononcés en faveur de M. Brian Mulroney, le nouveau chef du Parti conservateur. Les éditorialistes du *Globe and Mail* de Toronto et du *Devoir* de Montréal estiment que le Parti conservateur a prouvé qu'il était la seule formation capable de « représenter toutes les régions du pays, y compris le Québec ». Le *Devoir* a des mots très durs à l'égard des libéraux, qu'il accuse d'avoir divisé le pays en faisant preuve d'arrogance à l'égard des provinces. « L'aliénation domine les provinces de l'Ouest, écrit ce journal. La révolte gronde à Terre-Neuve. Le Québec est épuisé par des luttes incessantes. Même l'Ontario, qui, dit-on, profite du régime, opterait massivement pour le renouvellement. »

M. Mulroney a su exploiter habilement la désaffection des Canadiens à l'égard des libéraux. Il a beaucoup parlé de « réconciliation nationale » et d'« alternance » après vingt ans de régime libéral. Sur le fond, les deux partis ont présenté des programmes très similaires, mais M. Mulroney semble avoir convaincu les Canadiens qu'il était le mieux placé pour rétablir la confiance nécessaire à la reprise économique, qui est la principale préoccupation de l'électorat. Le dirigeant conservateur est tellement sûr du résultat des élections qu'il a envoyé, le 27 août, une lettre à ses principaux bailleurs de fonds pour les féliciter d'avoir contribué à sa victoire.

BERTRAND DE LA GRANGE.

● **Nuit électorale canadienne à Paris.** — Le Centre culturel canadien organisera le mardi 4 septembre, à partir de minuit, à son siège, 5, rue de Constantine, Paris-7<sup>e</sup>, une nuit électorale. Les Canadiens de Paris et leurs amis français intéressés y sont cordialement invités. Les résultats des élections législatives canadiennes du 4 septembre y seront diffusés en direct par radio.

## Afghanistan

### L'attentat de l'aéroport international de Kaboul n'a pas été revendiqué

Aucune organisation de la résistance afghane n'avait revendiqué, samedi 1<sup>er</sup> septembre, l'attentat qui, la veille, a causé la mort de « plusieurs femmes et enfants » à l'aéroport international de Kaboul, qui sert également de base aérienne aux forces soviétiques. Radio-Kaboul avait annoncé, vendredi soir dans ses émissions en langue ourdoue, l'explosion, devant le terminal de l'aéroport, d'une bombe qui a été placée par « des sauvages éléments contre-révolutionnaires, ennemis de la nation », vocable qui désigne, selon les autorités, les résistants afghans. Selon la radio officielle, les victimes, dont le bilan n'a pas encore été publié, étaient venues accompagner des proches partant en voyage.

Pour la première fois depuis le début de l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan, en décembre 1979, Kaboul fait état d'un incident aussi sérieux dans l'enceinte de l'aéroport international. C'est peut-être le caractère spectaculaire de cet attentat qui a obligé les autorités afghanes à le rendre public, alors que les attaques de la résistance contre des bâtiments officiels ou l'ambassade soviétique ont été particulièrement intenses à Kaboul la semaine dernière, selon des diplomates occidentaux.

Autre coup dur pour le gouvernement afghan, la désertion d'un chef tribal, qui paraissait acquis au régime en place, avec trois cents hommes, après avoir saboté plusieurs générateurs et pylônes électriques alimentant Kaboul. Selon des sources proches de la résistance, Ghulam Hassan Khan Karo Khel, membre du Front national de la patrie, et l'un des responsables du maintien de l'ordre dans la capitale afghane et de la sécurité des lignes électriques reliant la capitale aux générateurs situés à l'est de la ville, a rejoint mercredi 29 août, le Pakis-

tan. En fait, M. Khel aidait les moudjahidines en les renseignant sur la situation à Kaboul, a précisé un responsable de la résistance. Il aurait décidé de rejoindre le Pakistan en raison de l'envoi d'importantes renforts soviétiques — de douze mille à quatorze mille hommes — dans le secteur frontalier. Le quotidien de langue anglaise d'Islamabad, le *Muslim*, annonçait vendredi que les effectifs soviéto-afghans seraient même portés à quarante mille hommes d'ici quatre semaines, afin de boucler toutes les voies d'accès à la frontière.

Concernant les négociations « indirectes » entre le Pakistan et l'Afghanistan, qui ont été ajournées le 30 août, M. Diego Cordovez, sous-secrétaire général de l'ONU pour les affaires politiques spéciales, a annoncé vendredi que les pourparlers reprendront probablement en février 1985. — (AFP, Reuters, AP.)

## A travers le monde

### République dominicaine

● **APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE.** — Les cinq centrales syndicales de l'île ont appelé, vendredi 31 août, la population à observer lundi une grève générale pour protester contre la politique économique du gouvernement et les accords passés avec le Fonds monétaire international. Ce mot d'ordre intervient après l'annonce d'une hausse importante du prix des carburants. Cependant, la police a annoncé que les dirigeants syndicaux, arrêtés jeudi devant être instantanément libérés. — (AFP.)

### URSS

● **M. IGOR ANDROPOV AMBASSADEUR.** — Le fils de Iouri Andropov, M. Igor Andropov, a été nommé ambassadeur d'URSS à Athènes, a annoncé le vendredi 31 août l'agence Tass. M. Igor Andropov, quarante-trois ans, était conseiller principal au département de planification du ministère des affaires étrangères.

### Liban

**Le Monde**  
classés et documents

## Etats-Unis

### Discretion pour le premier anniversaire de la tragédie du Boeing sud-coréen

Correspondance

Washington. — A l'exception d'une petite manifestation réunissant une centaine de protestataires près de l'ambassade soviétique, le premier anniversaire de la tragédie du Boeing sud-coréen abattu par les Soviétiques est passé, ici, pratiquement inaperçu. La Maison Blanche a gardé le silence et le département d'Etat s'est contenté de souligner, dans une déclaration, que le temps n'avait pas diminué « le sentiment d'indignation de l'opinion mondiale devant l'attaque brutale d'un avion civil ». Le département d'Etat a ajouté que les Etats-Unis étaient profondément troublés par le fait que « l'Union soviétique n'avait pas présenté d'excuses ni n'avait offert de compensations aux familles des victimes ».

Cette discrétion officielle contraste singulièrement avec la violence rhétorique de l'an dernier. Le président Reagan avait alors, dans une allocution télévisée, employé six fois le terme « massacre » pour dénoncer « un acte de barbarie venant d'une société qui méprise cruellement les droits de l'homme et la vie humaine et cherche continuellement à dominer les autres nations ». A Washington, les sénateurs ont fait l'écho des éléments de droite du Parti républicain qui reprochaient au gouvernement d'avoir été très fort en paroles, mais faible en actions. La déclaration conjointe du Congrès dénonçant l'action soviétique ne parlait pas de sanctions, comme le recommandait le sénateur Helms, chef de file de la droite républicaine. « Des mots, des mots, mais pas d'actions », avait alors déclaré celui-ci.

La vision officielle est différente. Certes, l'affaire de l'avion sud-coréen abattu n'a pas eu dit-on en privé, d'effets majeurs sur l'état déjà passablement dégradé des relations soviéto-américaines. Par contre, elle a permis à Washington de marquer des points importants dans la guerre psychologique et elle a largement contribué à démolir le mouvement pacifiste. Elle a facilité l'approbation par le Congrès des crédits pour le missile MX et l'installation en Europe des engins nucléaires américains.

Ce résultat est considéré comme positif et compense, pour l'administration, un certain nombre de déceptions comme la tiéde résolution des Nations unies adoptée à l'époque ou l'attitude de l'Association internationale des pilotes, reprenant les voix vers Moscou au bout d'un mois alors qu'elle avait envisagé une suspension de soixante jours, ou encore le refus des pays alliés de prendre des

sanctions. En fait, les Américains eux-mêmes ont évolué, puisque des conversations sont encore en cours avec Moscou pour rétablir les échanges culturels et scientifiques et ouvrir des consulats à Kiev et à New-York.

### Une rencontre Shultz-Gromyko

Finalement, la discrétion observée à l'occasion de ce premier anniversaire s'imposait, dans la mesure où le président Reagan s'efforce toujours, dans une perspective électorale, d'apparaître comme un homme de bonne volonté à la recherche d'un accord sur les armements nucléaires et d'une manière générale désireux d'améliorer les relations avec Moscou. Il est vrai que, étant donné son avance dans la course à la Maison Blanche, le président est moins pressé de retrouver les Soviétiques autour du tapis vert. A Washington, on estime aujourd'hui que les Soviétiques, conscients de n'avoir pu influencer le débat électorale américain et résignés maintenant au succès du président Reagan, peuvent plus facilement envisager de rouvrir la discussion. Ainsi, tout en sachant que les Soviétiques ne participent pas à la conférence de Vienne du 18 septembre, une délégation américaine se « attendra », à la date prévue, dans la capitale autrichienne.

Dans le cadre des relations entre les deux pays, le département d'Etat a indiqué que le secrétaire d'Etat, M. Shultz, pourrait rencontrer M. Gromyko à New-York à la fin de septembre à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. A condition toutefois que M. Gromyko fasse ce déplacement, ce qui n'a pas encore été confirmé par Moscou. Une rencontre du ministre soviétique avec le président Reagan n'est pas exclue, mais elle dépendra de la teneur des conversations de M. Gromyko avec M. Shultz. En tout cas, elle ne pourrait avoir lieu qu'après le discours du président Reagan à l'Assemblée générale, prévu pour le 24 septembre. La visite du chef de la diplomatie soviétique est envisagée à cette occasion, compte tenu de l'état de santé de M. Tchernomir. Les services de renseignements américains estiment que le dirigeant soviétique est dans un état très grave, peut-être même mourant. Dans le meilleur des cas, dit-on, l'affaiblissement physique de M. Tchernomir empêcherait Moscou de prendre des décisions majeures, ce qui laisse de nouveau prévoir une période d'immobilité de la diplomatie soviétique.

HENRI PIERRE.

## EN DÉPIT DE LA VISITE DE M. GREMETZ

### Les divergences entre les partis communistes français et japonais restent nombreuses

De notre correspondant

Tokyo. — Maxime Gremetz, membre du secrétariat du Parti communiste chargé des questions internationales, qui a passé trois jours cette semaine à Tokyo et à Hiroshima à l'invitation du Parti communiste japonais, a jugé « très positifs » les entretiens avec ses homologues, les socialistes et les responsables de plusieurs mouvements pacifistes japonais. Il n'en reste pas moins que les divergences sont nombreuses entre les deux partis communistes sur des questions essentielles comme la défense nationale, les armements nucléaires et les ventes d'armes, le Parti communiste japonais, neutraliste et favorable à une armée démocratique, est farouchement opposé à toute arme de type nucléaire. Divergences aussi concernant les relations inter-partis: le PJ, farouchement indépendant, est brouillé avec Pékin et Moscou, et

il vient de se livrer à une attaque en règle du régime nord-coréen. Enfin, ce parti condamne sans la moindre ambiguïté les interventions et les ingérences de pays socialistes, notamment de l'Union soviétique.

Il semble donc que le commun dominant de cette visite, pour les deux partis, ait été la paix et le désarmement. La perspective d'une rencontre, côté français, du Mouvement de la paix, animé par le PCF, justifierait cette démarche, et tout particulièrement le pèlerinage à Hiroshima. On peut noter que le séjour de M. Gremetz constitue la « première visite politique » de haut niveau des communistes français auprès de leurs camarades japonais depuis 1976, après une longue absence des communistes français aux manifestations et cérémonies qui commencent chaque année les bombardements de Hiroshima et Nagasaki.

R.-P. P.

## Kenya

### L'enlèvement d'un réfugié ougandais

De notre correspondant

Nairobi. — Lorsqu'il est fermement invité à monter dans une Datsun blanche, immatriculée KSJ 817, Kizza Erusanyia ne se doute pas encore que commence, pour lui, un voyage au bout de l'enfer dont il a de grandes chances de ne pas revenir vivant. La scène se passe le mercredi 15 août vers 13 heures, en plein cœur de Nairobi, alors que, accompagné de ses deux fils — sept ans et huit ans — ce réfugié ougandais de trente ans se rend en consultation à l'hôpital Kenyatta. L'homme qui l'appelle lui demande ses papiers d'identité et le force à monter en voiture, se présente comme un policier kényan. Atterrément: la foule, sans réactions, croit assister à la trop banale arrestation d'un malfaiteur. Kizza est « embarqué » manu militari avant même de comprendre qu'il n'est pas victime d'une méprise, abandonnant, sur le trottoir, ses enfants en pleurs.

Obligé de s'allonger à l'arrière de la voiture, sur le plancher, il commence à réfléchir à qui il a affaire. Comme lui, ses quatre jeunes compagnons de voyage sont ougandais et en ce qui concerne trois d'entre eux, plus précisément d'éthnie Acholi, une tribu nilotique bien en cour à Kampala. « Je m'en suis rendu compte à leur manière très particulière de parler swahili », assure-t-il. Un des membres du commando ne lui était pas inconnu, sans qu'il puisse même un nom sur ce visage. Cet ancien soldat de l'armée d'Iddi Amin Dada qui, à l'en croire, conduisait alors des « bahuts » militaires, comprend que l'on en veut encore à son passé. En mars 1979, au moment de la débâcle du régime précédent, il avait été arrêté par les troupes tanzaniennes venues libérer l'Ouganda, puis avait séjourné trois ans et demi dans différentes prisons. En mars 1983, après l'assassinat de sa femme, il s'était enfui avec ses enfants au Kenya. Il s'y était placé sous la protection du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU et des autorités locales qui, conformément à la convention des Nations unies du 28 juillet 1951, lui avaient délivré une carte d'identité qui porte le numéro 8402.

Avec le petit pécule que lui versait le HCR — 500 shillings par mois, soit environ 300 francs — et l'aide d'organisations charitables, Kizza, qui s'était installé dans la banlieue de Nairobi, à Dandora-Estate où vivent beaucoup de ses compatriotes, tentait de joindre les deux bouts et de se faire oublier. Pourtant, deux fois depuis le début de l'enfer, notamment à la veille de

son enlèvement, des inconnus s'étaient présentés à son domicile, heureusement en son absence. « Il va falloir tout nous dire », lui répète-t-on au début du voyage. La Datsun, qui a pris la route de Nakuru, celle qui conduit vers la frontière ougandaise, bifurque assez rapidement sur un chemin de terre. Ainsi, à l'écart des regards indiscrets, Kizza est prié de « passer à table ». Pendant de longues heures, ses anges gardiens le pressent de questions: « Pourquoi vis-tu au Kenya? Qu'est-ce que tu y fais? As-tu rencontré Musuvuni, le chef de l'Armée nationale de résistance? » On promet de le libérer s'il dit la « vérité » sur ses activités subversives. Finalement, ses gardes du corps restent sur leur faim.

Dès la tombée de la nuit, la voiture, qui porte désormais une plaque minéralogique rouge, repart sur corps diplomatique, reprend la route de Kampala. Pour cette seconde étape, Kizza voyage dans le coffre. Celui-ci s'ouvre lorsque la Datsun cogne sur les cassis qui précèdent le péage de Nakuru. Le passager « clandestin » veille à la maintenance apparentement fermée et guette l'occasion favorable pour s'évader de sa prison. Lorsque la voiture s'engage au ralenti sur une piste du parc national de Nakuru, Kizza tente la belle. Il s'efforce de se faufiler à l'arrière du corps de l'empêcheur. Il arrive à lui échapper et s'enfuit à toutes jambes dans le bush tandis qu'un autre de ses compagnons de voyage tire au jugé quelques coups de feu dans sa direction, sans l'atteindre.

Au poste de police le plus proche où il se rend en piteux état, sans pièce d'identité et sans argent — on lui a confisqué sa carte de réfugié et 250 shillings — personne ne prend au sérieux son aventure abracadabrante. On le soupçonne d'être un criminel en fuite. « On m'a giflé et on m'a donné des coups de pieds », raconte-t-il. Puis on le transfère au commissariat de Nakuru où il passe une semaine en compagnie de vrais délinquants. Lassé de l'entendre protester de son innocence, on le relâche. Il regagne Nairobi en faisant du camion-stop, le vendredi 24 août. Kizza a peur. Recueilli par des amis, il n'ose plus rentrer chez lui. Ce soldat perdu, qui avoue, in fine, avoir travaillé « comme simple employé », dans les services secrets d'Amin Dada — le trop fameux State Research Bureau — voudrait maintenant s'en aller vivre dans un autre pays, un pays où il serait vraiment un inconnu pour tout le monde.

JACQUES DE BARRIN.

## Liban

### La grève générale pour l'anniversaire de la disparition de l'imam Sadr a été largement suivie par les musulmans

L'ouest de Beyrouth, à majorité musulmane, a observé une grève générale vendredi 31 août, pour le sixième anniversaire de la disparition, en août 1978, de l'imam Moussa Sadr, chef de la communauté chiite libanaise. L'appel à la grève, lancé cette année non seulement par Amal, mais par les dirigeants sunnites, a été largement suivi au Liban du Sud, notamment à Saida, Tyr et Nabatieh, et dans la plaine de la Bekaa.

A Bourj-Barajneh, dans la banlieue sud de la capitale, on vivait une majorité de chiites, le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, a annoncé devant un rassemblement de plusieurs milliers de personnes qu'une allocation mensuelle de 1.500 livres libanaises (environ 200 dollars) serait versée aux familles des huit cent cinquante prisonniers que compte actuellement, selon le Comité international de la Croix-Rouge, le camp israélien d'Al-Ansar, au Liban du Sud. Il a également lancé un nouvel avertissement aux Israéliens, les menaçant de nouvelles attaques contre leurs forces au cas où elles ne se retireraient pas du Liban du Sud. M. Berri s'en est également pris violemment à la Libye et au colonel Kadhafi, que les chiites rendent responsables de la disparition de l'imam Moussa Sadr. Pour sa part, l'agence libyenne Jans a ac-

cusé l'imam d'avoir été membre de la police politique du chah d'Iran, la SAVAK.

A Jérusalem, on a appris de sources militaires que l'armée empêcherait, à partir de dimanche, la circulation des véhicules entre le Liban du Sud et le reste du pays au seul point de passage encore ouvert, Batei-el-Chouf. Cette mesure vise à empêcher « l'infiltration de véhicules piégés au Liban du Sud », ont précisé ces sources. Le trafic avait déjà été interrompu la semaine dernière à Batei-el-Chouf. Il avait été rétabli le vendredi 24 août, uniquement pour les camions. Leur chargement de marchandises est déchargé et transbordé sur d'autres poids lourds garés au sud du point de passage.

Au moins quatre-vingts membres du Fath, principale composante de l'OPLP, prisonniers des dissidents de ce mouvement, ont été tués lors du raid israélien de mardi contre une base palestinienne dans la Bekaa (Liban), selon Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces de l'OPLP. Abou Jihad a précisé, dans une déclaration transmise vendredi à l'AFP par le bureau du Fath à Djeddah, que parmi les tués figuraient des cadres de son mouvement. — (AFP.)

سكزا من الاجل











سكوت الامل

# Société

## Accidents

Près de 16,75 millions de dollars ont été versés par le Pentagone pour communiquer avec les unités.

Il a été envoyé des équipes pour fabriquer des échelles, des substances pharmaceutiques, un appareil d'électrolyse, un appareil utilisant un système mécanique en suspension pour séparer les gaz, un appareil pour réaliser sur terre à l'échelle les conditions de quasi-vide qui règnent dans le

McDonnell Douglas a développé un appareil (une filiale de McDonnell Douglas et Johnson) capable de produire à moindre coût un hormone dont la nature chimique est tenue secrète - concurrence commerciale oblige - et qui permettrait de mettre sur le marché un médicament. Encore une fois, Charles Walker a dû affronter les difficultés techniques qui ont empêché actuellement de réaliser l'appareil, arrêté et remis en chantier à plusieurs reprises, sans succès.

Les deux autres membres de l'équipe connaissent eux aussi de sérieux problèmes : le film de la caméra de bord s'est emmêlé dans le moteur de télévision ne fonctionnant pas comme prévu et un problème de transmission « caractéristique » semble taper contre la caméra. Mais il ne s'agit que d'incidents.

## En bref

**Neuf nationalistes corses condamnés dans les prisons de Lyon**

Les neuf membres de l'ex-FLNC condamnés à l'expiration de la peine de prison et emprisonnés pendant un double essai de cinq ans, à l'intérieur de la prison de Saint-Joseph, de Jean-Marie Leccia, de Jean-Claude, impliqués dans l'attentat de Guy Orsoni, ont été condamnés, jeudi 30 août, à Lyon, à cinq ans de prison, qui étaient incarcérés, qui étaient incarcérés à la prison des Baumettes de Lyon, à Fleury-Mérogis, ont été condamnés dans les prisons lyonnaises de Saint-Paul, Saint-Joseph et de Saint-Jacques. Ils devraient être prochainement transférés par M. Jacques Lecaillon, juge d'instruction à Lyon, à la prison de Saint-Jacques.

**L'Hôtel du Nord ne sera plus qu'un décor**

L'Hôtel du Nord, dont la modeste façade sur le canal Saint-Martin, à Paris, et qui fut immortalisée dans le film de Marcel Carné, est en train de disparaître. Un promoteur a obtenu un permis de construire pour édifier à son emplacement un immeuble à logements et un centre commercial. La façade et la toiture de l'hôtel seront conservées.

**Le monde de la presse**

Le monde de la presse a été profondément touché par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Lucienne IDOINE.

**Le monde de la presse**

Le monde de la presse a été profondément touché par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Lucienne IDOINE.

**Le monde de la presse**

Le monde de la presse a été profondément touché par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Lucienne IDOINE.

**Le monde de la presse**

Le monde de la presse a été profondément touché par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Lucienne IDOINE.

**Le monde de la presse**

Le monde de la presse a été profondément touché par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Lucienne IDOINE.

**Le monde de la presse**

Le monde de la presse a été profondément touché par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Lucienne IDOINE.

**Le monde de la presse**

Le monde de la presse a été profondément touché par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Lucienne IDOINE.

## ATHLÉTISME

### Vigneron (5,91 m) tend la perche à Bubka (5,94 m)

La réunion d'athlétisme de Rome a été dominée, vendredi 31 août, par un duel au sommet entre le Soviétique Sergei Bubka, recordman du monde, et le Français Thierry Vigneron, dans le concours de saut à la perche. Le Français qui, un an plus tôt, sur ce même sautoir, avait porté le record du monde à 5,83 m, avait commencé le concours à 5,50 m avant de passer ensuite, à ses deuxièmes essais, 5,60 m, 5,70 m et 5,84 m. Le Soviétique avait commencé à 5,80 m, puis avait échoué à son premier essai à 5,81 m. Il gardait alors ses deux autres essais pour 5,84 m qu'il franchissait à la première tentative.

Dans cette course aux 6 m, Vigneron retrouvera, mardi 4 septembre au stade Jean-Bouin à Paris, Pierre Quinon, le champion olympique et le Soviétique Volkov, vice-champion olympique à Moscou.

## Le rêve raisonnable des Marcheurs de la vie

Les **Marcheurs de la vie ont parcouru deux mille kilomètres depuis le 6 août, date anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique à Hiroshima. Partis de cinq points différents, ils se retrouvent ce samedi 1<sup>er</sup> septembre à Paris, aux Invalides, et ont demandé à être reçus à l'Élysée. Ils veulent dénoncer la course aux armements et attirer l'attention sur le sous-développement du tiers-monde.**

Cinq orléans, une plante et un talon : le pied. Une obsession pour les Marcheurs de la vie venus du Sud-Ouest. Les leurs sont boursoufflés, rouges, couverts d'ampoules. Les marcheurs n'ont pas ménagé « leurs montures » pour dialoguer avec les populations locales sur les problèmes de l'armement et de la pauvreté du tiers-monde. Bilan de la marche : des ampoules et des tendinites ou mission accomplie ?

Jeudi 30 août, le groupe s'arrête à Saint-Sulpice-de-Favières, petit village de l'Essonne pour se reposer. Jean-Claude, chaussé de sandales, arrive essoufflé sur le lieu de pique-nique. « Aujourd'hui, nous sommes trentenaires mais il y a quelques jours nous étions soixante-dix. » Ce jeune étudiant fraîchement diplômé en génie mécanique affirme avoir vécu une expérience « enrichissante ». Il affiche une barbe châtain, des yeux clairs et des idées résolument novatrices. « Dans le Sud, à Montauban, je fais partie du MAN (Mouvement pour une alternative non-violente). Quand j'ai entendu parler de la marche, j'ai tout de suite voulu y participer. Le contact avec les gens a été excellent. » Dans cette entreprise, les différentes catégories sociales vont, pour une fois, au même pas. Assistant social, ouvrier agricole, kinésithérapeute, professeur, voyageur de concert. « Les relations sont bonnes, explique Jean-Claude. Nous avons décidé de vivre ensemble une expérience non-violente. »

Ainsi les marcheurs pratiquent-ils le style « mon cœur mis à nu ». « Dès que nous avons un grief à exprimer, nous n'hésitons pas à en faire part et nous en discutons ensemble », explique Jean-Claude.

Entre la salade et les flocons de riz froid aux aubergines, il explique que tous se reconnaissent et se veulent idéalistes. « Mais, précise Pierre, nous sommes réalistes dans nos demandes. Nous savons bien que dans la situation actuelle, le gouvernement ne peut pas déserter. Il aurait toute l'opinion publique contre lui. Nous voudrions juste qu'il arrête ses expériences pour rechercher des armes nouvelles comme celle qui se poursuivait à Mururoa. »

Décidés à se limiter dans leurs rêves, pour l'instant, les marcheurs n'aspirent qu'à l'Élysée. La consécration, ce serait d'être reçus par M. François Mitterrand. « Ce serait la meilleure action que le gouvernement pourrait faire pour nous. Accueillir une délégation serait nous accorder de l'importance. Comment ne pas penser à la Marche pour l'égalité et contre le racisme qui avait mené Toufik et ses amis rue du Faubourg-Saint-Honoré ? »

En prévision de cette rencontre éventuelle avec le chef de l'Etat, les Marcheurs de la vie sont assis en cercle pour réfléchir à l'élection de leurs délégués. Un peu étrangers au débat, quatre personnes venues de Chartres pour participer à la marche le temps d'une journée. Elles « ont l'impression de faire quelque chose », malgré la courte durée de leur « engagement ».

**LA TUNISIE**

La Tunisie, en septembre ou octobre, c'est... le Paradis. Le soleil est toujours là et le Jockey Club vous réserve un accueil chaleureux.

2890 F

1 semaine en demi-pension (vin compris) au départ de PARIS

2, av. de la République, 75011 PARIS TEL. : 365.39.30 ou chez votre agent de voyages

**Le Monde**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

## FOOTBALL

### Cinquième victoire consécutive des Girondins de Bordeaux

Les Girondins de Bordeaux n'ont pas raté l'occasion, avec la visite de Nantes, vendredi 31 août, pour la cinquième journée du championnat de France de football, de remporter leur cinquième victoire et de distancer, un peu plus, leurs principaux rivaux pour le titre.

Parmi ces derniers, seuls les Auxerrois se sont, en effet, imposés. Rien ne va plus, en revanche, pour le Paris-SG, qui court toujours après sa première victoire.

**LES RÉSULTATS**

*Bordeaux b. Nantes	2-1
*Auxerre b. Nancy	1-0
*Paris-SG et Brest	1-1
*Rouen b. Strasbourg	1-0
*Lens et Monaco	2-2
*Sochaux b. Laval	2-0
*Bastia b. Toulon	3-2
RC-Paris b. Marseille	2-0
*Metz b. Toulouse	2-1
*Tours b. Lille	2-0

**Classement.** - 1. Bordeaux, 10 pts; 2. Auxerre, 8; 3. Bastia, 7; 4. Nantes, Brest, Lens et RC-Paris, 6; 8. Monaco, Sochaux, Strasbourg, Nancy et Laval, 5; 13. Tours, Marseille et Metz, 4; 16. Toulouse, Rouen, Toulon et Lille, 3; 20. Paris-SG, 2.

**Deuxième division (Quatrième journée)**

Groupe B

*Montpellier b. Valence	6-2
*Limoges b. Saint-Etienne	1-0

**Championnats du monde de cyclisme sur piste.** - Les trois derniers titres ont été gagnés, vendredi 31 août, à Barcelone, par le Japonais Koichi Nakano (vitesse professionnelle), le Danois Hans-Henrik Oersted (poursuite professionnelle) et l'Allemand de l'Ouest Horst Schütz (demi-fond professionnel). Le Français Yve Cahard a remporté la médaille de bronze dans l'épreuve de vitesse.

## Naissances

**Michel ROSELLINI et Stanley HILTON,** ainsi que Nora, sont heureux d'annoncer la naissance de **Lea,** le 27 août 1984, à Châtenay-Malabry, 38, rue de Turcoen, Paris-3<sup>e</sup>.

**Anne JOUVEN et Paul PHELOUZAT** ont le plaisir d'annoncer la naissance de **Louise,** le 20 août 1984.

**Aimée Dubos-Chantemesse, Jean-François Dubos, Alice Dubos, M. et Mme Jean-Paul Bardin et leurs enfants,** ainsi que les familles Couturon, Prade, Dubos ont le plaisir de faire part du décès de **docteur Robert CHANTEMESSE,** officier de la Légion d'honneur, médaille militaire de 1914-1918, survenu, le 30 août 1984, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le **lundi 3 septembre 1984, à 16 heures,** en l'église de la Madeleine, à Paris-8<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Puy (Haute-Loire), dans le caveau de famille, le **mardi 4 septembre, à 15 heures.**

**M. Achille DAUPHIN-MEUNIER,** créateur de la Faculté libre d'économie et de droit.

Le 28 juillet 1908 à Bourg-la-Raine, Achille Dauphin-Meunier était docteur en droit et diplômé de l'École pratique des hautes études en sciences sociales. Il a enseigné comme chargé de cours à l'université de Toulouse avant d'être nommé, en 1941, maître de conférences à l'École libre des sciences politiques. A la même époque, il commença à enseigner à la Faculté libre de droit de Paris. De 1954 à 1983, il est conseiller du gouvernement royal du Cambodge puis expert auprès de l'UNESCO. En 1983, il crée la Faculté libre d'économie et de droit (FACOL), établissement autonome et copié, dont il assume la direction pendant plusieurs années.

## Vendredi noir à Flushing Meadow

**A la veille des Internationaux des Etats-Unis, John McEnroe, qui venait d'être élu au bureau de l'Association des tennis professionnels (ATP), a avoué quelques inquiétudes pour l'avenir du tennis. Le champion du monde craignait, notamment, que le public ne finisse par se lasser de la domination des épreuves du grand prix par les quatre premiers mondiaux, à savoir Connors, Lendl, Wilander et lui-même. A son avis, il n'y a pas dans les générations actuelles un joueur capable de briser ce carré de fer du tennis du début des années 80. Seul Yannick Noah aurait pu le faire s'il s'était vraiment résolu à s'employer à fond dans le jeu.**

## De notre envoyé spécial

New-York. - A voir la tournure des événements à Flushing Meadow, vendredi 31 août, il semblait que le dernier champion de Wimbledon avait fait preuve de lucidité. On a, en effet, assisté à un véritable vendredi noir pour tous ceux qui sont considérés, à tort ou à raison, comme les espoirs des courts.

L'Espagnol Aguilera, qui est arrivé à la douzième place du classement mondial après deux victoires en tournoi au début de la saison, a été battu en trois manches par un Américain issu des qualifications, Robert Green, âgé de vingt-trois ans. Le Noir Kelvin Belcher qui a le même âge et qui passe pour le successeur d'Arthur Ashe, a été éliminé par le « vieux » Sandy Mayer, trente-deux ans. Le frère de ce dernier, Gene, a, pour sa part, battu, à force d'amorces, le demi-finaliste de l'an passé Jimmy Arias, vingt ans, qui s'était hissé à la sixième place du classement mondial, grâce à quatre victoires en 1983, mais qui est, depuis lors, en panne de coup droit.

Le champion en titre, Jimmy Connors, qui va fêter son trente-deuxième anniversaire dans quelques jours, a confirmé qu'il avait une forme de jeune homme. En trois

sets secs, il a éliminé son vieux rival, Brian Gottfried, qu'en la circonstance il affrontait pour la vingtième fois, et battu pour la dix-neuvième fois depuis qu'ils s'étaient rencontrés en finale du championnat américain des moins de seize ans en 1968.

## Leconte retrouve Connors

Le directeur technique de la Fédération française de tennis, Jean-Paul Loth, a évalué à 50/50 les chances de Henri Leconte, vingt et un ans, contre « Jimbo » au troisième tour. Mais il faudrait que le numéro deux français soit beaucoup plus régulier que face au modeste Australien Doohan, vingt-deux ans, pour prétendre passer en seconde semaine. Lors de leur dernière rencontre à Memphis, Leconte avait eu un malaise sur le court avant de s'incliner 7-5 au troisième set. Y a-t-il un espoir sur le court ?

Comme s'il voulait prouver lui-même qu'il n'y a pas de réponse saïre à cette question, McEnroe a, proprement exécuté, vendredi en nocturne, le meilleur espoir suédois (6-3, 6-0, 6-1). Celui-ci était pourtant le champion du monde junior en

titre, Stefan Edberg, dix-huit ans. Ce Viking, qui déploie un jeu d'attaque contrasté, a, à la plupart de ses confrontations, avait réalisé, l'an passé, le grand chelem dans sa catégorie d'âge. A priori, il paraissait le mieux armé pour mettre en danger le champion du monde, même si on ne pouvait pas attendre sérieusement qu'il le domine. Edberg a pu être gêné par les conditions très particulières du match en nocturne et par le vent tourbillonnant qui soufflait sur le central de Flushing Meadow. Mais il committit tellement de « toiles » sur des coups sans apparences difficiles et il concéda tellement de break sur des doubles fautes qu'on pouvait se demander sérieusement s'il arrivera jamais à s'imposer en senior dans un tournoi du grand chelem. Au même âge, Borg et Connors n'étaient pas aussi incoincidents face aux meilleurs joueurs de la génération précédente. Un élément a néanmoins plaidé à la décharge d'Edberg : McEnroe a sorti le grand jeu, faisant, en tout et pour tout, en une heure et quart, une seule faute directe face à cet adonis saïre contre lequel il avait été prévu par une précédente rencontre au début de l'année à Richmond.

**ALAIN GIRAUDO.**

## Les résultats du jeudi 31 août

**SIMPLE MESSIEURS (Deuxième tour)**

Moir (Af. S.) bat Curren (Af. S.) par forfait; Lloyd (G-B) bat Pimek (Tch.), 6-2, 6-1, 6-2; Perkis (Isr.) bat Giamalva (E-U), 6-4, 6-2, 6-4; Gene Mayer (E-U) bat Arias (E-U), 6-0, 6-4, 6-2, 6-3; Lesotte (Fra.) bat Doohan (Aus.), 7-5, 6-4, 7-5; Green (E-U) bat Aguilera (Esp., n° 11), 6-4, 7-6 (7-3), 6-3; Gullikson (E-U) bat Gonzalez (Par.), 6-4, 6-2, 7-5; Smid (Tch., n° 13) bat McNamee (Aus.), 7-6 (7-5), 6-3, 6-2; Vilas (Arg.) bat Colombo (Ita.), 6-3, 6-1, 7-5; Fitzgerald (Aus.) bat Doyle (E-U), 6-7 (1-7), 5-7, 6-3, 6-3, 7-5; McEnroe (E-U, n° 1) bat Edberg (Sué.), 6-2, 6-0, 6-0; Kriek (E-U, n° 7), bat Tarozzy (Hol.), 4-6, 7-6 (13-11), 6-2, 6-2; Connors (E-U, n° 3) bat Gottfried (E-U), 6-3, 6-3, 6-2; Sundstrom (Sué., n° 9), bat Brown (E-U), 6-1, 6-1, 6-0; Nyström (Sué., n° 16) bat Krishnan (Ind.), 7-5, 6-3, 7-6 (7-5); Sandy Mayer (E-U) bat Belcher (E-U), 6-3, 7-6 (7-3), 6-3.

**SIMPLE DAMES (Deuxième tour)**

P. Shriver (E-U, n° 4) bat White (E-U), 6-3, 6-2; H. Sukova (Tch.) bat K. Jordan (E-U, n° 3), 6-2, 6-3; G. Sabatini (Arg.) bat K. Shaffer (E-U), 6-4, 6-1; C. Lindquist (Sué.) bat C. Tanvier (Fra.), 7-5, 6-4; Y. Vermaak (Af. S.) bat R. Vys (Af. S.), 7-6 (10-8), 6-3; B. Mould (Af. S.) bat G. Fernandez (P.R.), 7-6 (7-1), 6-4; B. Potter (E-U, n° 15) bat S. Collins (E-U), 6-3, 7-5 (7-4); J. Mundel (Af. S.) bat N. Heneman (Fra.), 7-6 (7-1), 6-2; V. Ruzici (Rou.) bat G. Goldner (E-U), 1-6, 6-2, 6-4; P. Fendick (E-U) bat M.-C. Calleja (Fra.), 6-3, 6-3; P. Louis (E-U) bat Wade (G-B), 6-2, 6-6, 6-3; S. Mascarin (E-U), bat M. Torres (E-U), 6-4, 3-6, 6-2; W. Turnbull (Aus., n° 13) bat G. Kim (E-U), 6-4, 3-6, 6-2; Z. Garrison (E-U, n° 7) bat R. Reggi (Ita.), 3-6, 6-1, 6-0; A. White (E-U) bat E. Inoue (Jap.), 6-3, 4-6, 7-5.

## Carnet

- Il y a un an, le 1<sup>er</sup> septembre 1983, **Philippe MITRANI** nous quittait.

Que ses amis se souviennent. Marie-Christine Mitrani et ses enfants.

**Commémorations**

- Le trentième jour après sa mort, survenue le 1<sup>er</sup> août 1984, dans sa quatre-vingt-sixième année, sera commémoré le souvenir de

**Szyja Hersh BYDLOWSKI.**

On se réunira au cimetière parisien de Bagneux, dimanche 2 septembre, à 10 h 30.

De la part de Szyja Bydlowski, née Rozencweig, son épouse, Rodolphe Bydlowski, son fils, Michel, Eric et Sarah Bydlowski, ses petits-enfants. Sa famille, Ses amis. 9, rue Mentès, 75012 Paris. 25, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

**Communications diverses**

- Le souvenir de Jean BOUDOU. - En 1975, mourut en Algérie l'écrivain occitan Jean Boudou, originaire de Crespin, dans le canton de Nauccelle, dans l'Aveyron. Depuis, la renommée de son œuvre de poète et de prose n'a cessé de croître dans les milieux intellectuels occitans français et étrangers. Deux de ses œuvres : *Le Livre de Catola* et *La Grava Sul Carnin* ont été traduites par Alain Surre-Garcia et éditées par les éditions du Chemin-Vert.

La société Les amis de Jean-Boudou, récemment créée à Nauccelle, organise, au cours de l'année 1984-1985, plusieurs manifestations, colloques, veillées... Les amis de Jean-Boudou, maire de Nauccelle, 12800 Nauccelle.

Nos abonnés, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sous réserve de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M<sup>me</sup> Paul Caylus, Geneviève et Olivier Cormouls-Houles, Bernard et Aline Caylus, ses frère, sœur, beau-frère et belle-sœur, Benjamin Caylus, Thomas Cormouls-Houles, ses neveux, Les familles Caylus, Gauguet, Mattéi, Violente et Grisoni, ont le profond chagrin de faire part du décès accidentel de

**Jean-Michel CAYLUS,** survenu, le 22 août 1984, à Chambéry, à l'âge de trent-huit ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Toulouse, en l'église Saint-Germain, avenue de TURSS, le mardi 28 août.

27, rue du Commandant-Cazenave, 31400 Toulouse.

**Le Monde des PHILATELISTES**

Dans le numéro de septembre 84 pages **LE TGV POSTAL**

**Dossier : la philatélie au secours des rapaces**

En vente dans les kiosques : 11 F Nouvelle couverture

**Remerciements**

- M<sup>me</sup> Camille Tauber et ses enfants, M. le docteur Bernard Tauber et sa famille, M. le docteur Jean-Pierre Tauber et sa famille, Jean-Philippe Santucci et Nicole, Michèle Santucci-Bodin et Olivier, Ainsi que toute la famille, Parents et alliés, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**M. le docteur Salomon Roger TAUBER,** survenu le 18 août 1984,

prend toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil par leur présence ou leur message de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sentiments émus.

71, route de Narbonne, 31400 Toulouse.

**Anniversaires**

- Il y a trois ans, René de LANNOY de BISSY quittaient les siens.

Une pensée particulière est demandée à tous ceux qui l'ont connu et estimé en union avec les messes célébrées à son intention à Bissy, Cavalière et Paris.

**ROBLOT S. A.**

522-27-22

ORGANISATION D'OSÈQUES



La différence

La Mostra de Venise, à mi-parcours, répond à notre attente d'un festival différent...

Mais la Mostra cinématographique, si elle reste fidèle à ses origines...

LOUIS MARCORELLES.

REPRISES

« L'ANGE DES MAUDITS » de Fritz Lang

La ballade de Marlène

« Le film fut conçu pour Marlène Dietrich, que j'aimais beaucoup... »

cinéma en son âge mûr, sentimentalement vulnérable malgré le pouvoir qu'elle a établi sur une bande de hors-la-loi recueillies dans son ranch...

JACQUES SICLIER. Voir les reprises.

« PLUS FORT QUE LE DIABLE » de John Huston

Jeu des dupes

A l'époque où l'on dissertait farne sur le thème de l'échec dans ses films, John Huston se lança dans l'adaptation d'un roman de James Helwick...

veut embarker sur le même rafiot... en réparation. Partiront ? Partiront pas ? Les événements les plus farfelus se succèdent...

J.S.

★ Voir les reprises.

LA MOSTRA DE VENISE

RENCONTRE

Philippe Dussart, un homme de choix

Philippe Dussart a deux films en compétition à Venise: « Les Favoris de la Lune », d'Otto Rossoni, et « L'Amour à mort », d'Alain Resnais...

une équipe de création, d'auteurs, de réalisateurs. En France, sa fonction est d'avantage d'être en contact avec la création...

moiteur immobilier vend son immeuble sur plans. Il ne démarre l'opération que lorsqu'elle est montée à quatre vingt-dix pour cent...

reoccuper de soixante à quatre-vingts films, et il y en a vraiment 80 % dont je suis content...

« Un producteur en France, explique Philippe Dussart, n'est pas plus qu'un directeur de galerie, un intermédiaire... »

Communication

LA RENTRÉE A LA TÉLÉVISION

TF1 consacrée chaîne du football

En direct, les cinq dernières minutes de certains matchs de championnat à partir du 28 septembre

Un important accord de principe sur la retransmission par TF1 de certaines soirées du championnat de France de football...

c'est la formule de multiplex utilisée lors de la dernière journée du championnat 1983-1984 qui a été retenue...

à cet effet et envisage de retransmettre vingt-cinq matches par an (dont dix-huit en direct) entre novembre 1984 et novembre 1985...

« Nous n'attendons plus que la confirmation écrite de M. Hervé Bourges, le président de TF1, qui était présent jeudi soir... »

En ce qui concerne le championnat de France, comme nous le laissons prévoir (le Monde du 23 juin),

Enfin les dirigeants du football se sont entourés de sérieux garanties dans le contrat signé avec TF1...

« Confit à » - L'Echo des Savanes-hebdo

« Confit à » - L'Echo des Savanes-hebdo. - Moins de deux semaines après son lancement, « L'Echo des Savanes-hebdo » voit surgir un conflit à la tête de la publication...

AUX DEUX ANES Samedi 1er septembre rentrée de Pierre-Jean VAILLARD dans le grand succès de rire L'IMPOT ET LES OS Location ouverte: 606-10-26 et agences

Les coccinelles sont belles

Drôle d'animal sur FR 3, un oiseau porteur de nouvelles inédites, de bonnes nouvelles, enfin...

Images colorées Au premier coup d'œil, ces bonnes nouvelles sont si joliment mises en scène...

Quelles sont donc ces histoires ? « Actuelles, et non d'actualité, précise-t-il. Les journaux écrits ou audiovisuels sont trop occupés par des annonces rentabilisantes et des images spectaculaires d'événements fâcheux... »

De santé : savaiez-vous que aux Philippines, l'allaitement au sein a permis de réduire de 95 % la mortalité infantile ? Conclusion : désestuez le biberon, donnez généreusement le sein. POLI-

MARC GIANNESINI.

MORT DE SAWAKO ARIYOSHI

La romancière japonaise Sawako Ariyoshi a été trouvée morte dans son lit, jeudi 30 août, à Tokyo...

Deux romans de Sawako Ariyoshi avaient été publiés récemment en France chez Stock: ils traitaient tous deux de la situation des diverses générations de femmes dans le Japon d'aujourd'hui...

PARIS EN VISITES

- LUNDI 3 SEPTEMBRE « La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Hôtel, M= Duhesme... « Hôtel de Lassay », 15 heures, 4, place du Palais Bourbon...

- MARDI 4 SEPTEMBRE « Manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M= Duhesme... « La bibliothèque nationale », 15 heures, 58, rue de Richelieu, M= Alés...

Handwritten note in Arabic script: 150 من الاموال







RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 1er septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Au théâtre ce soir : Une rose au petit déjeuner. De Barillet et Grédy. Avec M. Collard, G. Giroudon, R. Oberlin, F. Tirmont, Y. Varso...

the Busymen. This Mortal Coil. Bauhaus, Joe Bonser. En 2 parties : concert du groupe Freur.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Feuilletton : Dynastie. Fallon, victime d'un accident, accouche prématurément. La mère et le nouveau-né se portent bien. Blake est ravi d'être grand-père.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Musique, par Daniel Caux. 21 h 00 Avant les élections radiophoniques: Cordoba Congora. Avec J.-M. Cardona, J. Enguita, B. Pellegrin, R. Ruiz, S. Sarduy...

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Festival de Salzbourg 84 (donné au Kleines Festspielhaus le 4 août) : chants de Mozart, lieder de Wolf, Strauss, Beethoven, par Edita Gruberova, soprano, et Irvin Cage, piano.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Variétés : Histoire d'un mec. De C. Dupuy. (Redif.). Portrait de Cocteau, avec des extraits de ses spectacles (de ses débuts au café de la Gare à sa dernière apparition sur scène en mars 1983 avec le Grand Orchestre du Splendid) et des interviews.

Dimanche 2 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 00 Emission islamique. 9 h 15 A Bible ouverte. 9 h 30 La source de vie. 10 h 00 Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur. 11 h 00 Messe à Amettes (Pas-de-Calais). 11 h 55 Quarante ans déjà. 12 h 00 La semaine du spectateur. 12 h 30 Sports : Cyclisme. Championnat du monde sur route, en direct de Barcelone.

- 22 h 05 Journal. 22 h 30 Cinéma de minuit : le Conformisme. Film italien de B. Bertolucci (1970), avec J.-L. Trintignant, S. Sandrelli, D. Sarda, P. Clementi, G. Moschin.

FRANCE-CULTURE

- 7.03 Il n'y a pas que le sable chaud. 7.45 Horizon, magazine religieux. 8.00 Orthodoxie. 8.30 Protestantisme. 9.10 Écoute Israël. 9.40 Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France. 10.00 Messe à Dijon. 11.00 Passion, opus 5 : Bonheur. 12.00 Radios publiques de langue française : Lettres du Québec. 12.30 Lettre ouverte à Pasteur. 12.45 La corrida et le sacré : De Kossos à Séville. 14.15 La Bête du Vaccarès, de J. d'Arbaud. Avec M. Leonard, J. Maudel, Y. Friedel...

FRANCE-MUSIQUE

- 2.00 Les notes de France-Musique. 7.03 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère, œuvres d'Adam, Schubert, J. Strauss, Haydn, Gerhart, Verdi. 8.00 Cantate : BWV 179 de Bach. 9.10 Le salon de musique : écho de la voix, œuvres de Byrd, Tromboncino, Caccini, Gesualdi, Brahms, Schubert, J.-S. Bach, de Sernisy, Sciarino, Peri, musique javanaise... 11.00 Échanges internationaux (Festival de Salzbourg 1984) : « Les Quatre Saisons », de Vivaldi ; « Symphonie pathétique », de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. H. von Karajan, sol. A.S. Mutter, violon. 13.05 Magazines internationaux. 14.04 Disques compact : Beethoven, Rimski-Korsakov, Wagner (« Or du Rhin »), Mozart, Schubert, Brahms. 17.00 Comment l'entendez-vous ? La nuit, Œuvres de Monteverdi, Ravel, Berlioz, Bartok, Moussorgski, Varèse, Balil. 19.05 Jazz vivant : le quintette et le sextette de Gary Burton ; Chick Corea au TMP. 20.04 Présentation de concert : Mozart. 20.30 Concert (Festival de Salzbourg 1984) : « Ouverture pour cordes D8 », de Schubert ; « Concerto pour piano n° 2 K414 », de Mozart ; « Quatuor à cordes », de Beethoven, par le Wiener Streichorchester, et James Levine au piano ; à 21 h 50, extraits de « Jeanne d'Arc », de Verdi, par Montserrat Cabellé, Plácido Domingo, Sherril Milnes, Keith Erwin, Robert Lloyd, et l'Orchestre symphonique de Londres, dir. J. Levine. 23.00 Les soirées de France-Musique : œuvres de Schubert, Berg, Schumann, Webern, Strauss.

TRIBUNES ET DÉBATS

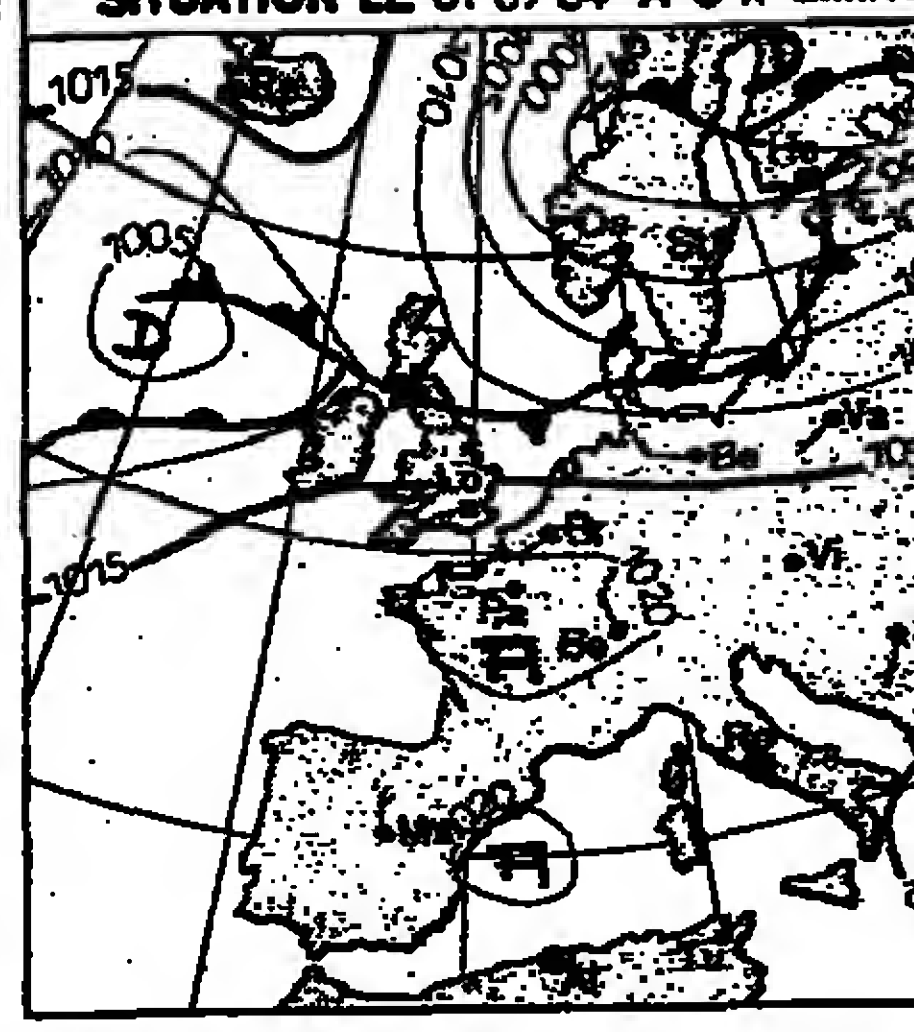
DIMANCHE 2 SEPTEMBRE - M. Jean Popere, secrétaire national du parti socialiste, est l'invité de l'émission « Forum » sur RMC, à 12 h 30

LES SOIRÉES DU LUNDI 3 SEPTEMBRE

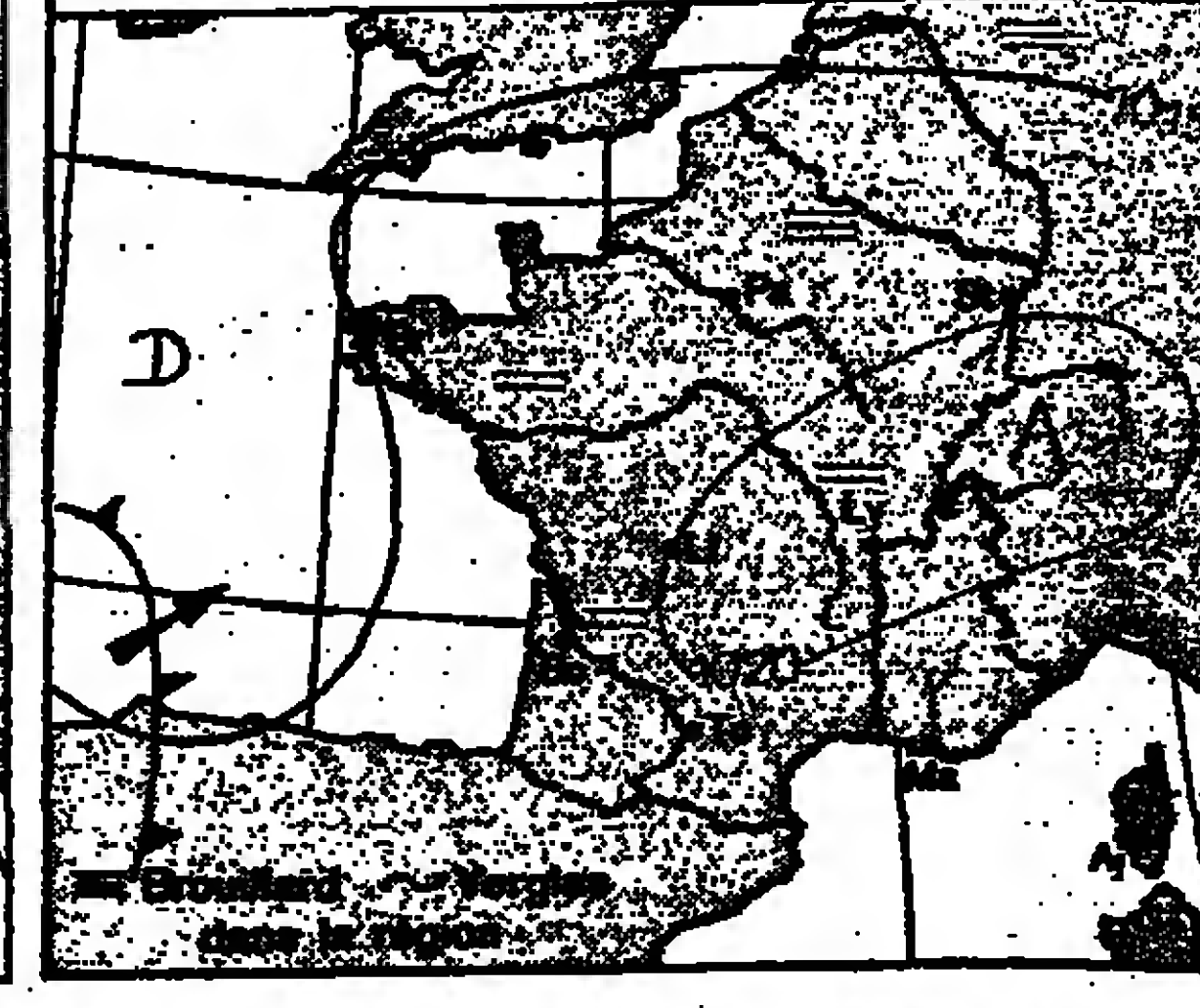
- TF 1 20 h 35, Cinéma : le Gaucher, d'Arthur Penn ; 22 h 15, Festival du cinéma latino-américain ; 23 h 10, Journal. A 2 20 h 35, Téléfilm : Messtres les jurés ; 22 h 40, Musique : concerto pour piano et orchestre d'harmonie, de Stravinski ; 23 h 15, Journal ; 23 h 35, Bonsoir les clips. FR 3 20 h 35, Cinéma : Indomptable Angélique, de Bernard Borderie ; 22 h, Journal ; 22 h 40, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 05, Prélude à la nuit.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 01-09-84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 2-9-84 DÉBUT DE MATINÉE



Évaluation probable du temps en France entre le samedi 1er septembre à 0 heure et le dimanche 2 septembre à 24 heures.

Les hautes pressions de l'Europe occidentale maintiendront la France hors du passage des perturbations océaniques. Les zones de pluie sont rejetées sur les îles Britanniques et seuls des débordements passagers de nuages menacent les côtes de la Manche.

Dimanche matin, il y aura par places des bancs de brouillard, le début de matinée sera presque partout brumeux. Les températures en général comprises entre 12 et 15 degrés seront localement voisines de 10 degrés du Massif Central à la Normandie. Assez rapidement dans la matinée, beau temps bien ensoleillé sur toute la France.

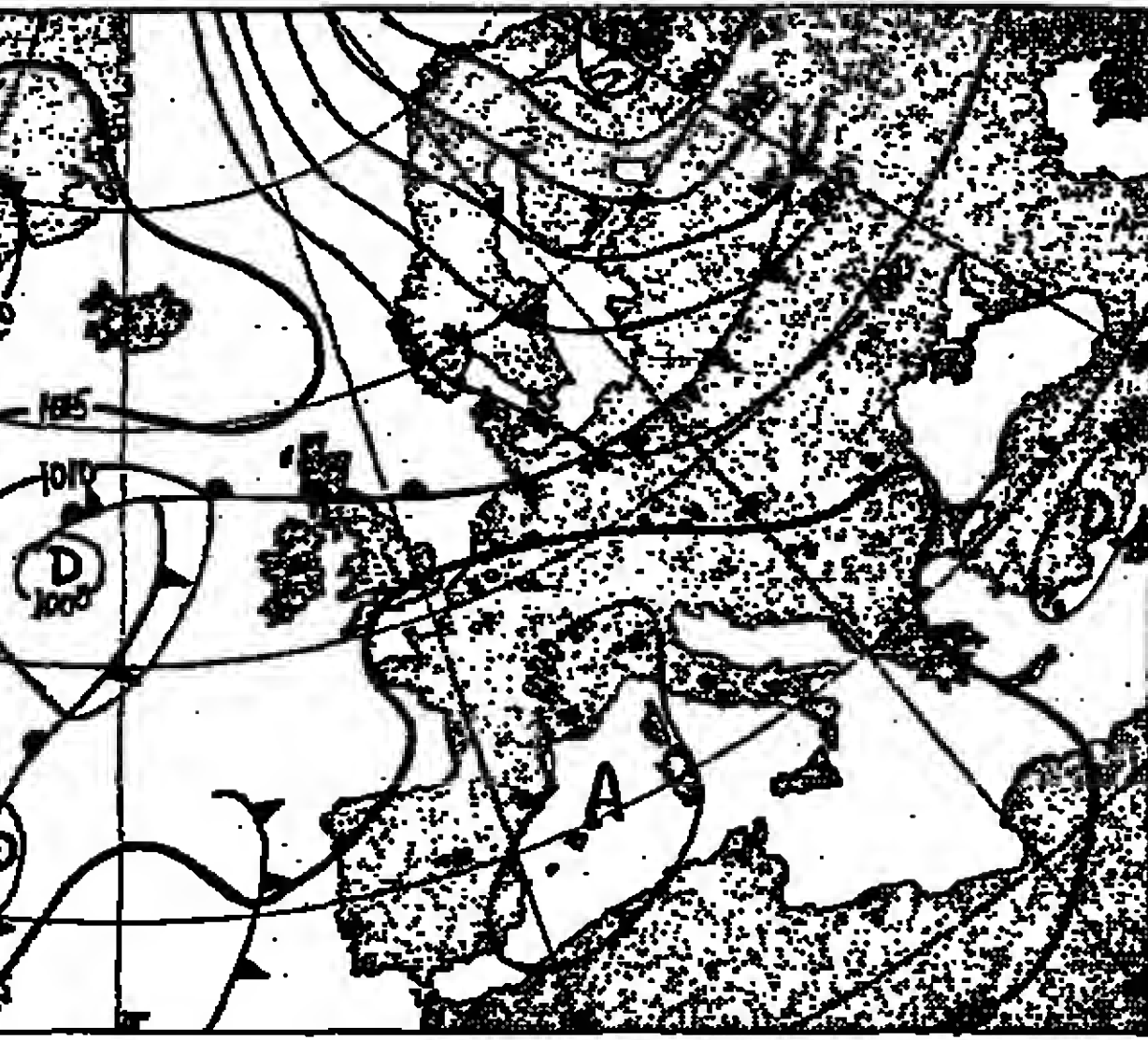
L'après-midi il fera chaud avec du soleil et du ciel bleu en toutes régions. De la Bretagne à la Normandie et au Nord, 22 à 25 degrés, sur toutes les autres régions, les températures atteindront ou dépasseront les 30 degrés.

En soirée, sur la côte atlantique, un voile de nuages orageux pénétrera lentement et quelques orages isolés pourront éclater dans la nuit.

En toutes régions, le vent sera faible soufflant de l'ouest.

La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer était à Paris, le 31 août à 8 heures, de 1020,5 millibars, soit 765,4 mm de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 août ; le second le minimum de la nuit du 31 août au 1er septembre) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 30 et 14 ; Bourges, 26 et 13 ; Brest, 21 et 15 ; Caen, 23 et 13 ; Cherbourg, 20 et 15 ; Clermont-Ferrand, 26 et 12 ; Dijon,

PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)



- 27 et 13 ; Grenoble-St-M-H., 28 et 13 ; Grenoble-St-Geors, 26 et 11 ; Lille, 21 et 14 ; Lyon, 26 et 13 ; Marseille-Miramas, 30 et 16 ; Nancy, 25 et 11 ; Nantes, 25 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19 ; Paris-Montsouris, 25 et 15 ; Paris-Orly, 25 et 13 ; Pau, 30 et 16 ; Perpignan, 30 et 16 ; Rennes, 26 et 13 ; Strasbourg, 28 et 10 ; Tours, 24 et 13 ; Toulouse, 30 et 13 ; Poitiers-Pitru, 31 et 23. Le Caïre, 34 et 23 ; Îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 21 et 14 ; Dakar, 30 et 27 ; Djéba, 29 et 20 ; Genève, 27 et 12 ; Istanbul, 25 et 17 ; Jérusalem, 27 et 16 ; Lisbonne, 35 et 19 ; Londres, 25 et 16 ; Luxembourg, 20 et 12 ; Madrid, 33 et 14 ; Montréal, 13 mini ; Moscou, 19 et 15 ; Nairobi, 22 et 15 ; New-York, 30 et 21 ; Palma-de-Majorque, 28 et 14 ; Rio-de-Janeiro, 23 (max.) ; Rome, 28 et 15 ; Stockholm, 19 et 10 ; Tzour, 34 et 24 ; Tunis, 32 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 15 degrés ; Amsterdam, 23 et 17 ; Athènes, 27 et 16 ; Berlin, 25 et 17 ; Bonn, 23 et 17 ; Bruxelles, 22 et 15 ;

Été

« Histoire d'amour » (fin et suite)

La publication dans le Monde du 22 août de quelques lettres de lecteurs, dans leur majorité critiques à l'égard de la bande dessinée de Konk parue durant un mois et demi (du 2 juillet au 20 août), a entraîné un afflux de correspondance très abondant.

Pour l'essentiel, ces lettres rétablissent en quelque sorte un équilibre, voire renversent la tendance notée au lendemain ou au cours de la parution des dessins. L'importance des échanges épistolaires, car « on » répond souvent aux signataires des lettres parues le 22 août, est telle que l'on pourrait voir l'un de ces débats chers aux sociologues.

Les extraits de lettres qui suivent mettront fin à ce qui peut constituer une sorte de sondage. Ils pourront paraître privilégier ceux qui défendent le choix fait par notre journal cet été. Pour une raison simple : « Ceux qui approuvent » ont été cette fois-ci beaucoup plus nombreux que ceux qui se sont prononcés la première fois contre cette initiative.

Réponses à ceux qui n'ont pas aimé

Les réactions de vos lecteurs publiées dans le Monde sont abrutissantes. Tellement abrutissantes que j'ai l'impression qu'elles émanent d'une autre civilisation que la mienne (J.-L. Maure, Paris).

Il faut en déduire que 50 % de vos lecteurs sont des imbéciles. Nous pensons, ma femme et moi, que l'Histoire d'amour est admirable (R. Lombard et Ch. Antonetti, Pont-Evrat).

Il me semblerait plus louable de s'interroger sur le réel danger que représentent certains films ou certaines revues qui font partie de la vie quotidienne de (nos) chers chéru(s) (Marc Dupuy, Aix-en-Provence).

Devant la montée du conservatisme et des vertueuses indignations « tartuffes » et faux-culs de toutes espèces, je me devais de vous dire

tout le bien que je pense de votre initiative (Jacques Denux, Paris).

Pourquoi protester ? Ce qui vous déplaît, ne le regardez pas et ne dites pas que les jeunes enfants doivent le Monde (Mme J. Ponson, Saint-Chamond).

Si vous clamez votre indignation, c'est que vous avez besoin de vous déculpabiliser. Vous vous sentez viciés, messieurs les puritains ? On pourrait penser que tout l'été vous n'avez eu d'yeux que pour cette bande dessinée (Christophe Moreau, Angers).

Ayant soixante-seize ans, j'ai passé depuis longtemps l'âge de la bégéulerie. Cette histoire m'a bien amusé ! Permettez-moi de plaisanter tous ceux qui, ne voyant que ce qu'ils désirent voir, s'érigent en professeurs de vertu et donneurs de leçons (F. Vergonzanne, Castres).

O lecteurs coincés, pourquoi sentez-vous offensés de la sorte ? Ferré, Baudelaire, sont des pornographes... avec quel talent. Bravo Konk, encore (Agnès Morel, Paris).

J'accuse ceux qui ont attaqué Konk de voyeurisme. Nous sommes bien en 1984 ? En 1784 ? Je ne sais plus maintenant... J'accuse ceux qui ont attaqué Histoire d'amour de ne pas avoir vécu et d'avoir traversé leur vie sans amour et sans bonheur. J'ai dix-sept ans et ils ne m'attrapent pas vivants (Mireille Delange, Périgueux).

Parmi ceux qui ont aimé

Le talent de Konk ne se commente pas, il honore votre journal dans la vie politique quotidienne si grise, si triste (Lucien Combelle, Paris).

J'avoue sans honte que j'attendais chaque jour le passage du facteur pour « sauter » sur la page de Konk. Cela me changeait des sempiternels débats sur le référendum (Michelle Lagneaux, Alzonne).

Un salut affectueux à Konk, facteur d'équilibre. C'est avec bon-

heur que je trouvais tous les jours l'Histoire d'amour (Hélène Carlier, Gand).

Lectrice assidue depuis 1945, ces dessins m'ont fait mesurer le chemin parcouru. Merci (Suzanne Maillet, Cap-d'Ail).

Merci de nous faire rire si gentiment (M. Gire, Orléans).

A soixante-trois ans, deux fois mère, deux fois grand-mère et fidèle lectrice depuis des dizaines d'années, je vous remercie de m'avoir fait rire par ces temps... d'austérité (Janine Bourla, Pau).

En guise de conclusion

Parmi les lettres qui se sont prononcées contre la bande dessinée et qui, en général, reprennent les arguments évoqués le 22 août : désarroi devant ce choix, dénonciation de la pornographie, risque de voir les enfants « corrompus par la lecture » de notre journal. Nous retenir celle-ci, qui résume les principaux griefs :

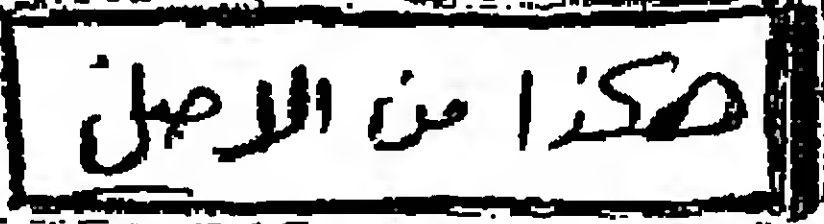
Je suis tout à fait de l'avis de vos lecteurs qui critiquent l'aspect pornographique de la bande dessinée de Konk. Je lui reproche en outre son absence totale de drôlerie. Je me félicite que ma fille, qui, dès sa dixième année, a commencé à lire le Monde et de ce fait s'intéresser à la politique, n'ait pas été contrainte, à l'époque, à subir les images impudiques d'Histoire d'amour (Nadine Reste, Sceaux).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 1er septembre.

DES DÉCRETS

- Portant désignation de membres du Conseil économique et social. Relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer ; à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution.





# Économie

## CREUSOT-LOIRE

### Les pouvoirs publics tentent de désamorcer l'opposition syndicale

Les pouvoirs publics cherchent à désamorcer l'opposition des syndicats au plan de reprise de Creusot-Loire par un consortium d'industriels et de banquiers (le *Mansé* du 1<sup>er</sup> septembre). M. Louis Gallois, directeur général de l'industrie, recevra la CFDT mardi 4 septembre et la CGT le lendemain. L'inquiétude syndicale tient d'abord au nombre d'emplois supprimés, pour l'essentiel, dans une région - la Saône-et-Loire - qui ne dispose guère d'autres activités industrielles d'importance : deux mille cinq cents dans un premier

temps, puis, selon l'évolution des carnets de commandes, près d'un millier supplémentaire d'ici à septembre 1986. Mais elle est aussi liée à l'incertitude qui pèse sur une partie du groupe. Le « périmètre » de reprise exclut, en effet, une série d'activités, départements ou filiales de Creusot-Loire dont M. Gallois a reconnu, le 31 août, que toutes n'avaient pas encore trouvé repreneur. Il s'agit des départements chaudronnerie (Chalon-sur-Saône), imprimerie et aéroréfrigérants (Nantes), grues

(Pinguely) et des filiales Delattre-Levrière, Instruments SA, Framatome. Hors Framatome dont le cas est particulier, et qui trouvera facilement des actionnaires, les autres activités représentent quelque sept mille emplois dont une partie est menacée. Le sort des créanciers n'est guère brillant non plus car ils sont rejoints par ceux de Phoenix Steel - intégrés à la masse - alors que les fonds de pension de cette entreprise américaine, elle aussi en faillite (« chapitre II »), pourraient approcher 1 milliard de francs.

## Eviter le démantèlement

De notre envoyée spéciale

Le Creusot. - « L'intersyndicale CGT, CFDT et CGC, devant la gravité de la situation concernant l'avenir de Creusot-Loire et des milliers de salariés, dénonce fermement et sans appel l'attitude des pouvoirs publics et des repreneurs, notamment Fives-Lille, qui vise à démanteler complètement le site du Creusot. C'est dit. Le ton est donné. Les trois syndicats réunis d'urgence dénoncent « la manœuvre de Fives-Lille qui, avec 25,5% de la nouvelle société, aura le pouvoir de direction alors que, d'une manière déguisée, elle fonctionnera avec de l'argent public (Usinor, les banques nationales, etc.), et affirme que « les travailleurs exigent la mise en place d'une autre solution ». Qu'on se le dise : « La CGT, la CFDT et la CGC assurent l'ensemble du personnel de Creusot-Loire et la population creusotine qu'elles mettront tout en œuvre pour que Le Creusot vive. »

présenté aux salariés de Creusot-Loire réunis par la circonstance. Pour le syndicat, les choses sont claires. « A Creusot-Loire, dans le secteur de fabrication mécanique lourde, nous avons nos propres bureaux d'études », affirme M. Michel Pompanon, responsable de la CGC sur le site. Nous avons des vecteurs de recherche qui travaillent pour l'avenir. Or, Fives-Lille utilise peu de techniques propres. L'entreprise achète même ses plans à l'étranger. Un de ses premiers objectifs va être de supprimer les bureaux d'études et de se procurer uniquement de ce qui est rentable immédiatement. A terme, c'est le site du Creusot qui va disparaître. »

Pour la CGC, la solution serait la mise en place d'un « plan de transition » qui permettrait de continuer l'activité industrielle et laisserait le temps de mettre en place « des propositions correctes étudiées dans le calme ».

Une société de gérance des actifs de la partie Creusot-Loire-Industrie serait ainsi créée, qui paierait un loyer pour gérer les immobilisations et les stocks. Le passif serait remboursé en quatre ans. Ce plan, explique-on à la CGC, démontre que la proposition de Fives-Lille n'est pas unique : « Il peut y en avoir d'autres, qu'on les étudie ».

La CGC fait appel à des investisseurs éventuels : « Il faut 500 à 600 millions de francs ».

Le Creusot prépare sa riposte. L'intersyndicale a appelé à une mobilisation générale au pylon - lundi 3 septembre à 9 h. Cette rencontre doit ouvrir une semaine d'actions unitaires. On attend la réaction du SNPMI, représenté chez les sous-traitants de Creusot-Loire en difficulté. Une dure rentrée s'annonce pour cette ville de trente mille habitants, construite symboliquement, ainsi que le dit un Creusotin, « autour de l'usine ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## La formation alternée sera mise en place dès la rentrée 1984

Une réunion, le 31 août, de la commission permanente du Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi a permis d'examiner de « façon positive » la mise en œuvre des contrats formation alternée, selon le ministre du travail.

Ces contrats - adaptation à un emploi, qualification et initiation à la vie professionnelle - prévus par l'accord interprofessionnel du 26 octobre 1983 signé entre le patronat et les syndicats (sauf la CGT) ont pour objectif la formation en alternance (pratique et théorique) de trois cent mille jeunes de seize à vingt-cinq ans d'ici à la fin 1985.

Tous les participants (partenaires sociaux et fonctionnaires, sous la présidence de M. Delebarre, le ministre du travail) ont mis l'accent sur « la nécessité d'aller vite » pour mettre le dispositif en application dès la rentrée 1984. Il reste cependant à régler la gestion paritaire des fonds (3 milliards de francs) destinés à financer cette formation alternée.

Ce mécanisme auquel le CNPF se dit très attaché avait vu son application retardée par M. Marcel Rigout, alors ministre de la formation professionnelle.

## La production laitière a baissé dans la CEE

La production de lait dans la CEE, entre avril et juillet a baissé de 2% par rapport à la même période de l'an dernier. Les décisions d'instaurer des quotas, prises à Bruxelles en mars dernier, commencent donc à porter, en particulier en Grande-Bretagne. D'autres pays, la France, la RFA, le Danemark et les Pays-Bas devront en revanche accentuer leurs efforts s'ils veulent respecter leurs engagements.

En France, M. Guillaume président de la FNSEA a annoncé qu'il avait personnellement déposé un dossier de reconversion auprès des autorités. M. Guillaume qui possède un troupeau d'un cinquantaine de

vaches produisant 250 000 litres de lait par an dans sa ferme de Ville-en-Vermois (Meurthe-et-Moselle), a attendu le 31 août 18 heures, c'est-à-dire le dernier moment, pour faire sa demande. Si son dossier est accepté, il est probable que M. Guillaume reviendra sur sa décision de réduire sa production d'ici à deux mois, comme les producteurs y sont autorisés. Le président de la FNSEA cherche en fait à s'assurer que l'engagement pris par les pouvoirs publics d'honorer toutes les demandes, même si la facture finale dépasse l'enveloppe de 605 millions de francs, sera tenu.

## Les deux Angleterre : « Nordistes » contre « Sudistes »

(Suite de la première page.)

Les « nordistes », de leur côté, s'irritent des préjugés qu'entretiennent à leur égard les gens du Sud, jugés snobs, et se plaignent d'être négligés par les « décideurs » basés à Londres. De temps à autre, un ministre visite une sorte de cité ouvrière de Liverpool infestée de rats, déclare à la presse que de telles conditions de vie sont inacceptables, puis retrouve son bureau londonien, ses appartements de Belgravia ou sa ferme du Wiltshire. Et tout le monde oublie les rats de Liverpool.

Déjà, dans les années 30, le Nord souffrait beaucoup plus de la récession économique que le reste du pays. Tandis que ses industries traditionnelles s'affaiblissaient sous les effets des fluctuations du commerce mondial, de la concurrence étrangère et de l'apparition de produits de substitution, de nouvelles industries - chimiques, pharmaceutiques et électriques - se développaient à Londres et dans sa région. Quand, durant cette époque, des écrivains comme George Orwell et J.B. Priestley s'aventurèrent dans le Nord pour y réunir les matériaux de leurs ouvrages, ils prirent conscience qu'il n'existait pas une nation britannique, mais deux. Encore aujourd'hui, on parle d'eux comme d'explorateurs.

Le professeur Musgrave va encore plus loin lorsqu'il écrit dans le *Sunday Times*, que la grève des houillères doit beaucoup au fait que les mineurs intelligents ont quitté leurs communautés d'origine au cours des dernières décennies - une théorie qui, au-delà de son côté offensant, ignore délibérément les grèves, parfois très dures et très longues, de la première moitié du siècle.

« Imbécillité ». « Les arguments de N. Scargill (le dirigeant du syndicat des mineurs) en faveur de la grève seront considérés comme ridicules par la plupart des personnes suffisamment instruites pour former leur propre jugement sur la base d'observations. Mais la Grande-Bretagne est un pays où 90% des ouvriers sont émotionnellement enclins à croire les blagues de M. Scargill », écrit en juin dernier un éditeur-chercheur de l'hébdomadaire conservateur *The Economist*.

leurs voitures et domicile lapidés. Des bureaux de l'administration des charbonnages ont été saqués, des autobus de ramassage incendiés. Quant à la police, elle doit affronter quotidiennement la colère de piquets de grève massifs sous la forme de boucaldes et de jets de projectiles divers : bouteilles, pierres, œufs, sacs en plastique remplis d'urine. « Ce n'est pas britannique », a commenté M. Neil Kinneck, le dirigeant du Parti travailliste.

### Tolérance ?

Disons plutôt que cela ne correspond pas à l'image que l'on se fait généralement de l'Angleterre, ni à celle que l'Angleterre des classes moyennes aime à donner d'elle-même. « Nous sommes des gens particulièrement gentils, notre peuple est essentiellement libéral et tolérant », disait J.B. Priestley. Cette description reconfortante, comme toutes les généralisations du même genre, est forcément incomplète. Ce n'est pas parce que la tolérance et la courtoisie sont des vertus plus répandues en Grande-Bretagne que dans bien d'autres pays qu'elles y sont universellement respectées.

L'histoire des relations sociales britanniques ne manque pas d'exemples d'affrontements violents entre ouvriers et policiers. Depuis des années, les supporters avides des équipes de football britanniques sèment la crainte dans les stades d'Angleterre et d'Europe. Dans les quartiers pauvres de l'East-End de Londres, des bandes de jeunes passent leur temps à terroriser des familles d'immigrés, généralement d'origine indienne ou pakistanaise, d'où le nom de « Paki-bashing » (Paki-rossée) donné à ce type de ratonnade.

« La tolérance britannique n'est ni compatissante ni généreuse. Disons crûment que la nation respecte cette valeur quand elle juge qu'elle peut se le permettre. Nous sommes tolérants jusqu'à un certain point, qui peut être rapidement atteint s'il existe une forte menace », écrivait un journaliste du *Guardian*, le journal de l'intelligentsia de centre-gauche, dans une longue étude sur les valeurs morales chères aux Britanniques. Etant plus exposée que toute autre partie de la population à la menace du chômage, la classe ouvrière est naturellement plus portée à l'ingénierie, que ce soit à l'égard des « Pakis » ou des « Scabs » (jaunes) à l'entrée des houillères.

JEAN-MARIE MACABREY.

Certes, le Sud compte des zones extrêmement défavorisées. Il suffit de parcourir les quartiers pauvres de Londres, comme Brixton, rendu célèbre par les émeutes de 1981, pour se rendre compte que Liverpool n'a pas le monopole des logements misérables. Mais le sort du sud de l'Angleterre apparaît très enviable comparé à celui du Nord et des Midlands. Services, finance, administration, industrie de pointe, tourisme, assurent au Sud une prospérité continue depuis plusieurs générations.

### Une « province frontière »

Selon le sociologue Frank Musgrave, de l'université de Manchester, cette coupe Nord-Sud plonge ses racines dans le Moyen Âge : « Pendant cinq siècles, la partie de l'Angleterre située au nord de Pontefract (près de Leeds) était une zone militarisée, une province frontière, un Etat tampon conçu pour contenir les invasions écossaises. Pendant cette période, le Sud s'enrichissait avec le butin de ses raids d'ouest-Manche (...). L'industrialisation du Nord au dix-neuvième siècle ne fut que renforcer cette coupure. »

Les Britanniques ont la réputation, généralement justifiée, de savoir faire preuve de patience face aux petites et grandes complications de la vie, suivant le principe : « Cela pourrait être pire. » L'envers de la médaille, c'est une certaine passivité. « La plupart des Anglais semblent plutôt fiers de leur capacité à supporter la douleur. Cela fait d'eux les meilleurs passagers d'avion ; mais cela leur vaut aussi d'avoir l'une des campagnes aériennes les plus atroces au monde », écrit l'auteur américain Paul Theroux dans *The London Embassy*. Il n'est pas dit que British Airways offrirait un meilleur service si les mineurs se rendaient plus d'une fois par an à Benidorm, mais les « gueules noires » ont prouvé une fois de plus, durant les cinq derniers mois, que certains Britanniques avaient su battre avec beaucoup de persévérance quand leurs intérêts vitaux, en l'occurrence leurs emplois, étaient en jeu.

### Des mineurs en colère

Dans les classes moyennes, on est dérouter par tant d'obstination, bien souvent parce qu'on ne réalise pas que la mine est la seule source d'emplois dans certaines régions. Les commentateurs « bourgeois » trouvent alors très pratique d'expliquer la constance des mineurs au mieux par leur « naïveté », au pire par leur

Le professeur Musgrave va encore plus loin lorsqu'il écrit dans le *Sunday Times*, que la grève des houillères doit beaucoup au fait que les mineurs intelligents ont quitté leurs communautés d'origine au cours des dernières décennies - une théorie qui, au-delà de son côté offensant, ignore délibérément les grèves, parfois très dures et très longues, de la première moitié du siècle.

Les mineurs ne sont pas des gens à se laisser marcher sur les pieds, ni à couper les cheveux en quatre. Lorsqu'on passe le quart de sa vie sous terre à manger de la poussière et qu'on se trouve depuis si longtemps dans le « cockpit de la lutte sociale », on ne met pas facilement fin à une grève portant sur une question aussi fondamentale que la sauvegarde de l'emploi. Quand les économies s'épuisent, on revend le magnétoscope, la télévision, la voiture, puis on met sur pied un réseau d'aide alimentaire.

Parfois, les privations et l'absence de perspectives de solution au conflit poussent les plus agressifs à des actes répréhensibles. Les dernières semaines ont été ainsi marquées par une multiplication d'affrontements à l'entrée des houillères.

Des non-grévistes sont insultés à chaque fois qu'ils se rendent au travail, leurs enfants persécutés par leurs camarades d'école, leurs femmes menacées au téléphone par des interlocuteurs anonymes,

### NOUVELLE AUGMENTATION DU CHOMAGE EN AOUT

Le nombre des chômeurs a de nouveau augmenté, en août, en Grande-Bretagne. 3 115 888 personnes étaient sans travail (12,9% de la population active) contre 3 100 529 en juillet.

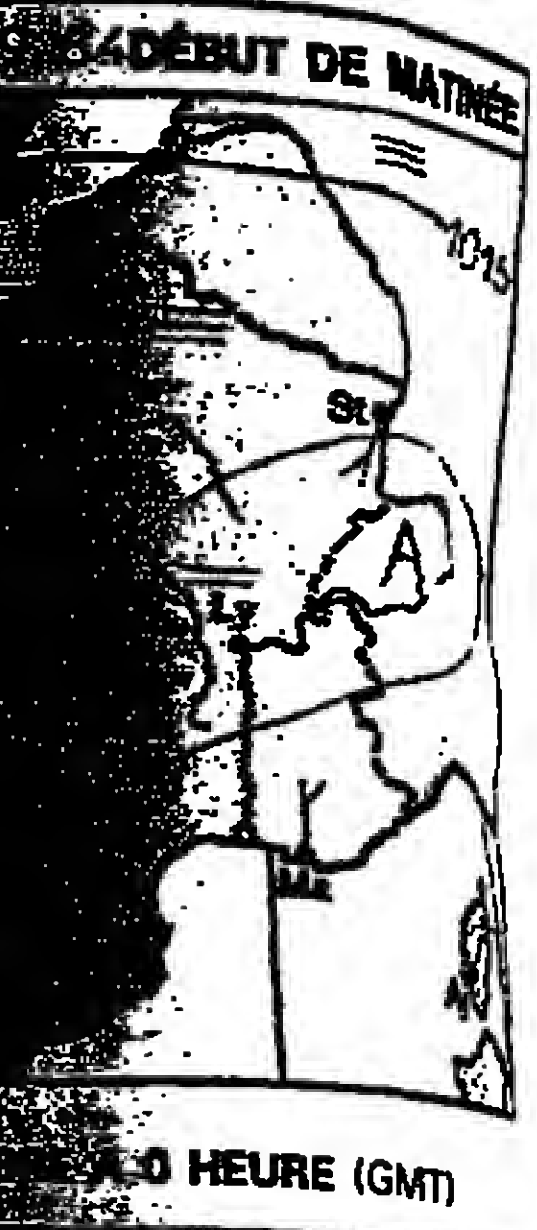
Après les ajustements saisonniers et déduction faite des jeunes à la recherche de leur premier emploi, le nombre des chômeurs atteignait 3 070 800 personnes (12,8% de la population active) contre 3 054 600 en juillet.

### En guise de conclusion

Les lettres qui se sont posées contre la bande dessinée de l'aspect graphique de la bande dessinée, m'ont fait mesurer le poids de la bande dessinée. Je lui reproche de ne pas être un choix, dénonciation de la bande dessinée, risque de voir le journal, risque de voir le journal. Nous remercions les auteurs et les dessinateurs qui nous ont permis de lire par ces temps de crise (Janine Bourla, Paul).

Depuis quelques jours, Le Creusot est aux aguets. Jeudi 30 déjà, la réunion du comité pour l'emploi, demandée à l'initiative de la direction de Creusot-Loire, avait été perturbée à la mairie par une double manifestation CGT et CFDT d'une part, CGC de l'autre, regroupant en tout deux mille personnes. Puis, vendredi 31 au matin, c'est le coup de tonnerre. L'Unité TrACTION (installé sur le site du Creusot) et Carel et Fouché (filiale de Creusot-Loire) spécialisées dans les bogies et le matériel ferroviaire, attendaient la création sous l'égide de Jeumont-Schneider, d'une société ferroviaire, Schneider-Jeumont-Rail, qui aurait sauvé Carel et Fouché du dépôt de bilan. Tout était fin prêt. Mais voilà que le personnel des deux entreprises apprend, d'une part que le tribunal de commerce n'a pas signé l'ordonnance autorisant le départ de l'Unité TrACTION de Creusot-Loire (permettant ainsi la création de la nouvelle société) et que, d'autre part, l'Unité TrACTION faisait désormais partie du plan de reprise de Fives-Lille. Aussitôt, c'est la colère. Une cinquantaine de salariés envahissent la mairie, tandis que, durant l'après-midi, deux cents personnes dans le calme et la dignité accompagnent une délégation à la permanence de M. André Billardon, député PS de la circonscription. M. Billardon affirme que les pouvoirs publics sont favorables à la reprise de l'Unité TrACTION par Jeumont-Schneider. La tension baisse. Les salariés des deux entreprises acceptent d'attendre une semaine que le sort des sociétés soit réglé, comme l'affirme un membre de la délégation.

« Rechercher Creusot-Loire pour un frime symbolique, c'est une bonne affaire, surtout si les pouvoirs publics autorisent deux mille cinq cents licenciements. Il n'y a rien dans le plan Fives-Lille. » La CGC ne mâche pas ses mots et n'est pas la dernière à mobiliser. Jeudi 30, le plan Robleau (nom du cadre de l'entreprise qui en est l'auteur) a été



24 et 23; Iles Canaries, 26  
21 et 14; Dakar, 30  
29 et 20; Genève, 27 et 12  
23 et 17; Jérusalem, 27 et 18  
25 et 19; Londres, 25 et 18  
20 et 12; Madrid, 33 et 13  
13 mini; Moscou, 19 et 14  
22 et 15; New-York, 30 et 14  
22 et 15; New-York, 30 et 14  
22 et 15; New-York, 30 et 14  
22 et 15; New-York, 30 et 14

(Document établi par le service technique spécial de la Météorologie nationale.)

### En guise de conclusion

Les lettres qui se sont posées contre la bande dessinée de l'aspect graphique de la bande dessinée, m'ont fait mesurer le poids de la bande dessinée. Je lui reproche de ne pas être un choix, dénonciation de la bande dessinée, risque de voir le journal, risque de voir le journal. Nous remercions les auteurs et les dessinateurs qui nous ont permis de lire par ces temps de crise (Janine Bourla, Paul).

Depuis quelques jours, Le Creusot est aux aguets. Jeudi 30 déjà, la réunion du comité pour l'emploi, demandée à l'initiative de la direction de Creusot-Loire, avait été perturbée à la mairie par une double manifestation CGT et CFDT d'une part, CGC de l'autre, regroupant en tout deux mille personnes. Puis, vendredi 31 au matin, c'est le coup de tonnerre. L'Unité TrACTION (installé sur le site du Creusot) et Carel et Fouché (filiale de Creusot-Loire) spécialisées dans les bogies et le matériel ferroviaire, attendaient la création sous l'égide de Jeumont-Schneider, d'une société ferroviaire, Schneider-Jeumont-Rail, qui aurait sauvé Carel et Fouché du dépôt de bilan. Tout était fin prêt. Mais voilà que le personnel des deux entreprises apprend, d'une part que le tribunal de commerce n'a pas signé l'ordonnance autorisant le départ de l'Unité TrACTION de Creusot-Loire (permettant ainsi la création de la nouvelle société) et que, d'autre part, l'Unité TrACTION faisait désormais partie du plan de reprise de Fives-Lille. Aussitôt, c'est la colère. Une cinquantaine de salariés envahissent la mairie, tandis que, durant l'après-midi, deux cents personnes dans le calme et la dignité accompagnent une délégation à la permanence de M. André Billardon, député PS de la circonscription. M. Billardon affirme que les pouvoirs publics sont favorables à la reprise de l'Unité TrACTION par Jeumont-Schneider. La tension baisse. Les salariés des deux entreprises acceptent d'attendre une semaine que le sort des sociétés soit réglé, comme l'affirme un membre de la délégation.

« Rechercher Creusot-Loire pour un frime symbolique, c'est une bonne affaire, surtout si les pouvoirs publics autorisent deux mille cinq cents licenciements. Il n'y a rien dans le plan Fives-Lille. » La CGC ne mâche pas ses mots et n'est pas la dernière à mobiliser. Jeudi 30, le plan Robleau (nom du cadre de l'entreprise qui en est l'auteur) a été

Le Monde • Dimanche 2-Lundi 3 septembre 1984 - Page 13



# Économie

## Les crédits sont débloqués pour la construction de deux navires à Dunkerque

Une vingtaine de délégués syndicaux et d'ouvriers des Chantiers Nord-Méditerranée ont occupé la sous-préfecture de Dunkerque (Nord) de 11 heures à 19 h 30, le vendredi 31 août, pour que leur soient précisés les conditions de financement des commandes promises aux chantiers et obtenir la réunion d'une commission tripartite sur l'amélioration de l'indemnisation des chômeurs des chantiers. Selon une

source syndicale, deux cents salariés sont actuellement en chômage technique, et faute de nouvelles commandes six cents devraient l'être en septembre, huit cents en octobre, et les trois mille ouvriers des chantiers en novembre. Les occupants ont quitté les locaux lorsqu'ils ont eu l'assurance écrite que des crédits seraient débloqués pour la construction à Dunkerque de deux navires transporteurs de produits chimiques.

## Le chancelier Kohl veut accélérer l'introduction de l'essence sans plomb

Le chancelier Helmut Kohl a jugé inacceptable, lors d'une conférence de presse réunie le 31 août, le projet de la Communauté européenne de n'introduire l'essence sans plomb qu'après 1990. Il a réaffirmé la position de son pays qui voudrait lancer une essence sans plomb dès 1986.

L'essence sans plomb devrait permettre de supprimer l'émission de gaz polluants, jugés responsables, par Bonn, de la mort des forêts ouest-allemandes. La RFA souhaite une harmonisation rapide de la politique de la CEE sur cette question, à la fois pour limiter les dégâts de la pollution sur l'environnement et pour ne pas défavoriser ses constructeurs automobiles face à leurs concurrents européens qui n'auraient pas à subir les contraintes techniques et financières entraînées par l'introduction de l'essence sans plomb (Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

## Faits et chiffres

● Espagne : le gouvernement cherche une solution nationale pour Carbone. — En juin dernier, le groupe français Lesieur a proposé de racheter Carbone, premier fabricant d'huile de table en Espagne. Le gouvernement de Madrid, qui n'a toujours pas donné son accord, multiplie les contacts avec les industriels pour promouvoir une solution nationale et pour éviter que Lesieur, déjà propriétaire de Koipe, le numéro deux du secteur, ne détienne un monopole. L'administration propose des crédits à de très bas taux d'intérêt. — (AFP.)

● L'automobile européenne est en crise structurelle. — C'est ce que pense le président de Ford Allemagne M. Goedevert. Il estime à 20 % la surcapacité de production, ce qui alourdit les coûts fixes au moment où la concurrence japonaise s'affermirait (la part des constructeurs japonais sur le marché européen est passée de 7,3 % à 9,6 % de 1979 à 1983). M. Goedevert, qui a prévu des pertes pour sa société en 1984, a demandé notamment au gouvernement ouest-allemand de prendre une décision claire sur l'essence sans plomb. — (AFP.)

## MISE EN GARDE DE LA COB A PROPOS DE LA HAUSSE DE L'ACTION AMREP

Après la forte hausse constatée ces derniers jours (1) sur l'action Amrep (la société est actuellement en liquidation), la Commission des opérations de bourse (COB), a publié, le 31 août, une mise en garde : « Il est impossible, dans l'immédiat, d'affirmer qu'un bonus de liquidation (estimation de la valeur du titre après liquidation de la société, NDLR) pourra être versé aux actionnaires », tient à faire savoir la COB, estimant que certains porteurs de titres Amrep, « mal informés », peuvent « se faire des illusions » quant aux chances de récupérer une partie de leur mise.

« Les accords passés avec la société Bouygues pour la reprise des activités du groupe Amrep-UIE ne prévoient ni que le capital de ces sociétés soit repris par Bouygues ni qu'un concordat soit ultérieurement cautionné par cette société », ajoute la Commission, précisant que « Bouygues pourrait acquiescer à certains éléments d'actifs de la société du groupe Amrep pour un prix à déterminer par un groupe d'experts. Il est donc impossible de dire, dans l'immédiat, quels montants pourront être versés aux créanciers chirographaires (non prioritaires, NDLR) et encore moins d'affirmer qu'à la suite de ces cessions, l'intégralité du passif pourra être réglée », conclut la COB.

(1) Le titre Amrep qui avait grimpé à 715 F au plus haut cette année en Bourse (et à près de 1 100 F en août 1983) était retombé à 53,20 F au plus bas après l'annonce de la mise en règlement judiciaire. A la mi-août, il remontait à 120 F puis 137,30 F le 23 août, à 155 F jeudi dernier, l'action n'ayant pu être cotée, vendredi 31 août, en raison de l'abondance des ordres d'achat.

● Londres : la firme de courtage Capel rachetée par une banque. — La banque Hongkong and Shanghai Banking Corporation va racheter 29,9 %, puis 100 % au bout de cinq ans de Capel, la troisième firme de courtage de la City, connue notamment pour ses services d'enquêtes internationales.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 27 au 31 août 1984

### Toujours plus

A l'exception du léger repli (moins 0,2%) constaté mardi à la suite du bond des actions françaises la semaine précédente (plus 4,5%) conforté lundi dernier (plus 0,5%), la Bourse de Paris a continué à se bien comporter en cette fin de mois d'août. Autour des colonnes du palais Brongniart, on faisait finalement peu de cas de la nouvelle valse-hésitation constatée à Wall Street, où les nouvelles contradictoires sur les taux d'intérêt (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire ») font que le grand marché new-yorkais ne soit plus très bien sur quel pied danser. Au contraire, on se félicitait de plus en plus personnellement que les actions françaises allaient progressivement rattraper d'ici la prochaine rentrée scolaire l'écart de quatre ou cinq points qui nous sépare encore de New-York et, dans une moindre mesure, de Londres, la City ne prêtant finalement qu'une attention polie aux durs conflits sociaux qui continuent à secouer les coronas et les docks britanniques.

Cet optimisme que l'on cherche toutefois à pondérer par quelque considération relative à la courbe ascendante du chômage ou à celle de l'endettement extérieur qui évolue dans le même sens, voire à la forte hausse de l'épargne des ménages, au plus bas depuis vingt-cinq ans, s'explique par les derniers événements intermédiaires. La nouvelle rallonge de 6 milliards de francs accordée à l'investissement sous la forme d'un « plus » au Fonds industriel de modernisation (1 milliard) et d'un accroissement de 5 milliards de francs des prêts bonifiés que peuvent accorder les établissements spécialisés, confortent les boursiers dans l'idée qu'une reprise limitée mais saine de la croissance est possible au moment où les entreprises affichent un redressement très sensible de leur situation financière. Si l'on en croit les derniers comptes trimestriels de l'INSEE, les marges brutes se sont améliorées à tel point ces derniers mois que l'épargne brute constituée par les firmes françaises (usage brute d'auto-financement) devrait progresser de 24% pour l'ensemble de cette année après avoir augmenté de plus de 27% en 1983.

Dans un autre domaine, l'annonce de la création du Irret d'épargne entreprise (LEE) réservé aux jeunes loups qui veulent créer leur propre affaire a également été bien reçue. Sans préjuger du succès de l'opération (la Rue de Rivoli escompte cent mille ouvertures de LEE, alors que, semble-t-il, plus de deux millions de personnes se disent prêtes à se lancer dans l'aventure), on retient qu'il s'agit là d'une nouvelle formule d'épargne des particuliers que les collecteurs (l'ensemble des réseaux bancaires et financiers, à l'exception des FTI) devront placer alors que les premiers prêts à accorder aux futurs chefs d'entreprise n'interviendront pas avant un délai de deux ans, minimum prévu par les textes officiels.

Enfin, et c'est là l'illustration de ce climat fragile et émotionnel qui prévaut quelquefois sur le marché, l'annonce d'une réduction de 5% de l'impôt sur les revenus de l'année précédente a été abondamment commentée autour des groupes de cotation. Alors qu'elle reste d'une portée limitée pour cette catégorie de Français dont la situation n'est pas à plaindre, les boursiers français dans cette décision gouvernementale la première manifestation concrète d'un premier pas en arrière après une longue période de « martelage des castrats ».

Tous ces éléments ont fait que les actions françaises, possédées à la hausse par un volume d'ordres d'achat étrangers qui demeure important pour une place comme la nôtre, se sont bien comportées, tout particulièrement dans trois secteurs : les pétroliers (en dépit de quelques sautes d'humeur), la distribution et le bâtiment-travaux publics avec une mention spéciale pour certaines valeurs « en redressement » qui suscitent actuellement les faveurs de la communauté financière.

Avec une hausse de 35% pour l'ensemble de la semaine, essentiellement acquise lundi (plus 32%), la valeur n'ayant pu être cotée le vendredi précédent, Pétroles BP fait figure de grande vedette, la Française de raffinage venant tout droit après une hausse de 7%. Vendredi, la CFP, en revanche, faisait l'objet d'ordres de vente assez importants mais le cours s'est redressé en séance et finalement son repli a été à peine supérieur à 1% en clôture. Dans le secteur alimentaire et de la distribution, Mumm, Générale Occidentale, Docks de France, Promodès se sont signalés, tandis que le bâtiment et les travaux publics semblent faire la pari d'un redémarrage des affaires.

Avec des gains de 7% à 14%, Auxiliaire entreprises, SGE-SB, Danzer, GTM Entrepote ont bénéficié de l'attention des boursiers, largement influencés, il faut bien le dire, par les commentaires favorables publiés par les journaux de la presse spécialisée. Mais le plus intéressant est que cet engouement s'est étendu à des titres jusque-là délaissés, tel Pochain, l'un des tout premiers constructeurs mondiaux de pelles hydrauliques et dont on connaît les débordements successifs. Toujours étroitement contrôlée par le groupe américain Case Temeco, cette société a bien du mal à refaire surface (son exercice 1983 a encore été lourdement déficitaire), mais, certains investisseurs se placent déjà sur la valeur Pochain qui a gagné plus de 20% au cours des trois dernières séances à la Bourse.

Dans le même ordre d'idées, Thomson-CSF a tiré un profit — modeste — d'une étude consacrée aux résultats favorables escomptés pour cette société, tandis qu'Imat, Penarroya, Vallourec montaient en fin de semaine. Enfin, il semble bien que la perspective d'une amélioration du pouvoir d'achat en France, appuyée par les salaires mais conforté indirectement par la baisse des impôts, ait, depuis plusieurs jours, quelques effets bénéfiques sur certaines valeurs de crédit, notamment celles du groupe de la Compagnie bancaire, la hausse d'Amrep étant, elle, beaucoup plus préoccupante.

SERGE MARTI.

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	27 août	28 août	29 août	30 août	31 août
RM	253 114	257 007	282 795	244 869	308 410
Comptant					
R. et obl.	1 191 559	1 401 081	1 663 863	1 358 489	1 146 778
Actions	32 094	19 625	46 017	20 790	38 322
Total	1 476 767	1 677 713	1 992 675	1 624 148	1 493 510

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	27 août	28 août	29 août	30 août	31 août
Franc	112,8	112,5	113,4	114	—
Etranger	94,5	93,2	93,4	93,6	—

## COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

Tendance	110	109,8	110,7	111,1	111,6
----------	-----	-------	-------	-------	-------

## Indice gén. (base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	171	170,5	171,3	171,8	172,5
-------------	-----	-------	-------	-------	-------

## VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (\*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
ELF-Aquitaine (1)	337 964	78 448 974
Thomson CSF (1)	143 771	48 978 319
Carrefour	25 859	39 915 273
Lafarge (1)	102 343	34 076 346
41/28 1973 (1) (2)	19 475	33 121 154
L'Air liquide (1)	53 514	28 746 212
Pétroles BP	232 236	25 571 184
IBM	17 551	22 691 276
Lesieur	15 339	21 645 573
Sefinag	80 684	20 788 853

(\*) De 24 au 30 août inclus.  
(1) Quatre séances seulement.  
(2) Ex-droit.

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 24 août	Cours 31 août
Or fin (100 en barre)	89 100	89 380
1000 francs (20 fr.)	89 000	89 300
Pièce française (10 fr.)	810	810
Pièce suisse (20 fr.)	430	419
Pièce suisse (10 fr.)	585	581
Pièce suisse (5 fr.)	577	588
Pièce suisse (20 fr.)	551	585
Souverain	729	725
Souverain Elizabeth II	741	720
Demi-souverain	366	381
Pièce de 20 dollars	4 120	4 020
10 dollars	2 110	2 100
5 dollars	1 325	1 285
50 pesos	3 950	3 800
20 roubles	710	710
10 roubles	580	581
5 roubles	412	380

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Mauvaise  
L'atmosphère a été mauvaise cette semaine à Wall Street en raison principalement de la crainte de nouvelles tensions sur les taux d'intérêt et d'une activité réduite à l'approche d'un week-end de trois jours en raison de la fête nationale du travail (3 septembre). L'indice des industrielles a en conséquence accusé, d'un vendredi à l'autre, une baisse de 12,15 points et a clôturé à 1 224,37. L'activité du marché a été des plus modestes : au total en effet, 347,4 millions de titres ont changé de mains pendant la semaine contre 472,4 millions la semaine précédente.

	Cours 24 août	Cours 31 août
Alcoa	38 1/8	35 3/4
ATT	19 1/8	19 1/8
Boeing	53 5/8	53 1/2
Chase Man. Bank	42 1/2	42 1/4
Du Pont de Nemours	59	59
Eastman Kodak	76 1/4	75 1/8
Exxon	42 3/4	43
Ford	45 1/2	42 7/8
General Electric	58 1/8	56 5/8
General Foods	58 1/4	58 1/4
General Motors	75 7/8	73 1/2
Goodyear	27 1/2	27 1/4
IBM	125 1/2	123 3/4
ITT	27 1/4	27
Mobil Oil	28 3/8	29 5/8
Pfizer	36 5/8	35 7/8
Schlumberger	48 3/4	48 1/4
Tecoco	35 5/8	36
UAI Inc.	38 5/8	37 3/4
Union Carbide	56	54 5/8
US Steel	24 5/8	24 3/4
Westinghouse	76 1/8	76 1/4
Xerox Corp.	39 1/2	38 3/8

### LONDRES

En hausse  
Au cours d'une semaine abrégée par le bank holiday en Grande-Bretagne, la Bourse de Londres a enregistré une progression de 2% en dépit du conflit social des dockers. Les investisseurs semblent avoir été encouragés par la résistance à la grève constatée dans certains ports. Malgré une certaine incertitude à la veille du week-end, les niveaux de cours atteints en milieu de semaine, les plus élevés depuis la fin mai, ont pu être maintenus.

Indice « FT » : industrielles : 853,7 contre 836,8 ; mines d'or : 564,4 contre 570,9 ; fonds d'Etat : 79,75 contre 79,76.

	Cours 24 août	Cours 31 août
Beecham	345	348
Bovax	467	469
Brit. Petroleum	488	493
Charter	246	245
Courtauld	119	121
De Beers (*)	528	525
Dunlop	40	42
Free State Glass	33 3/8	32 3/4
Glaxo	952	960
Gr. Univ. Stores	553	553
Imp. Chemical	610	614
Shell	641	641
Unilever	933	940
Vickers	183	182
War Loan	35 1/8	35

### TOKYO

En progrès  
La Bourse de Tokyo a été en hausse cette semaine par rapport à la semaine précédente, les cours des valeurs évoluant toutefois dans une marge assez étroite.

L'indice Dow Jones, qui avait augmenté de 78,34 yens la semaine précédente, a connu une hausse de 56,94 yens cette semaine pour s'établir à 10 620,60 yens, niveau le plus élevé depuis le 11 mai dernier, date à laquelle l'indice avait clôturé à 10 833,87 yens. L'indice général a également connu une hausse de 1,95 point à 816,69 au cours de la semaine. Le volume des transactions a porté sur 272 millions d'actions contre 240,8 millions la semaine précédente.

	Cours 24 août	Cours 31 août
Akai	475	509
Bridgestone	579	606
Canon	1 310	1 330
Fuji Bank	910	909
Honda Motor	1 368	1 380
Matsushita Electric	1 670	1 630
Mitsubishi Heavy	239	235
Sony Corp.	3 470	3 490
Toyota Motor	1 460	1 470

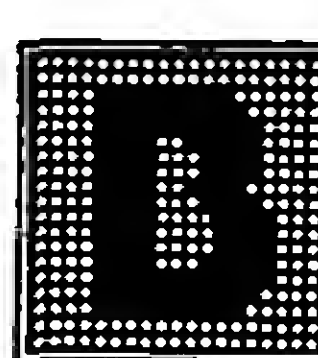
### FRANCFORT

Bonne tenue  
La stabilisation des prix (1,6% en août en moyenne annuelle) qui pourrait encourager l'orientation boursière des taux d'intérêt en RFA, ainsi que les meilleures perspectives d'activité des industries de biens d'équipement, ont contribué à soutenir les cours. Indice de la Commerzbank : 991,10 contre 987,40 le vendredi précédent.

	Cours 24 août	Cours 31 août
ABE	96,80	90,90
BASF	153,90	153
Eyer	165,80	166,50
Commerzbank	147,50	149,50
Deutschebank	327,50	328,50
Hoechst	167,30	168,50
Karstadt	234	240,50
Mannesmann	138,70	140,50
Siemens	398,50	403
Volkswagen	178	169

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette annonce est publiée à titre d'information Juillet 1984



# Banque Nationale de Paris

U.S. \$ 250.000.000

Obligations à Taux Variable - Echéance 1996

Prix d'émission : Le Pair

<p><b>BANQUE NATIONALE DE PARIS</b></p> <p><b>ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V.</b></p> <p><b>BARCLAYS BANK GROUP</b></p> <p><b>CITICORP CAPITAL MARKETS GROUP</b></p> <p><b>DEUTSCHE BANK</b> Aktiengesellschaft</p> <p><b>GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL CORP.</b></p> <p><b>KIDDER, PEABODY INTERNATIONAL LIMITED</b></p> <p><b>LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL</b> Summers Lohman American Express Inc.</p> <p><b>MORGAN STANLEY INTERNATIONAL</b></p> <p><b>SALOMON BROTHERS INTERNATIONAL LIMITED</b></p>	<p><b>CREDIT SUISSE FIRST BOSTON LIMITED</b></p> <p><b>BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.</b></p> <p><b>CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b></p> <p><b>COUNTY BANK LIMITED</b></p> <p><b>DRESDNER BANK</b> Aktiengesellschaft</p> <p><b>HILL SAMUEL &amp; CO. LIMITED</b></p> <p><b>KLEINWORT, HENSON LIMITED</b></p> <p><b>MORGAN GUARANTY LTD.</b></p> <p><b>ORION ROYAL BANK LIMITED</b></p> <p><b>SWISS BANK CORPORATION INTERNATIONAL LIMITED</b></p>
---	---

السنة الثالثة



سكوا الامل

# Crédits-Changes-Grands marchés

## BOURSES ETRANGÈRES

### NEW-YORK

#### Massacre

Le marché a été massacré... Wall Street en raison de la baisse des taux d'intérêt et d'une baisse des bénéfices.

Cours	Cours	
24 août	31 août	
ASX	38 1/8	38 1/8
FTSE	19 1/8	19 1/8
DAX	53 5/8	53 1/2
Nikkei	42 1/2	42 1/4
Hong Kong	50	50
Shanghai	76 1/4	75 1/8
Osaka	45 1/2	45 1/8
Manila	58 1/8	58 1/8
Bombay	58 1/8	58 1/8
Calcutta	75 7/8	75 1/2
Colombo	27 1/2	27 1/2
Yokohama	125 1/2	123 3/4
Tokyo	27 1/4	27
London	26 3/8	26 3/8
Paris	48 3/4	48 1/4
Bruxelles	35 5/8	36
Amsterdam	38 5/8	37 3/4
Stockholm	56	54 5/8
Copenhague	24 5/8	24 1/2
Oslo	26 3/8	26 1/4
Reykjavik	39 1/2	38 3/4

### LONDRES

#### En hausse

Après une semaine abîmée par le chômage observé lundi en Grande-Bretagne, la Bourse de Londres a enregistré une progression de 2 % en dépit du conflit social des dockers.

Cours	Cours	
24 août	31 août	
Bovettes	345	348
Bœufs	167	168
Porcs	488	493
Volailles	246	248
Œufs	119	121
Fromages	558	565
Détails	40	42
Free State Gold	33 3/8	32 3/4
Or	573	573
Argent	553	553
Inde	610	614
Indonésie	641	646
Malaisie	933	948
Philippines	183	182
Thaïlande	35 1/8	35

### TOKYO

#### En progrès

La Bourse de Tokyo a été en hausse... La hausse est due à la baisse des taux d'intérêt et à la reprise des bénéfices.

Cours	Cours	
24 août	31 août	
ASX	475	500
FTSE	1 310	1 330
DAX	910	1 380
Nikkei	1 360	1 380
Hong Kong	1 070	1 035
Shanghai	2 320	2 400
Osaka	3 470	3 470
Manila	1 460	1 470

### FRANCFORT

#### Bonne tenue

La stabilisation des prix... La Bourse de Francfort a été en bonne tenue en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Cours	Cours	
24 août	31 août	
ASX	90,80	90,80
FTSE	153,90	153
DAX	165,90	164,50
Nikkei	147,50	147,50
Hong Kong	327,50	328,50
Shanghai	167,30	168,50
Osaka	234	240,50
Manila	138,70	140,50
Bombay	398,30	403
Calcutta	170	169

## L'euromarché Un avantage tout de même pour les banques européennes

Les banques américaines pourraient finalement se trouver défavorisées vis-à-vis de leurs concurrentes européennes pour le placement en Europe des emprunts du gouvernement américain.

Il s'agit là d'un joli coup pour la BFCE, qui a réussi à bénéficier des mêmes conditions que la Banque mondiale pour son emprunt lancé le 15 août.

Les emprunts français ont recherché l'équivalent de 8,1 milliards de dollars sur l'euromarché au cours des huit premiers mois de 1984.

Le lendemain, cependant, la devise américaine refusait à peu près partout, les courants d'échanges restant à des niveaux très bas.

En choisissant de réaménager sa dette extérieure, et en conséquence d'emprunter non plus au gré de ses seuls besoins immédiats mais selon les dispositions des marchés, la France s'est donc efforcée de cette année à suivre la voie royale tracée par la Suède.

## Les matières premières Hausse du café - Baisse des métaux

Les capacités de production immo- plées - allant jusqu'à 50 % et parfois au-delà chez certains producteurs d'aluminium par exemple - et l'importance des stocks de nombreux métaux continuent à peser sur les prix.

MÉTALUX - Le cuivre a consolidé sa récente reprise au Metal Exchange de Londres. Ce sont toujours les mêmes facteurs qui soutiennent les cours.

Londres, l'étain a été le seul métal à enregistrer de légers progrès grâce aux achats de soutien du directeur du stock régulateur.

Chute persistante des cours de l'aluminium à Londres, qui retrouvent leurs niveaux les plus bas depuis dix-sept mois.

## Les devises et l'or Le dollar gagne encore quelques points

Non seulement la devise américaine n'a pas cédé un pouce de terrain cette semaine, mais elle en a même gagné encore un peu.

Le 30 août encore, le Fed injectait des liquidités. En d'autres circonstances le dollar aurait marqué le coup.

Le lendemain, cependant, la devise américaine refusait à peu près partout, les courants d'échanges restant à des niveaux très bas.

En choisissant de réaménager sa dette extérieure, et en conséquence d'emprunter non plus au gré de ses seuls besoins immédiats mais selon les dispositions des marchés, la France s'est donc efforcée de cette année à suivre la voie royale tracée par la Suède.

Le 30 août encore, le Fed injectait des liquidités. En d'autres circonstances le dollar aurait marqué le coup.

Le lendemain, cependant, la devise américaine refusait à peu près partout, les courants d'échanges restant à des niveaux très bas.

En choisissant de réaménager sa dette extérieure, et en conséquence d'emprunter non plus au gré de ses seuls besoins immédiats mais selon les dispositions des marchés, la France s'est donc efforcée de cette année à suivre la voie royale tracée par la Suède.

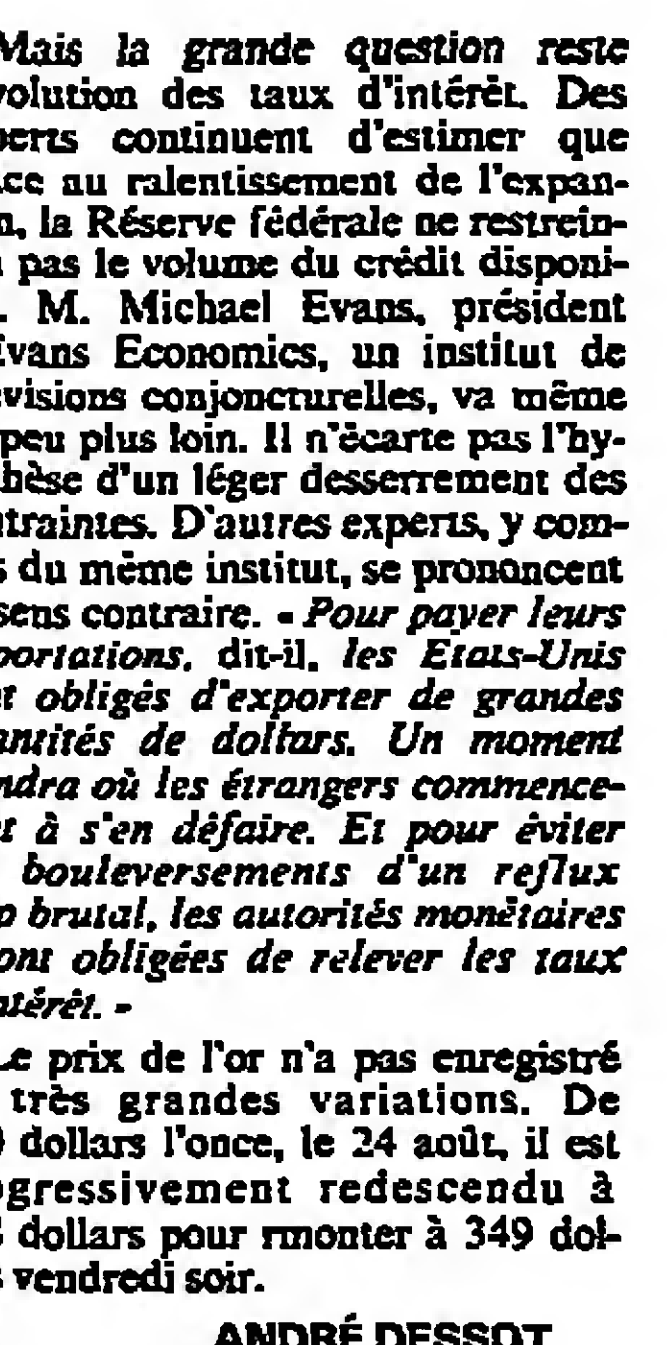
Le 30 août encore, le Fed injectait des liquidités. En d'autres circonstances le dollar aurait marqué le coup.

Le lendemain, cependant, la devise américaine refusait à peu près partout, les courants d'échanges restant à des niveaux très bas.

En choisissant de réaménager sa dette extérieure, et en conséquence d'emprunter non plus au gré de ses seuls besoins immédiats mais selon les dispositions des marchés, la France s'est donc efforcée de cette année à suivre la voie royale tracée par la Suède.

Le 30 août encore, le Fed injectait des liquidités. En d'autres circonstances le dollar aurait marqué le coup.

## LES MONNAIES DU S.M.E. DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



LES MONNAIES DU S.M.E. DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 AU 31 AOUT

PLACE	Lira	SEEL	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Mark belge	Florin	Lire italienne
Londres	-	-	-	-	-	-	-	-
New-York	13,180	11,263	41,973	34,688	1,719	26,734	8,259	3,382
Paris	11,570	8,817	368,34	306,89	15,183	272,85	4,958	1,578
Zurich	3,173	2,900	27,187	-	83,275	4,128	73,838	1,345
Frankfurt	3,776	2,945	22,829	119,58	-	4,587	86,647	1,614
Bruxelles	76,287	58,17	6,578	24,171	28,164	-	17,764	3,581
Amsterdam	4,267	3,248	36,759	135,35	112,80	5,939	-	1,829
Milan	2,248	1,787	20,136	743,54	619,51	38,723	549,17	-
Tokyo	315,22	248,90	27,322	100,79	83,878	4,613	34,427	0,134

À Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 31 août, 3,6656 F contre 3,6607 F le vendredi 24 août.

## Marché monétaire et obligataire

### Nouvelles incertitudes sur les taux

A onze contre un, les membres de la commission fédérale de l'open market, qui regroupe les présidents des douze banques de réserve fédérale, auraient décidé (le contenu de leurs délibérations n'est rendu public qu'avec plusieurs mois de retard), lors de leur dernière réunion, les 16 et 17 juillet, de ne pas assouplir la rigueur appliquée jusqu'à présent à la circulation monétaire aux Etats-Unis.

Les objectifs de croissance de la masse monétaire (M-1) ont été ramenés à 5,5 % pour la période de juin à septembre contre 6,5 % pour la précédente période de mars à juin.

Comme pour donner du poids à cette sévère mise en garde, les taux de rendement des bons du Trésor américain se tendent au lendemain de cette déclaration.

Dans ce climat favorable, les émissions sont bien accueillies, ainsi qu'en témoignent les demandes colossales suscitées par le dernier emprunt de la RATP à parité au franc global de 1,4 milliard de francs.

## ANDRÉ DESSOT.

## SERGE MARTI.



## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- 3. Les Marocains ont approuvé le traité d'union avec la Libye.
- 6. CANADA: M. Trudeau tente d'éviter aux libéraux une déroute électorale.

### FRANCE

- 8. Le premier ministre a complété la composition de son cabinet.
- 9. Le rapêche des conteneurs du Mont-Louis.

### CULTURE

- 10. La Mostra de Venise.
- La rentrée à la télévision.

### ÉCONOMIE

- 13. La situation de Creusot-Loire.
- 14. Revue des valeurs.
- 15. Crédits, changes et grands marchés.

### RADIO-TÉLÉVISION (12)

- Carnet (9); Programme des spectacles (11); Météorologie (12); Mots croisés (11); « Journal officiel » (12).

### Au Brésil

#### VERS LE RÉTABLISSEMENT DE L'INDEXATION DES SALAIRES SUR L'INFLATION

Brasilia (AFP). - Le Sénat brésilien a approuvé, jeudi soir 30 août, un projet de loi rétablissant la pleine indexation des salaires sur l'indice national des prix à la consommation (INPC).

Depuis près d'un an, un décret-loi présidentiel réglementait les augmentations de salaire. Maintenus à 100 % de l'indice national des prix à la consommation pour les salaires minimums, les rajustements pouvaient être limités à 50 % ou moins de l'INPC pour les plus hauts salaires.

Le décret loi adopté sur recommandation du Fonds monétaire pour combattre l'inflation avait durement touché les classes moyennes, dont le pouvoir d'achat s'était rapidement dégradé. La nouvelle loi rétablissant l'indexation permettra de relancer la consommation interne et la production.

Le projet doit être soumis à l'approbation de la Chambre des députés dans les prochains jours.

[Le projet de loi est présenté à l'approbation du Parlement quelques jours après l'accord de principe conclu entre le Brésil et le Fonds monétaire, lequel, il y a un an, faisait de la suppression de l'indexation la condition sine qua non, de l'octroi de crédits. Ajoutons que depuis un an, l'inflation s'est encore accélérée. Elle dépassait aujourd'hui 220 %.]

### En Iran

#### VINGT-SIX BAHAIS CONDAMNÉS À MORT

Vingt-six membres au moins de la communauté bahá'ie ont été condamnés à mort en Iran au cours des dernières semaines, affirme le bureau d'information bahá'ie de France, dans un communiqué publié vendredi 31 août à Paris.

Selon le communiqué, la première exécution de cette série de condamnations à mort, celle de M. Mansher Ruhl, « un pharmacien de cinquante-deux ans », a eu lieu le 16 août à Bojnurd, dans le nord-est de l'Iran. Le communiqué affirme encore que « les autorités [iranaises] ont instruit les procès de plusieurs dizaines de Bahá'is emprisonnés dans différentes villes d'Iran » au cours de ces dernières semaines.

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> septembre 1984 a été tiré à 452 119 exemplaires

### TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE  
1h - 30 semaines - 2, 3 ou 4 mois  
1h - 30 semaines - Adultes - Enfants  
1h - 30 semaines - Adultes - Enfants  
Portes de Neuilly, 15<sup>e</sup> Meudon, Fontenay  
Pont de Neuilly, 15<sup>e</sup> Meudon, Fontenay

**TENNIS  
734-36-36 ACTION**  
Equipe par DUNLOP

A B C D E F G

## L'« affaire Akka Ghazi » et la situation chez Citroën

L'incident dont a été victime M. Akka Ghazi, secrétaire de la section syndicale CGT de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, le 31 août à 8 heures, a provoqué tout au long de la journée de très vives réactions de la part des organisations syndicales mais aussi du Parti communiste français (voir les réactions ci-dessous).

A propos de l'événement lui-même, la mise en place par la direction des grilles et des grillages aux entrées de l'usine a constitué l'étape de tension. M. Ghazi, qui n'est pas licencié, a refusé d'emprunter ces « cages à rats » et a voulu pénétrer dans l'usine par une porte normale puis, ne le pouvant pas, a tenté de franchir la grille d'excavation. « J'ai défendu ma liberté d'homme », a-t-il déclaré dans un message enregistré et qui a été ensuite diffusé sur les lieux. « J'ai été rossé de coups par les policiers comme un voyou ».

Dans la boucaillette qui a suivi la tentative de diriger syndical, des manifestants et des représen-

tants des forces de l'ordre se sont heurtés. Le commissaire de police, présent sur place, a ensuite reconnu que la Messure à l'Arcade sourcilière de M. Ghazi avait bien pu être provoquée par un coup de marteau. M. Ghazi a subi des examens.

En fin de matinée, des responsables confédéraux et fédéraux de la CGT, qui étaient présents à Aulnay, ont dénoncé au cours d'un conférence de presse ces « graves événements » qui, selon eux, évoquent l'apartheid. Ils ont estimé que l'intervention de la police avait été décidée « à un haut niveau politique ». M. Jacques Potvin, membre de la commission exécutive de la CGT, a en outre indiqué que les travailleurs seraient consultés jusqu'à la rentrée complète de toutes les usines le 6 septembre pour organiser la riposte « aux licenciements arbitraires ». Les travailleurs, a-t-il encore ajouté, répondront « à la provocation et à l'agression par des actions de masse et responsables ».

### DANS UNE LETTRE ADRESSÉE A M. FABIUS

#### M. Sainjon met en cause la responsabilité du premier ministre

La fédération de la métallurgie CGT a adressé, dans la journée du 31 août, une lettre au premier ministre, signée par son secrétaire général, M. André Sainjon, et dans laquelle elle « condamne » vigoureusement l'attitude du gouvernement.

« Les forces de police placées sous la responsabilité du préfet de la Seine-Saint-Denis et de votre gouvernement n'ont pas hésité à agresser Akka Ghazi », écrit M. Sainjon, qui accuse les policiers de « s'être acharnés sur l'homme qui, avec ses compagnons de travail, a été un élément essentiel pour gagner chez Citroën la liberté syndicale et faire reconnaître la dignité des travailleurs ».

#### LA CGT : un fait grave

Le bureau confédéral de la CGT, le 31 août en fin d'après-midi, a invité les organisations de la CGT et les travailleurs « à exprimer rapidement et énergiquement dans les formes qu'ils décideront démocratiquement et de la manière la plus simple possible leur protestation contre l'agression policière d'Aulnay (...) ».

Dans son communiqué, la CGT souligne qu'elle « considère comme un fait grave l'agression violente des forces de police (...) », qui devait empêcher M. Akka Ghazi et les autres responsables syndicaux « d'exercer normalement leur mandat syndical ».

« Ces événements indiquent que la conjonction de fait de la volonté du patronat ultra du groupe Peugeot de licencier (...) et de l'acceptation de ces licenciements par le gouvernement trouve là une traduction sur le terrain de l'intimidation et de la répression (...) », souligne le bureau confédéral, qui met en cause « les cages humiliantes », et la « présence rapprochée et agressive des forces de police encerclant les travailleurs réunis calmement (...) ». « Le martèlement des syndicalistes responsables (...) » et « plus délibérément - du militant de l'usine le plus estimé et le plus connu (...) », molesté et blessé par des policiers affirmant agir sur ordre, suscite l'indignation du bureau confédéral et ajoute à la gravité de cette conjonction ».

« Ce qui vaut pour Citroën vaut pour l'ensemble de l'automobile », poursuit le communiqué. « La matraque ne sera pas plus convaincante pour faire admettre les décisions de licenciements que les affirmations péremptoires sans négociations loyales (...) ». « Est-ce cela le respect des syndicats, l'application des droits anciens et nouveaux des travailleurs, le dialogue et le débat ? », s'interroge la CGT, pour qui « ceci concerne tout le monde du travail, tout le mouvement syndical ».

« Le groupe Tapie reprend Citroën ». - Le tribunal de commerce de Corbeil a donné son accord à la reprise par le groupe de M. Bernard Tapie de la firme de chausseries Kickers placée sous administration judiciaire depuis un an.

« C'est sous votre responsabilité que ce militant CGT qui symbolise les plus hautes valeurs de la démocratie est frappé violemment par votre police », poursuit M. Sainjon, convaincu qu'il ne s'agit pas d'un incident malheureux ni d'une bavure policière. « Vous n'avez pas manqué de complaisance à l'égard de la direction de Citroën » et « à notre comportement vous répondez par la force », estime le secrétaire général de la FIM-CGT qui conclut : « Un pas de plus vient d'être franchi par votre gouvernement, aggravant le contentieux des grandes questions sociales et industrielles que nous avons à résoudre dans ce pays ».

#### Le PC : des méthodes scandaleuses et inadmissibles

M. Claude Poperen, membre du bureau politique du PCF, a vigoureusement condamné, dans un communiqué publié le 31 août dans l'après-midi, les événements d'Aulnay-sous-Bois. « Le plan social de M. Calvet vient de porter ses premiers fruits. La police, qui n'a pas agi sans consignes, s'est livrée à des actes de violence », a-t-il déclaré. « Nous condamnons avec fermeté ces méthodes », qui, a-t-il ajouté, sont « scandaleuses et inadmissibles pour les travailleurs français et immigrés ».

« Le soi-disant climat de déstabilisation s'arrête aux grilles de Citroën », a estimé M. Poperen, qui poursuit en mettant en cause le gouvernement, qui « donne de fait son accord aux propositions de 70000 à 80000 suppressions d'emplois (...) faites par M. Dalle, désigné par le gouvernement pour présenter un rapport concernant l'automobile ». « Le PCF apporte son soutien sans réserve aux travailleurs de Citroën et aux initiatives de la CGT », a encore déclaré M. Poperen, en soulignant que son parti accorderait « la plus grande attention qui soit » aux problèmes de l'automobile et avait « décidé de travailler à un débat national sur l'avenir de cette industrie ».

« Les poupées Bella de nouveau menacées ». - La direction de la société Berchet d'Yvonnex (Ain), qui a repris, en juin 1982, l'usine des poupées Bella de Perpignan (320 personnes), vient d'informer le comité d'entreprise que « faute d'une intervention de l'Etat, le dépôt de bilan serait inévitable ». La société souffre toujours d'une vive concurrence étrangère. La direction a demandé un aide au CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle). - (AFP).

« Mexique : 4 milliards de dollars dans la sidérurgie ». - Le gouvernement mexicain prévoit d'investir 4 milliards de dollars d'ici à 1988 pour augmenter d'un tiers la capacité de production d'acier du pays qui sera portée à 13,5 millions de tonnes. - (AFP).

### LE PRÉFET DE SEINE-SAINT-DENIS : UNE ENQUÊTE EST OUVERTE

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jean-Claude Anrouzeau, a souligné, dans un communiqué publié le 31 août au soir, que « des incidents regrettables, bien que limités, ont eu lieu à la fin de la rentrée du personnel de l'usine Citroën (...) Des fonctionnaires et un responsable syndical ont été blessés ».

« Une enquête est en cours (...) » indique le communiqué, « pour déterminer les causes de ces incidents et examiner, avec les parties en cause, les mesures susceptibles d'éviter que les incidents de ce matin ne se reproduisent ».

« La direction de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois a fait savoir qu'un incident s'était produit dans un atelier, lors de la reprise du travail, le 31 août au matin. Un chef d'équipe aurait été pris à partie par un ouvrier et frappé à la tête. Le chef d'équipe s'est vu accorder plusieurs jours d'arrêt de travail, et l'ouvrier, qui pourrait être un délégué, a fait l'objet d'une mise à pied conservatoire ».

« L'Union parisienne des syndicats de la métallurgie CFDT a exprimé « sa plus vive indignation » dans un communiqué publié le 31 août. « Rien ne peut justifier la façon dont on a accueilli les travailleurs (...) », souligne la CFDT. « Pour les séparer, on les a filtrés comme des bêtes dans un enclos : toi, à la production, toi, à la formation. Cela avec le concours des bergers de la République, casqués et armés ».

« La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) avait réagi dès le matin à l'incident en déclarant dans un communiqué que « à Citroën on avait vu le gouvernement sous son jour de grand licenciateur des travailleurs. Aujourd'hui, Fabius présente une autre facette : celle de grand matraqueur des travailleurs ».

### LES MEURTRIERS PRÉSUMÉS DU POLICIER TUÉ À AUXERRE ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

Les deux meurtriers présumés du policier tué jeudi 30 août à Auxerre (Yonne) se sont rendus samedi soir après s'être réfugiés plusieurs heures dans un immeuble de type HLM d'Avallon. Les deux hommes sont connus pour avoir commis par le passé des vols à main armée dans le département. Le premier s'appelle Gilles Blanchard et serait âgé de vingt-cinq ans environ. L'identité du second n'avait pas encore été révélée samedi en fin de matinée.

Après avoir déjoué le dispositif policier mis en place aussitôt après le meurtre du sous-brigadier Claude Schaeffer, les deux hommes avaient trouvé refuge au domicile d'une sœur de Gilles Blanchard à Avallon. Localisés par la police, ils refusaient de se rendre craignant pour leur sécurité. Après négociations, le chef du SRPJ de Versailles, M. Claude Berdon, entrant seul dans l'appartement et leur passant les menottes, quelques minutes avant l'expiration de l'ultimatum fixé par les forces de l'ordre, très nombreuses à avoir participé à l'opération (plus d'une centaine d'hommes au total).

### O. FADEL EXPORTÉ EN ALGÉRIE

pièces détachées, véhicules et machines industrielles

- DÉCODEURS T.V.
- MOTOCYCLETTES
- TRACTEURS
- FROID

Études de marchés pour licences d'import

182, rue de Tolbiac, 75013 PARIS  
TÉL. : 626.85-44 - 688-24-63  
Téléfax 949251

### Au-delà d'Aulnay

« Aulnay-sous-Grilles » : l'image restera longtemps dans la mémoire de ces ouvriers amenés à emprunter des chicanes grillagées pour rejoindre leur lieu de travail. Les contrôles minutieux des laissez-passer, le bruit des pas sur le plancher métallique, inquiétant et difficilement supportable.

Que, dans ces conditions, licenciés ou non, de nombreux salariés de Citroën aient très mal vécu la présence de ces « cages à rats », et qu'ils y aient vu le signe d'une humiliation est fort compréhensible.

Il ne fait aucun doute que le dispositif ait pu être ressenti comme une « provocation » et que la présence des forces de police, nombreuses, et sans doute trop proches des portes de l'usine, ait ajouté à la colère. A tout moment, un incident risquait de provoquer un embrasement, et c'est ce qui aurait pu se produire avec la blessure de M. Akka Ghazi, frappé par les policiers.

Déjà, lors de la reprise du travail à l'usine Talbot de Poissy, on avait vu apparaître de telles grilles, mais moins perfectionnées. A l'usine d'Aulnay, on a profité des journées chômées supplémentaires décidées par la direction pour poser un matériel encore plus sophistiqué. Faut-il donc croire que, désormais, il sera utilisé à chaque fois qu'un dossier social chaud obligera à trier entre les salariés maintenus dans leur emploi et ceux qui sont délogés et suraffectés ? Et où s'arrêtera l'escalade des moyens de protection, même si les violences qui se sont produites auparavant, surtout à Poissy qu'à Aulnay, pouvaient justifier certaines précautions.

Les syndicats et plus particulièrement la CGT, qui s'est retrouvée en première ligne, ne peuvent pas rester insensibles à cette évolution. Dans l'affaire Citroën, cela pourrait même entraîner ou justifier une radicalisation du mouvement et du discours de la CGT, à qui le gouvernement et la direction de l'entreprise auront fourni un argument de poids. Alors que la CGT s'était montrée fort prudente depuis le début du conflit, l'affaire Akka Ghazi lui fournit l'occasion de hausser le ton.

De ce point de vue, la montée en puissance des communications ciblées, bientôt relayée par la déclaration du PCF, a été significative. Il faut cependant noter que, dans sa riposte, la CGT a surtout mis l'accent sur les atteintes à la dignité de l'homme. Avec des phrases élogieuses, elle a fait du dirigeant syndical un symbole plus qu'un martyr. M. Ghazi est présenté comme le héros des libertés publiques et des libertés syndicales, l'homme qui personnifie les droits anciens et nouveaux des travailleurs.

Sur ce terrain, la critique du gouvernement est fondamentale, précise, puisqu'elle amène la CGT à s'interroger sur le vrai visage de la « déstabilisation » prêtée à M. Fabius. Très clairement, la CGT veut utiliser cet argument pour interpeller, au-delà des ouvriers de Citroën, l'ensemble des travailleurs et même l'opinion publique. Elle lance un appel « unitaire » aux autres organisations syndicales et politiques. Bref, elle tente d'entraîner une réaction générale qui pourrait lui permettre de trouver enfin des appuis dans son opposition à la politique industrielle du gouvernement.

ALAIN LERBAUBE.



BAUME & MERCIER  
GENEVE  
1830

Piviera

montre pour Dame,  
brassier bicolore  
or et acier, lunette  
en or 18 carats  
étanche - mouvement  
à quartz ultra-precis  
FF 8350.-

4835

Modèle déposé

### LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1984

#### DROITS DE L'HOMME ET POLITIQUE LA FOIRE AUX LIBERTÉS

EN VENTE : 11 F, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX  
ET AU « MONDE »  
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

صكنا من الالصل







# L'informatique peut-elle aider les jeunes détenus à acquérir une formation et à préparer

## Les claviers de l'évasion

Pour rêver, se distraire ou apprendre.

« **F**ORMEZ-VOUS à l'informatique de demain », affiche en lettres majuscules une publicité pour un constructeur mondial. Mais les dix candidats à l'ESEU (examen spécial d'entrée à l'université), option informatique, n'ont d'yeux que pour leur copie. Six micro-ordinateurs trônent tout blancs sur les tables de la classe. Un enseignant surveille. C'est presque normal. En réalité la publicité agiçieuse, le matériel dernier cri, le silence feutré transforment en décor surréaliste le lieu d'examen : la prison de Poissy dans les Yvelines.

« L'informatique de demain », qu'est-ce au juste pour des hommes dont l'horizon immédiat est bouché ? Les plus motivés, tel Jean-Luc, résumant après l'examen : « Il y a des types qui essaient de s'en sortir. L'informatique en prison, c'est un monde différent, celui de la gestion mais aussi de la robotique, des sciences. » Dans la bibliothèque une demi-douzaine de détenus-étudiants l'écoutent avec attention. « En un mot, continue Jean-Luc, cela permet d'être un homme du vingt et unième siècle. Tu vois la vie en termes de production, de carrière, de création. Tu y mets une part de toi-même. Tu existes ! » L'orateur est applaudi, tous pensent comme lui. Pourtant les chiffres montrent le caractère très exceptionnel des réussites. Sur les quatre cents détenus de la centrale, seize se sont inscrits à l'examen, dix s'y sont effectivement présentés, six réussissant.

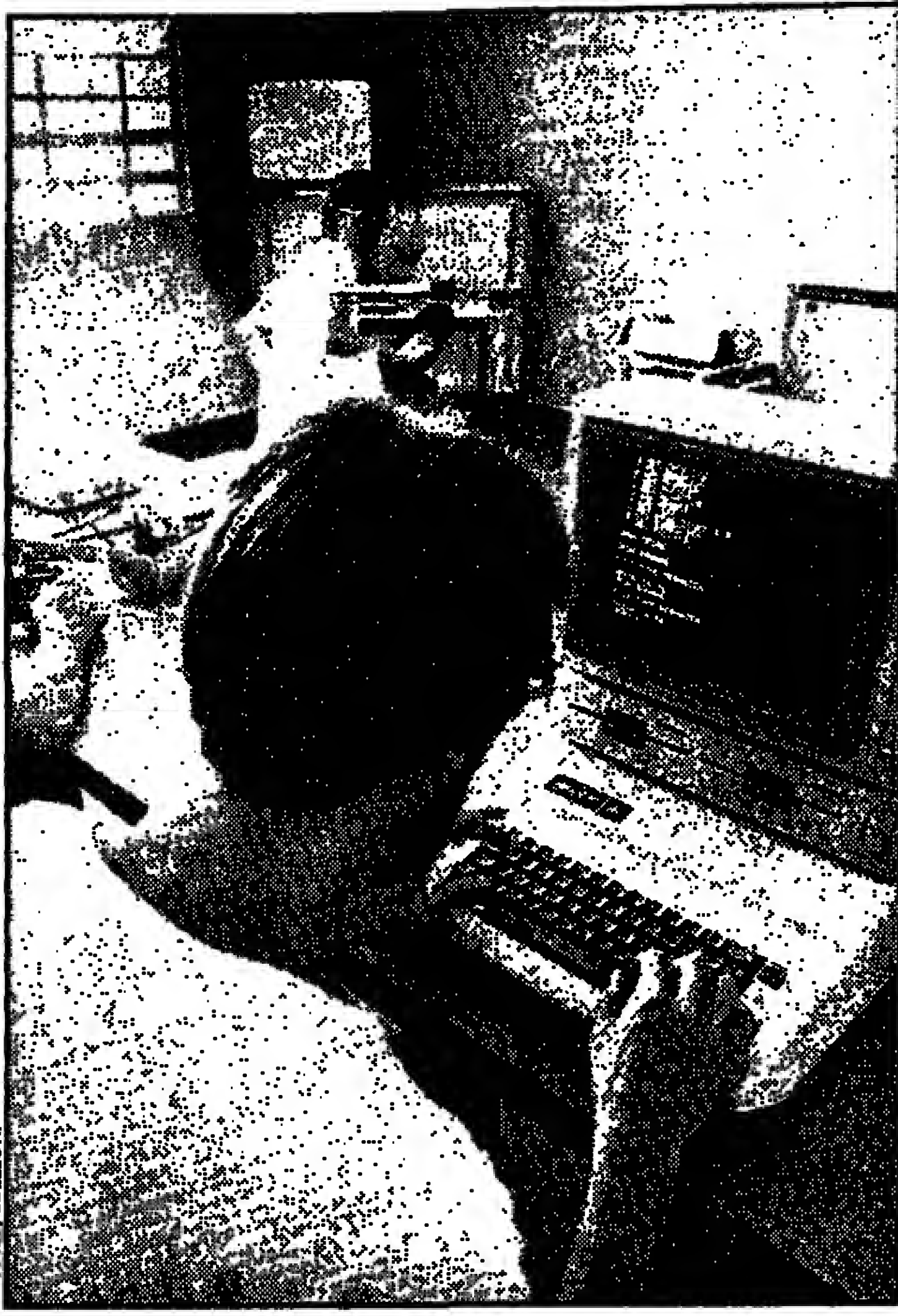
En octobre, ils suivront les cours du diplôme universitaire de technologie (DUT), qui regroupera l'ensemble des prisonniers intéressés dans la région parisienne... si tout se passe comme prévu. La prison est prête : depuis 1980, Poissy sert en effet de terrain d'essais. Une trentaine de « longues peines » mettent en fiche l'ensemble des prisonniers de France pour le compte de l'administration pénitentiaire. Si cette activité rétribuée valorise ceux qu'elle emploie, elle

n'a rien à voir cependant avec une véritable formation.

En janvier dernier ont commencé les cours de l'ESEU informatique, option unique en France, car seuls existent dans les universités des examens équivalents en sciences ou en lettres. Bouts de ficelles et système « D » font le reste. Des preuves ? Un volontaire pour la formation à l'informatique (VFI), Jean Buet, obtient un prêt de cinq Rainbow-100, des micro-ordinateurs professionnels produits par la firme Digital Equipment. Alain Gesmar, qui travaille aujourd'hui à l'Agence de l'informatique (ADI), donne un Micral, fabriqué par Bull. Le groupe de liaison inter-universitaire pour l'enseignement aux étudiants empêchés assure de son côté deux cents heures de cours : onze heures d'informatique, trois de mathématiques et trois de français par semaine.

Quant à l'administration, elle a une participation limitée : elle achète une imprimante et manifeste sa volonté de voir l'opération (voir encadré). Il est vrai que la pénitentiaire n'a pas le sous et que son passif en formation est très lourd. Sur les quelque quarante mille détenus des établissements français, vingt mille environ sont inscrits à des cours organisés *in situ*. En 1983, 70% des 2886 diplômés l'ont été au certificat d'études primaires (CEP) ! En outre, l'enseignement en milieu carcéral est à dominante littéraire. C'est dans ce cadre peu favorable que l'informatique tente sa chance en pariant sur un contexte économique euphorique : « En informatique, il y a du travail ». Opération difficile mais qui bénéficie toutefois de l'accord de tous, des détenus au ministère de la justice.

Ce dernier a trouvé un allié de choix en la personne de M. Jacques Stern, PDG du groupe Bull et ancien visiteur de prison. « Une formation à la programmation de quelques mois est suffisante, nous affirmerait-il, si bien que l'on



peut apprendre plus facilement la programmation que la plomberie. Les jeunes ont des résultats très rapides, très encourageants. Je fais de l'informatique est autrement valorisant que de dire « je suis OS chez Renault ».

Pour lui donner raison, les détenus-programmeurs de Poissy citent en vrac leurs créations : un logiciel pour gérer le tiers payant des pharmacies (ce type de programme est vendu jusqu'à 100000 F dans certains cas) ; un autre, surnommé « prostate », mélange judicieusement probabilités et statistiques pour obliger l'ordinateur à tracer des courbes mathématiques. D'autres encore ont permis d'adapter

navale, par exemple) au goût de l'ordinateur.

Patrice, déjà titulaire d'une maîtrise de sociologie et d'un CAP de comptabilité, cite son programme écrit en langage basic de « ventilation analytique des dépenses sur un chantier de travaux publics ». Jean-Luc termine cette énumération impressionnante par un logiciel de « normalisation des adresses postales ».

A la Santé, le visiteur est aussi déconcerté qu'à Poissy. La salle informatique est un espace de liberté dans un monde qui en est privé. « Il faut tout faire pour ne pas rester en cellule », explique un jeune Tunisien. Alors, on s'inscrit à des examens. On compte

aussi sur une remise de peine pouvant aller jusqu'à trois mois, accordée en cas de réussite. Toujours est-il que la prison ne peut scolariser que 60 détenus sur deux mille occupants.

La discussion s'est engagée dans ce lieu « privilégié » au sein de la prison : affiches colorées aux murs, photos, bibliothèque, rideaux aux vitres, et micro-ordinateurs de marque française (Goupil, Thomson). « L'informatique, j'y touchais pas un caramel », raconte Mizon. Maintenant, je sais sur quelle touche appuyer pour mettre en route l'ordinateur. Résultat modeste, mais dit sur un ton enthousiaste.

A Lyon, dans le bloc K de la maison d'arrêt de Saint-Paul, les propos des détenus du quartier des mineurs sont plus contrastés. Au second étage, les adolescents en rangs compacts regardent un western à la télévision sans un mot, prostrés, dans un silence autiste. Deux sont « volontaires » pour parler de l'informatique au visiteur. La salle-ordinateur nous reçoit au même étage. Quatre micro-ordinateurs Thomson sont allumés. Deux « fanas » transposent avec méthode un Donald du papier à l'écran.

Leur passion les « protège » des autres détenus. « que l'on ne connaît pas vraiment », dit Azzedine. Ahmed, seize ans, habitant d'une banlieue lyonnaise et Michel, dix-sept ans, de Bretagne, ne sont pas d'accord ni avec Azzedine ni entre eux. « On vient ici pour s'amuser. On n'apprend rien, raconte Ahmed. J'avais un niveau de classe de troisième en entrant, je préparais un CAP de comptabilité. Maintenant puisque je suis là, je préférerais travailler les maths, je ne sais plus résoudre une équation. » L'informatique éducative n'est pas pour lui. Michel semble plus intéressé : « L'informatique, ça occupe, cela n'a rien à voir avec l'école. » Nous sommes loin du discours militant et généreux des formateurs à la réalité des « demandeurs ». Nous descen-

dons en cellule, où les murs crasseux, les matelas de mousse noire sans toile, le lavabos, les WC et une mauvaise radio scellée au mur forment un décor à la Zola. Nabil, quinze ans, privé de liberté aujourd'hui, explique le rituel informatique : « Je dessine un motif sur un cahier à carreaux. Puis je les compte et je me sers des instructions de la machine pour entrer ces mesures dans le système. C'est mieux de travailler comme ça au lieu que le prof nous explique. En plus, la machine, tu prends plaisir à taper avec. »

Nabil semble avoir été « repêché » par la pédagogie mise en place depuis le début de 1984 seulement. Tout dans le « dé clic »... Dès l'arrivée du jeune détenu, les instituteurs le placent devant l'un des quatre micro-ordinateurs. Le « jeu » consiste à répondre à quelques questions simples. « Quel est ton nom ? La dernière classe que tu as fréquentée ? Combien de temps penses-tu rester ici ? Veux-tu venir travailler avec moi ? » Ce tout premier contact désacralise un objet mythique, le rend à la portée d'enfants-adolescents dont le lot commun est de fréquenter les lycées d'enseignement professionnel ou les classes professionnelles de niveau. Une « sortie » sur imprimante des réponses finit de les apprivoiser. Ensuite « l'apprenti-élève » colle la fiche sur un classeur.

« C'est ainsi que l'ordinateur peut provoquer un premier dé clic », explique M. Alain Loeb, directeur de l'école spécialisée des prisons de Lyon. C'est le jeu, le côté « gadget électronique » aussi. « Si le dé clic se produit, notre tâche consiste ensuite à travailler sur les opérations spatiales : latéralisation, repérage, identification aux mobiles graphiques de l'écran. »

« Notre objectif est de lutter contre l'illettrisme, remarque par ailleurs M. Alain Loeb. L'ordinateur nous sert à attirer vers l'enseignement ceux qui refusent toute scolarité, dehors ou dedans. »

### Ecrans sous surveillance

« **J**E possède enfin mon ordinateur EPSON HX 20, que j'ai eu un mal fou à payer, raconte Philippe Roubat, incarcéré à la maison centrale d'Ensisheim, en Alsace. J'ai dû me priver de cigarettes et de café pendant un an. » S'offrir un système portable d'environ 6000 F n'est en réalité que l'une des péripéties de l'histoire de ce détenu qui a fait de l'informatique sa raison de vivre et un moyen privilégié pour « s'en sortir ».

Il est ainsi devenu le fer de lance de l'Association de réinsertion par l'informatique (ARPIN), dont les statuts sont déposés conformément à la loi de 1901 (\*). De création récente, elle entend regrouper des détenus et des non-détenus, tels un formateur AFPA et une journaliste. Elle s'est fixée pour objectif d'une part de « promouvoir la réinsertion par l'informatique en milieu carcéral » et, d'autre part, de « développer la prévention vers les jeunes en milieu ouvert ».

L'ARPIN n'a pas toujours été vue d'un bon œil. En 1983, son instigateur, Philippe Roubat, est transféré de Clairvaux à Lorient en raison d'un « éventuel projet d'évasion... » consécutif à ses demandes de matériel informati-

que. Durant l'été 1983, il a cependant pu organiser, avec cinq codétenus et le directeur de la prison de Lorient, une formation à l'informatique. Les détenus ont acheté eux-mêmes trois micro-ordinateurs. Depuis son transfert dans l'Est, Philippe Roubat milite pour le développement de l'association, qui impose des conditions draconiennes pour inscrire les détenus, telle que la préparation d'un diplôme d'entrée à l'université.

Pourtant l'expérience ne tient qu'à un fil. Car la prison n'« encourage » ce type d'initiative que si la démarche ne va pas trop loin. Ainsi, à la demande du détenu de créer l'ARPIN, le ministère de la justice a répondu : « Les activités culturelles aussi bien qu'éducatives de nature collective ne peuvent, conformément au code de procédure pénale, que procéder d'initiatives institutionnelles. Les détenus en effet ne disposent pas du droit de s'associer entre eux ni, sauf autorisation particulière et dans des conditions très limitées, de se voir confier des responsabilités d'animation ou de formation vis-à-vis d'autres détenus. » La lettre conseille au détenu de « poursuivre la formation informatique (...) entreprise en vous inscrivant à un centre de formation par correspondance ».

Outre l'aspect strictement juridique, cela interdit tout « club » informatique rassemblant les rares amateurs et toute activité « libre-service » sans enseignant. Or les micro-ordinateurs, type Apple 2, sont interdits en cellule... car la télévision n'y est pas autorisée. En outre, toute liaison technique entre les matériels situés de part et d'autre des murs carcéraux constitue un sujet tabou. A Caen, les disquettes de travail qui quittent la prison pour un atelier de photocopie sont accompagnées par un listing-papier contenant les mêmes informations ! « On nous fait jouer à l'entreprise », estiment les détenus-programmeurs de Poissy, qui s'insurgent contre une société (voulant conserver l'anonymat) « qui ne joue pas le jeu ».

« L'impératif de sécurité » est invoqué pour justifier chacune de ces interdictions, comme si la complexité de l'informatique devait se figer au contact de la prison. Un comble : les anciens détenus gardent la marque indélébile de leur casier judiciaire, fiché en binaire ou bien noir sur blanc sur leur curriculum vitae.

(\*) ARPIN, 9, rue Percière, 76000 Rouen, tél. : (35) 88-08-19.



### Initiation

En décembre 1983, le groupe de travail Informatique et prison du ministère de la justice rend ses premières conclusions. M. Gérard Dupoirier, rapporteur du groupe, écrit dans les premières lignes de ce « rapport d'étape » : « La question essentielle qui se pose à l'administration pénitentiaire n'est pas de savoir si « l'informatique a sa place en prison », car la réponse est immédiate et affirmative, mais plutôt d'identifier toutes les mesures que l'institution doit prendre afin d'en assurer le meilleur usage. »

Au nombre de ses propositions, le document prône, notamment, « de mettre en place une filière de formation supérieure à l'informatique (...), de définir quelques formations pilotes couplées à l'informatique, telles que la dactylographie ou le dessin industriel (...), de développer l'enseignement assisté par ordinateur (EAO) ». Les surveillants aussi seraient impliqués : le rapport recommande d'« intégrer dans la formation initiale des personnels une initiation à l'informatique ». C'est la première fois que le ministère prend une orientation aussi claire.

سكزا من الامم



leur sortie de prison dans de bonnes conditions ? Expériences en cours à la centrale de Poissy et à la Santé.



NICOLAS VILLEMAIN

formation et à préparer

... dans en cellule, où les crasseux, les matelas, mousses noires sans tulle, lavabos, les WC et une vraie radio scellée au mur, un décor à la Zola. Nabil, quinze ans, privé de liberté aujourd'hui, explique le motif sur un cahier à rebroussement : « Je dessine, mais je ne suis pas un artiste. Je ne sers des instructions de la machine pour entrer les mesures dans le système. Ce mieux de travailler comme un lieu que le prof nous explique. En plus, la machine prend plaisir à taper avec... »

Nabil semble avoir été « repêché » par le pédagogue mis en place depuis le début de 1984 seulement. Tout d'abord le « dédicé ». Dès l'arrivée du jeune détenu, les instituteurs le placent devant l'un des quatre micro-ordinateurs. Le professeur consiste à répondre à quelques questions simples : « Quel est ton nom ? La dernière classe que tu as fréquentée ? Combien de temps penses-tu rester ici ? Veux-tu venir travailler avec moi ? » Ce tout premier contact désacralise un objet mythique, le rend à la portée d'enfants-adolescents dont le plus commun est de fréquenter les lycées d'enseignement professionnel ou les classes professionnelles de niveau. La « sortie » sur imprimante de réponses finit de les apprivoiser. Ensuite, l'apprenti-élève consulte la fiche sur un classeur.

« C'est ainsi que l'ordinateur peut provoquer un premier dédicé », explique M. Alain Loeb, directeur de l'école spécialisée des prisons de Lyon. C'est le jeu, le « budget électronique » aussi. Si le dédicé se produit, non seulement on assiste à un travail sur les opérations graphiques : latéralisation, repérage, identification de mobiles graphiques à l'écran.

« Notre objectif est de lutter contre l'illettrisme, remarque par ailleurs M. Alain Loeb, l'ordinateur nous sert à nous vers l'enseignement qui refusent toute scolarité dehors ou dedans. »

On joue le rôle de l'école maternelle », reconnaissent, de leur côté, Michel Reymond et Jean-Yves Laulagnier, les instituteurs. Cette humilité des écoliers du vaste fourre-tout pédagogique de certaines expériences d'informatique éducative. D'autant que cette lutte contre l'illettrisme s'étend à des lieux ouverts : une classe de transition professionnelle, un établissement d'éducation surveillée. Le Fonds d'intervention culturelle (FIC), sous la tutelle du ministère de la culture, a financé à hauteur de 320 000 francs l'ensemble de l'expérimentation, dont la phase la plus aboutie est localisée au bloc K de la prison Saint-Paul, à deux pas de la gare de Perrache.

Dans les maisons d'arrêt de la Santé et de Fleury-Mérogis, l'ADI et le laboratoire du CNRS pour l'informatique et les sciences de l'homme (LISH) tentent par ailleurs d'introduire l'enseignement assisté par ordinateur. « Les enseignants n'ont pas d'outil adapté au milieu carcéral », explique M. Philippe Bélot, responsable du projet au LISH. Comment enseigner la lecture à des adultes, comment gérer l'apprentissage des marginaux, déjà exclus du système scolaire ? Une quinzaine de micro-ordinateurs et plusieurs programmes d'enseignement

devraient aider à trouver une solution à ce problème.

Au fil des visites en prison, l'enjeu de la formation à l'informatique, ou par l'informatique, prend une dimension inattendue. Il ne se limite pas à reconsidérer la réinsertion des exclus. Certains de ses protagonistes le manifestent sans équivoque : « Je n'interviens pas au titre de la réinsertion - qui est la seule affaire des détenus », insiste M. Jean-Jacques Schaller, directeur du Groupe de liaison interuniversitaire pour l'enseignement aux étudiants empêchés. « Mon action se situe dans le cadre de la mission ordinaire de l'Université, précise cet enseignant de Paris XIII-Villetaneuse. A ce titre les détenus ont droit, comme tout le monde, à la formation, l'informatique étant en plus porteuse de reconnaissance sociale. »

M. Alain Loeb, quant à lui, dit tout haut ce que d'autres pensent tout bas : « Le public de la prison est prioritaire lorsqu'on lutte contre l'illettrisme », suivant en cela les récentes propositions d'une commission interministérielle.

Financièrement, cela devrait se traduire par des dépenses de formation qui doivent figurer au budget de l'éducation nationale », selon M. Jean-Jacques Schaller. Pour l'heure, les principales

expériences ont été couvertes par des allocations extérieures au ministère de la justice, tant à Poissy qu'à la Santé ou à Fleury-Mérogis. Dans ces deux derniers exemples, les dons en nature, comme les ordinateurs, proviennent de l'Agence de l'informatique (ADI) et du ministère de l'éducation nationale. L'opération a aussi reçu 120 000 francs de subvention de l'ADI.

D'autres organismes interviennent concrètement, telle l'association Culture et prison, qui a donné des micro-ordinateurs Apple 2. L'un à Caen, où des détenus rédigent les articles de leur journal sur cet appareil. L'autre à Saint-Maur, où se déroule une expérience unique en France.

Six détenus préparant le certificat d'informatique de l'université de Tours sont en train de mijoter un « logiciel d'alphabetisation ». Une fois terminé, assure Hervé et Claire de la Chapelle de Culture et prison, le programme sera destiné aux prisonniers illettrés « pour leur faciliter le passage de l'oral à l'écrit. »

Devant le remue-ménage informatique, c'est la prison tout entière qui doit se refaire une santé. Ainsi les surveillants s'inscrivent volontiers pour suivre une initiation à l'informatique mais rien ne se concrétise. Plusieurs dizaines d'entre

eux ont même manifesté leur désir par écrit.

Selon Jean-Claude Herenguel, directeur de la maison d'arrêt de la Santé « l'informatique en prison correspond pour les détenus à un travail intelligent, mais les surveillants n'en ont pas besoin. Il faut s'orienter vers une formation sur la relation entre individu ». Luc Rody, surveillant dans la même prison, pense au contraire que « l'informatique, c'est l'avenir pour nous comme pour les détenus, et je trouve tout à fait normal que les détenus en bénéficient aussi ». Parole rare de ce côté du mur.

Les rôles des uns et des autres changeraient-ils avec l'intrusion du monde binaire en prison ? Le mystère informatique est tel que certains gardiens se méfient, assez puérilement : « L'ordinateur va-t-il les aider à s'évader ? » On craint que les apprentis programmeurs ne calculent la fréquence des rondes. Comme si un ordinateur était nécessaire !

D'autres y voient une solution à tous les maux de la prison. On l'a constaté : ils sont utopiques, naïfs ou à la recherche d'une pilule électronique pour mieux faire passer le carcéral. Ordinateur-prétexé ou ordinateur-formateur ? Telle est la question. Si la machine informatique ne servait que de faire-valoir tout serait à recommencer.

CHRISTIAN TORTEL.

Le bon élève

AVEC son tout récent métier d'analyste-programmeur, son salaire de 8 500 francs par mois, son élégance naturelle, Jean R... vingt-trois ans, pourrait illustrer la réussite des jeunes de l'ère informatique.

L'informatique en prison, cela aiderait-il à réussir ? « Non », répond Jean R... Des trajectoires comme la mienne sont exceptionnelles. De fait, on les compte sur les doigts d'une main, dans telle ou telle grande entreprise (Rank Xerox, Bull, par exemple) ou au sein d'une SSCI, dont le développement a besoin d'hommes jeunes.

Aujourd'hui, Jean R... s'apprête à quitter l'entreprise qui l'emploie. Plus tard, il créera « sa boîte », où travailleront aussi des anciens de la « tôle ». Mais il n'aura pas encore « payé sa dette à la société ». « Je dois rembourser les victimes et payer l'avocat petit à petit, reconnaît-il. Il ne me reste rien. Chez moi, il n'y a qu'un lit, une table et quelques chaises. La dette morale est encore plus lourde. Malgré ses compétences en informatique, Jean R... se tient sur le qui-vive, car sa bonne réputation actuelle est fragile. Il peaufine actuellement un curriculum vitae où quelques mois de sa vie ont été gommés.

En 1981, à vingt ans, il est incarcéré à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, puis condamné à dix-huit mois de prison pour recel. « J'en profite pour suivre les cours de programmation tous les matins pendant trois mois, raconte-t-il. En fin de peine, je croyais connaître l'informatique et trouver du travail : en réalité, je ne connaissais qu'un langage, le Cobol. L'ANPE me rit au nez parce que je n'ai pas le bac. Pour eux, la formation acquise à Bois-d'Arcy ne comptait pas. »

Pourtant, la chance va lui sourire. Son ancien enseignant, M. Michel Daniau, lui décroche un stage de trois mois chez IBM, numéro un mondial de l'informatique. « Sans ce coup de pouce, jamais je n'aurais pu démarrer. » Il se fait les dents sur des projets maison. Après ce stage, en juillet 1983, il réussit à s'intégrer dans l'équipe d'une petite société de services et de conseil en informatique (SSCI). « J'ai saisi ma nouvelle chance

Initiation

En décembre 1983, le groupe de travail informatique de la prison de la Santé a pris ses premières conclusions. M. Gérard Duponnois, directeur du groupe, définit les premières lignes de ce « rapport d'étape » : « La question essentielle qui se pose à l'administration pénitentiaire n'est pas de savoir si « l'informatique a sa place en prison », car la réponse est immédiate et affirmative, mais plutôt d'identifier toutes les mesures que l'institution doit prendre afin d'en assurer le meilleur usage. »

Au nombre de ses propositions, le document préconise, notamment, « de mettre en place une filière de formation spécialisée à l'informatique ». Il définit quelques formations à long terme, telles que la dactylographie et le dessin industriel. « L'objectif de l'enseignement assisté par ordinateur (EAO) », les surveillants aussi seront impliqués : le rapport recommande d'intégrer dans la formation initiale des personnels une initiation à l'informatique. C'est la première fois que le rapport prend une orientation aussi



# Belle eau, bonnes pâtes

Les chercheurs de Montpellier font cuire des nouilles



On peut les préférer « à la milanaise » ou « à la carbonara », les aimer « al dente » ou tendres et gonflées. Accommodés de mille manières, les vermicelles, les macaronis, les spaghettis, les tagliatelles... sont maintenant devenus des aliments si communs que l'on n'hésite pas à les qualifier de « nouilles » (1). Pourtant, à y regarder de près, les pâtes alimentaires sont des produits assez exceptionnels. Elles possèdent de bonnes qualités nutritionnelles et hygiéniques ; elles se transportent aisément, se conservent longtemps et peuvent être stockées sans problème. Elles ont aussi le bon goût de ne pas en avoir, ce qui leur permet d'être acceptées par tous les palais.

Ces produits alimentaires — devenus très communs depuis que Marco Polo, de retour de Chine, révéla leur existence à l'Europe du quatorzième siècle, si l'on en croit la légende — restent, pour les chercheurs, un très sérieux sujet d'études. De la sélection de blés plus productifs à la recherche de pro-

cessés de fabrication plus performants, tout est fait pour aider les industriels à fabriquer des pâtes de bonne qualité dans les conditions économiques les plus avantageuses.

Hors des pays asiatiques, où le riz demeure la céréale royale, les pâtes sont faites à partir de blé. Mais pas avec n'importe quel blé. En Italie — le principal pays consommateur, où chaque personne dégage vingt-cinq kilos de « pasta » chaque année — de même qu'en France — où l'on en mange quelque six kilos par personne et par an. — la législation a emboîté le pas à la tradition, et seul le blé dur est admis. Le blé tendre — génétiquement différent du précédent — a, dans les deux pays, été banni depuis fort longtemps, accusé qu'il était de donner des pâtes de moins bel aspect, de moindre fermeté à la cuisson et plus collantes (voir encadré).

L'aspect des produits finis n'est pas simple affaire d'esthétique ; elle influence grandement le choix des consumma-

teurs. Les fabricants savent qu'il vaut mieux éviter de mettre sur le marché des spaghettis couverts de « gerçures », peu résistants à l'emballage et déplaisants à l'œil, ni des tagliatelles parsemées de piqures blanches, brunes ou noires. La couleur est également très importante, surtout aux yeux des Français qui l'exigent claire et jaune ambré.

Aspect, couleur, mais aussi visco-élasticité et état de surface dépendent en fait de la composition de la semoule traitée de l'albumen vitreux du grain de blé. Cette matière première doit être riche en pigments caroténoïdes, à l'origine du « jaune », mais pauvre en lipoxygénase, une enzyme qui détruit ces pigments au cours de la pastification. Elle doit également contenir de faibles quantités de deux autres enzymes (les peroxydases et les polyphénoloxydases) qui provoquent le brunissement des produits finis. Elle doit enfin être suffisamment riche en protéines (en moyenne 10 à 12 % de son poids), et notamment en gluten qui sert de liant entre les particules de semoule. Il en va de la qualité culinaire des pâtes : leur viscosité, leur fermeté, de même que leur aspect plus ou moins lisse ou leur faculté de plus ou moins coller, dépendent de la teneur en glu-

ten. Les fabricants savent qu'il vaut mieux éviter de mettre sur le marché des spaghettis couverts de « gerçures », peu résistants à l'emballage et déplaisants à l'œil, ni des tagliatelles parsemées de piqures blanches, brunes ou noires. La couleur est également très importante, surtout aux yeux des Français qui l'exigent claire et jaune ambré.

Aspect, couleur, mais aussi visco-élasticité et état de surface dépendent en fait de la composition de la semoule traitée de l'albumen vitreux du grain de blé. Cette matière première doit être riche en pigments caroténoïdes, à l'origine du « jaune », mais pauvre en lipoxygénase, une enzyme qui détruit ces pigments au cours de la pastification. Elle doit également contenir de faibles quantités de deux autres enzymes (les peroxydases et les polyphénoloxydases) qui provoquent le brunissement des produits finis. Elle doit enfin être suffisamment riche en protéines (en moyenne 10 à 12 % de son poids), et notamment en gluten qui sert de liant entre les particules de semoule. Il en va de la qualité culinaire des pâtes : leur viscosité, leur fermeté, de même que leur aspect plus ou moins lisse ou leur faculté de plus ou moins coller, dépendent de la teneur en glu-

ten. Les fabricants savent qu'il vaut mieux éviter de mettre sur le marché des spaghettis couverts de « gerçures », peu résistants à l'emballage et déplaisants à l'œil, ni des tagliatelles parsemées de piqures blanches, brunes ou noires. La couleur est également très importante, surtout aux yeux des Français qui l'exigent claire et jaune ambré.

Aspect, couleur, mais aussi visco-élasticité et état de surface dépendent en fait de la composition de la semoule traitée de l'albumen vitreux du grain de blé. Cette matière première doit être riche en pigments caroténoïdes, à l'origine du « jaune », mais pauvre en lipoxygénase, une enzyme qui détruit ces pigments au cours de la pastification. Elle doit également contenir de faibles quantités de deux autres enzymes (les peroxydases et les polyphénoloxydases) qui provoquent le brunissement des produits finis. Elle doit enfin être suffisamment riche en protéines (en moyenne 10 à 12 % de son poids), et notamment en gluten qui sert de liant entre les particules de semoule. Il en va de la qualité culinaire des pâtes : leur viscosité, leur fermeté, de même que leur aspect plus ou moins lisse ou leur faculté de plus ou moins coller, dépendent de la teneur en glu-

## Livre Ciel de Thèbes

QUEL visiteur de l'ensemble monumental égyptien de Karnak ne s'est pas senti perdu dans cet enchevêtrement d'énormes vestiges dus à des générations de pharaons ? Impossible d'ordonner ces pylônes, ces colonnes colossales, ces obélisques, ces chapelles, ces murs couverts de bas-reliefs peints, ces allées de sphinx pour en faire un tout, complexe certes, mais s'intégrant dans le plan d'ensemble. Les images des rois et des dieux ont dû entendre bien souvent ce souhait : « Où pourrais-je monter pour avoir une vue globale de ce labyrinthe ? »

A titre tout à fait exceptionnel, les autorités égyptiennes ont autorisé, en 1978, les chercheurs français du CNRS travaillant sur l'antique Thèbes à prendre des photographies aériennes, non seulement de l'en-

semble de Karnak, mais aussi des sanctuaires de Louxor, de Médinet-Habou, du Râsasoum et de Dair-el-Bahari, du Nil, de la vallée des Rois et de celle des Reines.

Une vingtaine de ces clichés, complétés par une dizaine de photographies prises au sol, sont publiés dans l'album *Du ciel de Thèbes*. Miracle ! L'ordre apparaît à Karnak. On regrettera seulement que chaque cliché ne soit pas accompagné d'un plan dessiné explicatif.

Y. R.

« Du ciel de Thèbes », publié par les éditions Recherche sur les civilisations (9, rue Anatole-de-la-Forge, Paris-17<sup>e</sup> ; tél. 227-32-97). Photographies d'Alain Bellot, texte trilingue (français, anglais et arabe) de Jean-Claude Golvin et Claude Traaener, 130 francs.

Telles sont les diverses conclusions auxquelles ont abouti, après une quinzaine d'années d'études, diverses équipes canadiennes, américaines, françaises, italiennes principalement, travaillant tant au sein d'entreprises agro-alimentaires que d'universités ou d'organismes de recherches. Il leur reste maintenant à tenter d'orienter la sélection des blés durs en fonction des caractéristiques demandées à la semoule, et de créer des semences répondant à la fois aux besoins des agriculteurs — qui réclament des céréales à haut rendement — et aux fabricants industriels de pâtes — qui souhaitent pouvoir mettre sur le marché des aliments de bonne qualité. « Il nous faut aider les sélectionneurs à agir vite, car la création d'un nouveau blé demande une dizaine d'années », précise M. Pierre Feuillet, directeur du laboratoire de

technologie des céréales de l'INRA (2) à Montpellier.

Aider les sélectionneurs ? Cela signifie par exemple être capable, au vu de l'analyse par électrophorèse (3) des protéines contenues dans la matière première, de prédire la plus ou moins grande fermeté des futures pâtes lors de leur cuisson. L'électrophorèse fournit les résultats escomptés à partir de l'étude d'un seul demi-grain de blé.

Il reste plus difficile de prévoir, en amont de la fabrication, quel sera l'état de surface des produits finis. La tradition l'emporte ici sur la science puisqu'il faut toujours déguster des pâtes cuites dans des conditions parfaitement contrôlées pour connaître la qualité de la matière première.

C'est au détour de leur recherche de tests standardisés de cuisson que les chercheurs de Montpellier ont mis le doigt sur un phénomène jusqu'ici passé inaperçu : la composition de l'eau de cuisson, et notamment son acidité, joue un rôle important sur la qualité des pâtes préparées. Découverte qui intéressera cuisiniers et cuisinières. Qu'ils ajoutent quelques gouttes de vinaigre dans leur casserole d'eau, et c'en sera fini des spaghettis collants et des nouilles qui se désagrègent en cours de cuisson !

Que est le rôle exact du vinaigre ? En augmentant l'acidité du milieu de cuisson, altère-t-il les protéines ou l'amidon présent dans les pâtes ? Les différentes variétés de blé dur réagissent-elles de la même façon à son action ? De la réponse à cette dernière question dépendra peut-être l'élaboration de nouveaux procédés de fabrication de pâtes, et la possibilité de faire des produits de qualité avec de relativement « mauvais » blés durs.

Dans l'industrie, on ne fabrique d'ailleurs plus les pâtes aujourd'hui comme on le faisait il y a une dizaine d'années. Une importante mutation est venue de l'introduction de nouvelles techniques de séchage (4) à haute température (HT) — de 60° à 90°, — voire, à très haute température (THT), à plus de 100°. On y gagne en productivité (grâce à une économie d'énergie et de temps, grâce aussi à un accroissement de la

capacité des séchoirs), et on diminue les risques de contamination bactérienne au cours du séchage.

Bien mieux, ces techniques améliorent la tenue des pâtes à la cuisson. Au cours de cette opération, les protéines de la semoule forment un réseau maillé plus ou moins solide et dense, capable d'emprisonner les grains d'amidon qui peuvent ainsi gélifier et gonfler sans éclater. De hautes températures auraient pour effet de dénaturer les protéines et favoriseraient la formation d'un tel réseau avant même que les pâtes soient jetées dans l'eau bouillante. L'état de surface des vermicelles ou des nouilles s'en trouverait ainsi amélioré.

Revers de la médaille, le séchage HT ou THT affecte la valeur nutritionnelle des aliments : il provoque une perte non négligeable (pouvant atteindre 20 % à 25 %) en lysine, l'un des acides aminés essentiels, déjà peu abondant dans les pâtes.

On peut regretter l'abandon des méthodes de fabrication anciennes et artisanales qui, mieux que toute production industrielle, respectaient l'intégrité des nouilles et des spaghettis. Mais puisque tout retour en arrière est maintenant exclu, il reste à espérer que les efforts conjugués des chercheurs, des producteurs de pâtes et des fabricants de matériel (qui se sont jusqu'ici surtout soucieux d'améliorer la productivité des machines, sans toujours prendre en compte la qualité culinaire des pâtes) contribueront à flatter encore davantage le palais.

ELISABETH GORDON.

(1) Les nouilles ne sont qu'une des variétés des pâtes alimentaires. Plates ou rondes, coupées en morceaux de longueur moyenne, elles sont plus épaisses que les vermicelles, plus courtes que les spaghettis et, à la différence des macaronis, elles sont pleines.

(2) Institut national de la recherche agronomique.

(3) L'électrophorèse tire parti de la migration de molécules électriquement chargées sous l'effet d'un champ électrique. Elle permet de séparer et d'identifier ces molécules.

(4) Pour fabriquer des pâtes, on mélange de l'eau, de la semoule et éventuellement des œufs dans un malaxeur. L'ensemble est alors repris par une vis sans fin qui force, sous pression, la pâte à travers une filière, ce qui lui donne sa forme. Puis vient l'opération de séchage qui élimine l'eau de manière que l'humidité finale ne dépasse pas 12,5 %.

## Maïs ou sorgho

Si les goûts culinaires raffinés des Italiens et des Français et leur amour pour les « bonnes » pâtes ont conduit les législateurs des deux pays à n'accepter comme matière première que le blé dur, il n'en va pas de même dans les autres contrées. Canadiens, Britanniques, Américains, Tunisiens, Péruviens, et bien d'autres, se contentent de pâtes faites à l'aide de blé tendre (moins cher et plus abondant dans certaines régions que les blés durs), sans s'émouvoir de la moins bonne qualité des mets qu'ils ont dans leur assiette. Mais il n'est pas impossible que la généralisation, dans les chaînes de fabrication, de procédés de séchage à haute ou très haute température puisse modifier la situation. Les recherches en cours dans ce domaine, si elles aboutissent, permettront peut-être un jour de réconcilier Italiens et Français avec les pâtes au blé tendre. Quant aux consommateurs des autres pays, ils ne pourront que se féliciter de disposer de meilleurs produits.

On songe également à fabriquer des vermicelles ou des spaghettis à base de maïs ou de sorgho, en espérant contribuer ainsi à mieux valoriser des céréales abondantes en Afrique et en Amérique latine. La tâche n'est pas aisée. L'absence de gluten dans ces céréales empêche toute cohésion entre les



L'état de surface des pâtes dépend de la qualité des blés mis en œuvre, des procédés de fabrication et des conditions de cuisson. Les spaghettis de bonne qualité (ci-dessus) doivent être très légèrement défilés (ce qui n'est pas le cas ci-dessous) et faiblement collants



particules de farine hydratées et rend impossible la mise en forme des produits au cours de l'extrusion.

Pour remédier à cet inconvénient, on a envisagé de mélanger du maïs ou du sorgho (dans des proportions ne dépassant pas 15 à 20 %) à des farines de blé tendre ou des semoules de blé dur. On a également tenté de gélifier l'amidon des céréales, avant ou au cours de l'extrusion, afin de le transformer en un liant qui pourrait se substituer au gluten. A l'heure actuelle, aucune de ces solutions ne s'est révélée totalement satisfaisante. L'extrême empirisme avec lequel ont été réalisés ces travaux explique sans doute, pour M. Pierre Feuillet, leur relatif insuccès. Il sera nécessaire, selon lui, de mieux connaître l'évolution des propriétés physico-chimiques de l'amidon pour aboutir à de meilleurs résultats.

E. G.



# L'inflammation, miroir du corps

Le plus grand commun dénominateur de toute la pathologie.

**V**ÉRITABLE traduction, à l'échelle microscopique, de l'instinct de conservation, l'inflammation représente le plus grand dénominateur de toute la pathologie. Directement impliquée dans l'allergie comme dans les maladies rhumatismales et infectieuses, la réaction inflammatoire est sous-jacente dans tous les chapitres de la médecine, depuis le simple traumatisme jusqu'aux affections cancéreuses.

Il y a deux mille ans, Aulus Cornélius Celsus l'inscrivait dans un quadrilatère clinique parfait et inférial : « *Nota vero inflammationis sunt quatuor: rubor et tumor cum calore et dolore.* » Rien aujourd'hui n'a changé et les signes cardinaux de l'inflammation demeurent : rougeur, tumeur, chaleur et douleur. Pourtant depuis un siècle, lentement, le voile se lève sur les acteurs cellulaires et moléculaires de cette pièce biologique d'une incroyable complexité. Du 3 au 7 septembre, la nouvelle faculté de médecine de Paris accueille près d'un millier de spécialistes venus du monde entier pour faire le point sur les plus récents acquis de la recherche dans ce domaine (1).

Les choses ont commencé à se clarifier au début du dix-neuvième siècle quand un chercheur allemand, J. Cohnheim, mit en évidence la propriété qu'ont certains globules blancs de traverser les parois des capillaires sanguins (diapédèse). Découverte complétée quelques années plus tard par les travaux d'Élie Metchnikoff à l'Institut Pasteur de Paris, qui montra que ces mêmes cellules ont le pouvoir de se diriger vers les bactéries et de les phagocytoser (phagocytose). Le caractère bénéfique de la réaction inflammatoire aiguë, déjà soupçonné, se trouvait ainsi renforcé.

Les cellules, leurs déplacements et leurs mouvements ne pouvaient pourtant tout expliquer. Au début du vingtième siècle, Sir Thomas Lewis mettait en évidence le rôle de l'histamine, petite molécule capable, à elle seule, d'augmenter la perméabilité des vaisseaux sanguins et de provoquer un œdème. « *La découverte de l'histamine*, rappelle le professeur Robert Fauve (Institut Pasteur de Paris), *et les nombreux travaux qui suivirent concernant sa structure et ses effets permirent la mise au point du premier anti-inflammatoire intelligent.* » Jusque-là, on ne disposait, en effet, que de l'aspirine, molécule efficace certes, mais dont la découverte et le maniement demeuraient totalement empiriques (2).

Là encore, pourtant, on savait le schéma incomplet.

Suivirent alors de nombreuses découvertes concernant des molécules impliquées peu ou prou dans le processus inflammatoire. Depuis un demi-siècle, la liste de ces « médiateurs de l'inflammation » ne cesse de s'allonger et le schéma de se compliquer. On peut néanmoins présenter, en la simplifiant notablement, la trame cellulaire et moléculaire de la réponse inflammatoire (3).

Quelle que soit son origine (lésion, traumatisme, brûlure, agents infectieux, etc.), elle débute par des phénomènes vasculaires. Au niveau du territoire concerné, le débit sanguin s'accroît, le nombre des capillaires fonctionnels va en augmentant, la perméabilité des vaisseaux s'accroît. Suit la douleur et parfois l'installation d'un processus inflammatoire chronique. Quels sont les acteurs concernés ? D'abord les cellules. Elles sont nombreuses et variées.

• **Les macrophages.** Grande cellule dotée d'un noyau volumineux, le macrophage est très mobile et très « malleable » sous l'action des stimuli inflammatoires. C'est

lui qui peut phagocytoser (ingérer et métaboliser) les particules, inertes ou vivantes, étrangères à l'organisme. Pour certains organes (comme le poumon), ce sont des cellules sanguines (les monocytes) qui, sortant à l'extérieur des vaisseaux, se fixent dans les tissus en se transformant en macrophages chargés d'éliminer les « agresseurs atmosphériques ».

• **Les polynucléaires.** On dénomme ainsi une catégorie particulière de cellules du sang. Toujours sous l'action de stimuli inflammatoires, ceux-ci peuvent traverser la paroi vasculaire. Ils sont, en cas de création de foyer d'infection bactérienne, l'un des principaux constituants du pus.

• **Les plaquettes sanguines.** Leur principale fonction concerne les phénomènes de coagulation sanguine. Néanmoins, on leur accorde une importance croissante dans les processus inflammatoires. C'est aussi le cas d'autres cellules (leucocytes ou mastocytes par exemple), qui semblent jouer un rôle d'amplificateur.

Côté médiateurs de l'inflammation, on distingue :

• **Les amines vaso-actives.** Il s'agit de petites molécules contenues dans des granulations présentes au sein des cellules. On connaît l'histamine et la sérotonine : la première semble jouer un rôle important dans les phénomènes d'allergie (urticaire, asthme, etc.), qui ne sont qu'une forme particulière d'inflammation.

• **Les kinines.** Ce sont de petites molécules protéiques (9 à 11 acides aminés) présentes dans le plasma. La principale est la bradykinine. Elle provoque de nombreux effets pharmacologiques : (vasodilatation, hypotension, douleur).

• **Les prostaglandines et les leucotriènes.** Les premières sont des substances lipidiques possédant un squelette caractéristique fait de vingt atomes de carbone. Synthétisées au niveau des membranes cellulaires, elles semblent agir conjointement avec les précédentes pour engendrer les sensations douloureuses. Les leucotriènes agissent au niveau des migrations cellulaires. Prostaglandines et leucotriènes dérivent d'une molécule parti-

culière (acide arachidonique) elle-même sous le contrôle de mécanismes enzymatiques complexes.

C'est à ce niveau, en amont de la synthèse d'acide arachidonique, qu'agissent les médicaments, corticoïdes. C'est en aval (au niveau de la synthèse des prostaglandines) que semble porter l'action de l'aspirine et des autres médicaments anti-inflammatoires.

• **Le PAF-acétyle (Platelet Activating Factor).** Découvert en 1972, synthétisé en 1980, ce nouveau médiateur est produit par la plupart des cellules impliquées dans le processus inflammatoire. Il se situe en marge de l'action de la plupart des médicaments anti-inflammatoires et fait l'objet de nombreux travaux pharmacologiques.

Au terme de cette énumération, on pourrait penser avoir une liste exhaustive des médiateurs pro-inflammatoires. Il n'en est rien. D'une part, parce que d'autres systèmes connus sont impliqués (comme celui de la coagulation sanguine). D'autre part, parce que de nombreuses zones d'ombres empêchent encore

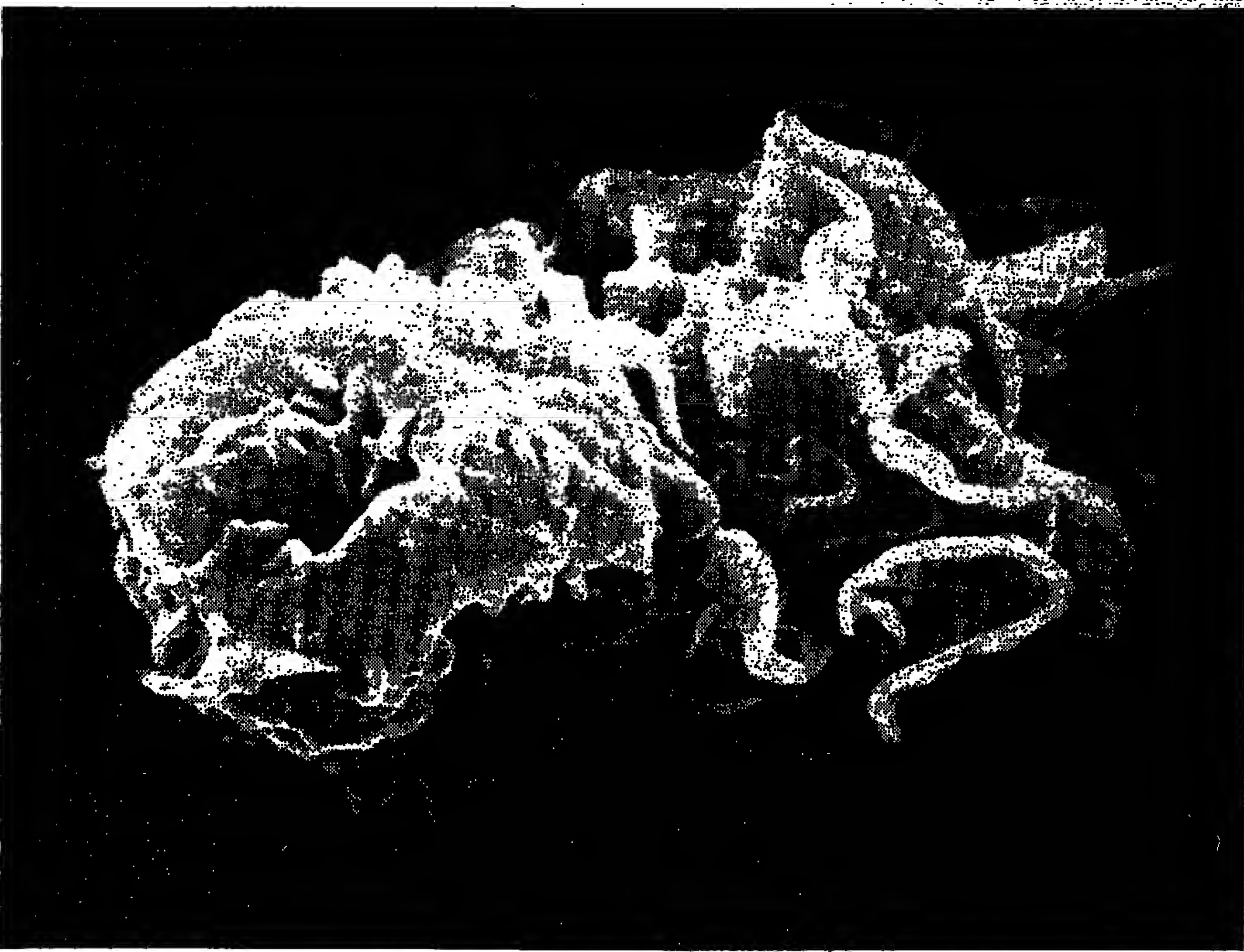
d'aujourd'hui, d'avoir une vision complète de la cascade des événements moléculaires sous-jacents aux symptômes cliniques. Il reste, en particulier, à découvrir les circuits qui assurent la transmission de l'information. Quelles voies prend-elle pour, à partir du foyer inflammatoire déclencher des réactions au niveau du foie, de la moelle osseuse ou du système nerveux central ?

Compte tenu de l'importance de ces phénomènes dans l'ensemble de la pathologie humaine, cette recherche dépasse de loin la simple mise au point de nouveaux médicaments anti-inflammatoires. Sur ce point, les spécialistes espèrent surtout actuellement un progrès notable dans le maniement des corticoïdes (médicaments efficaces mais dotés de nombreux effets secondaires) avec l'isolement de la protéine, qui, en aval, possède la véritable action thérapeutique. On gagnerait ainsi notablement en efficacité et en innocuité.

Reste que, en l'état actuel des connaissances, la maîtrise totale des réactions inflammatoires est difficile à imaginer. Échelle d'ailleurs souhaitable, puisque ces réactions constituent, au fond, une réaction de défense face à une agression (on sait, expérimentalement, que l'organisme sécrète ses propres substances anti-inflammatoires) ?

En revanche, une compréhension plus fine des mécanismes impliqués permettrait peut-être de mettre au point des médicaments efficaces contre les inflammations chroniques qui handicapent lourdement la vie de nombreux malades (affections rhumatismales surtout). Elle permettrait aussi d'utiliser à des fins médicales certains effets positifs de l'inflammation, comme cette augmentation de la résistance de l'organisme à de nombreux micro-organismes qu'elle est, à elle seule, capable d'induire. Elle permettrait enfin de saisir la trame des relations étranges qu'entretiennent inflammation et cancer. Avant de chercher à en tirer des bénéfices thérapeutiques, qui pourraient être considérables.

JEAN-YVES NAU.



Le macrophage humain, cellule très mobile, joue un rôle essentiel dans la défense de l'organisme contre les micro-organismes. Il est capable de les absorber puis de les digérer.

(1) Troisième congrès international de l'inflammation. Cette manifestation est organisée sous l'égide du Groupe de recherche et d'étude des médiateurs de l'inflammation. Outre MM. Jacques Benveniste (INSERM), Robert Fauve, Boris B. Vargafik (Institut Pasteur de Paris), le comité scientifique du congrès comprend les professeurs G. Weissmann (Université de New-York), B. Samuelson (Institut Karolinska, Suède) et J.R. Vane (laboratoire Wellcome) tous deux prix Nobel 1982 de médecine et de physiologie.

(2) *Le Monde aujourd'hui*, daté des 12-13 février 1983, a consacré un dossier à l'aspirine.

(3) Pour une présentation plus technique, on peut se reporter au dossier « L'inflammation et l'allergie » (*Médecine et Hygiène*, numéro du 29 décembre 1982).

## Médicaments-boomerang

Comment se soigner sans risques.

**L**ES médicaments anti-inflammatoires se classent en deux groupes : les corticoïdes et les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS). Les premiers reproduisent dans l'organisme les effets de certaines hormones naturellement synthétisées par les glandes cortico-surrénales. Ils sont efficaces mais d'un maniement délicat, compte tenu de la fréquence de leurs effets secondaires et des accidents qu'ils peuvent provoquer. Les AINS constituent une classe médicamenteuse complexe et hétérogène. Plus de trente AINS sont mis actuellement à la disposition du corps médical, et ces produits font partie, depuis de nombreuses années, des médicaments de grande consommation (1).

L'industrie pharmaceutique annonce régulièrement la sortie de nouvelles molécules. Pourtant, cette course à l'innovation et à la

diversification se heurte depuis quelque temps au développement des réseaux de pharmacovigilance et à l'intérêt que portent à ces problèmes les associations de consommateurs. Plusieurs récents retraités d'anti-inflammatoires du marché dans différents pays en témoignent après qu'eurent été recensés des séries d'accidents imputables à ces produits.

Ce fut notamment le cas il y a quelques mois pour la phénylbutazone et l'oxyphénbutazone, deux anti-inflammatoires majeurs commercialisés par la multinationale suisse CIBA-GEIGY, troisième groupe pharmaceutique mondial. La nouvelle fit l'effet d'une bombe dans les milieux médicaux : ces deux produits sont commercialisés sous différentes formes dans le monde entier depuis trente ans pour le premier et plus de vingt ans pour le second (2).

CIBA-GEIGY situe entre quatre-vingt-dix millions et cent quatre-vingt millions le nombre de patients auxquels ces produits ont, après prescription médicale, été administrés. En France, ils étaient présentés seuls ou associés à d'autres sous dix-sept dénominations commerciales. Souvent très efficaces, ces deux principes actifs sont parfois aussi à l'origine d'accidents, voire d'accidents du type de ceux décrits plus haut.

Le fait était bien connu jusqu'à ce que ne fût un rapport interne à la firme CIBA-GEIGY daté de février 1983. Celui-ci faisait état de près de trois mille dossiers de malades ayant été victimes d'accidents depuis la mise sur le marché de ces produits. Fin 1983, une campagne démarra en Suède puis s'étend dans différents pays d'Europe du Nord (*le Monde* du 31 décembre 1983). Mi-

décembre, la Norvège prend la décision de retirer ces deux principes actifs du marché. Le relais est pris aux Etats-Unis par le mouvement de consommateurs de Ralph Nader, qui estime qu'en réalité ces produits pouvaient être tenus pour responsables de plus de dix mille décès.

CIBA-GEIGY, tout en dénonçant cette campagne de « dénigrement systématique », estime qu'il convient de limiter à une semaine les prescriptions de ces deux produits, les réservant aux affections rhumatologiques graves et récidivantes. En France, l'Union fédérale des consommateurs demanda le retrait des produits. Le 25 mai, le secrétariat d'État à la santé décida d'en restreindre l'usage, interdisant notamment la vente des formes injectables (*le Monde* du 26 mai).

Que conclure ? Les porteparole du corps médical sou-

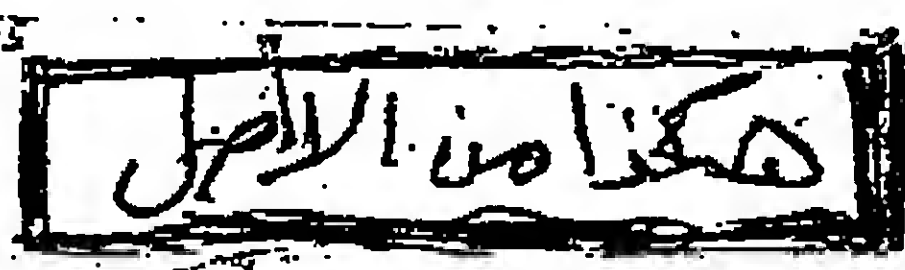
gnent tout à tour le caractère irremplaçable de ces médicaments (en particulier en rhumatologie) et la surconsommation dont ils font l'objet. On peut cependant supposer qu'aucune décision n'aurait, dans ce domaine, été prise sans la campagne menée par les associations de consommateurs. Ces mêmes porte-parole font aussi remarquer que les associations n'ont fait qu'exploiter des données détenues par le fabricant. Car les choses sont ainsi faites que, pour ces produits (aux effets secondaires graves, mais, somme toute, peu fréquents), commercialisés au niveau mondial, c'est le fabricant plus que les autorités sanitaires nationales qui détient le meilleur réseau de pharmacovigilance.

Le fait justifierait à lui seul les nouvelles mesures que vient de prendre en France la direction de la pharmacie et des médicaments

demandant aux médecins de signaler « tout effet inattendu ou toxique » des médicaments qu'ils sont amenés à prescrire. Une demande qui vaut aussi pour les fabricants.

(1) Le principal inconvénient des AINS tient à leur toxicité gastro-intestinale. D'autres incidents peuvent aussi être notés (allergie, toxicité nerveuse, rénale, etc.). Voir, pour une information technique très détaillée, les deux remarquables numéros qu'a consacrés aux AINS le Centre national d'information sur le médicament hospitalier (CNIMH), 7, rue du Fer-à-Moulin, 75007 Paris. Tél. 707-02-20. Dossier tome IV, n° 3 et 3).

(2) La Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC) vient de réaliser un dossier sur cette affaire : *Phénylbutazone et oxyphénbutazone : surconsommation et morts inutiles*, FNCC, 27, 33, quai A.-L. Gallé, 92517 Boulogne-Billancourt.





# Au feu les forêts !

Lutter avec plus de moyens et plus de connaissances

**C'**EST une affaire entendue : la forêt méditerranéenne brûle parce qu'elle a les pieds dans le maquis et la broussaille. Bruyères, cistes, genêts, arbusiers et chênes kermès en buisson s'enflamment comme de l'étoupe pendant la saison sèche. Pour peu que le mistral ou la tramontane s'en mêlent, ce peut être la catastrophe. Autrefois, forêts et garrigues étaient parcourues par le bétail. Les moutons trouaient les herbes folles et les chèvres, plus hardies, tondaient les arbustes. Les feux de forêt ne trouvaient pas autant d'aliments qu'aujourd'hui. Non seulement cet entretien naturel a pratiquement disparu avec l'exode rural, mais l'afflux des vacanciers, chaque été, coïncidant avec la saison sèche où la forêt est hautement inflammable, crée une situation à haut risque que plus personne ne maîtrise.

Débroussailler donc. Mais comment ? On en a longuement débattu lors des deuxièmes rencontres de l'Association Forêt méditerranéenne (1), organisées récemment en Avignon. Des équipes de jeunes se sont constituées pour débroussailler chez les particuliers la fameuse bande des 50 mètres requise par arrêté préfectoral. Mais il en coûte entre 85 centimes et 3,50 F le mètre carré selon la nature du terrain, ce qui, autour d'une propriété moyenne, atteint vite les 10 000 francs par intervention ! Et l'opération doit être renouvelée tous les quatre ou cinq ans... Quant aux propriétaires forestiers qui débroussaillent en sous-bois, cela leur coûte entre 6 000 et 10 000 F l'hectare, pour des plantations qui ne rapportent pas plus de 200 F l'hectare par an !

« Si le débroussaillage des forêts méditerranéennes avait pour seul objectif de les protéger contre l'incendie, le jeu n'en vaudrait sans doute pas la chandelle », observe Didier Dumay, de l'antenne ONF (Office national des forêts) de Valbonne (Alpes-Maritimes). Pour lui, le débroussaillage est une « opération sylvicole ».

C'est-à-dire un moyen de conduire l'arbre à son plein développement tout en assurant sa défense contre le feu. « Le débroussaillage ne peut être que partiel », explique André Challo, ingénieur en chef du GREF (Généralisme rural, forêt et forêts) et responsable du service régional d'aménagement forestier de Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Il faut choisir des zones privilégiées représentant au maximum 20 % de la superficie forestière totale. » Les périmètres débroussaillés arrêtent ou freinent le feu et permettent en même temps aux sauveteurs de déployer leurs moyens de lutte.

Pour tenter de réduire les coûts du débroussaillage, on a recours aujourd'hui à de gros matériels. Par exemple, la mule mécanique mise au point par une entreprise de Bastia : une sorte de bulldozer monté sur chenilles, muni à l'avant d'un gyrobroyeur - un rotor pourvu de lames ou de tronçons de chaîne qui décapite la broussaille comme une tondeuse à gazon. Rien ne résiste aux lourds chaînes lancés à 1 600 tours/minute, pas même les troncs de pins morts couchés dans la bruyère, qui sont déchiétés par les anneaux d'acier et projetés en lambeaux à plusieurs dizaines de mètres parfois. Gare aux spectateurs !

Après le passage de la « mule », il ne reste qu'une « pelouse » de broussaille rase et quelques souches éclatées : un lieu de passage idéal pour les moutons, qui finiront le travail.

Dans le maquis dense, lorsqu'on se trouve en présence d'arbustes et même d'arbres de plusieurs mètres, il existe depuis deux ans un appareil très performant mais coûteux (1 600 000 F) : le Scorpion. Il s'agit d'un tracteur forestier monté sur pneus (six roues motrices), muni à l'avant de disques et de rouleaux à dents qui coupent toute végétation - jusqu'aux baliveaux de 15 centimètres et plus, - puis les broient en fins copeaux, qui

passent encore (c'est une suggestion du préfet des Alpes-Maritimes, au titre des peines de substitution), mais qu'on envoie au feu des appelés du contingent inexpérimentés, non. « Il faut trois ans pour former un sapeur forestier qui tienne le feu », affirme un pompier du Var. L'incendie de forêt, tous en ont témoigné aux rencontres d'Avignon, est en effet une expérience traumatisante à laquelle bien peu résistent sans entraînement. « Dès qu'il y a un feu quelque part, explique un pompier professionnel (« vingt-cinq ans de métier »), les gens fuient. On abandonne tout, même sa maison. » Seuls accourent les ba-

sable ou retardants, peu importe, explique un troisième, mais le matériau doit être sur place. » Ce qui suppose, comme disent les forestiers, « un maillage très serré du massif », c'est-à-dire une multitude de pistes et layons entretenus, débarrassés de leurs broussailles et de leurs clôtures.

Mais les forestiers ont une autre proposition pour prévenir les incendies : « revaloriser la forêt méditerranéenne » - partout où ce sera possible. « Il faut refaire de la forêt productive », disent les ingénieurs de l'ONF, car une parcelle qui produit du bois est entretenue et ne brûle pas. Ils proposent pour cela de remplacer les résineux spontanés (pin sylvestre et pin d'Alep) et les feuillus très inflammables, comme le chêne vert, par des essences à la fois plus productives et moins sensibles au feu, comme le cèdre, le pin noir, le pin pignon, le sapin de Céphalonic ou certains feuillus au bois recherché. Le cèdre et le pin pignon (ou pin parasol) semblent à cet égard très intéressants. Outre une meilleure qualité de bois que les pins habituels, souvent rachitiques et souffreteux, ils développent une ramure qui, si elle est bien conduite (par élagage et coupes d'éclaircie), forme un couvert assez dense pour empêcher la broussaille de proliférer. On en a la preuve vivante dans le massif du mont Ventoux, replanté en cèdres au siècle dernier, et aussi dans de petits boisements moins prestigieux. Ainsi, la forêt domaniale de la Gardiole (Hérault), constituée d'arides collines proches de la mer, reboisée il y a deux décennies, les pins pignons victimes du feu en août 1981 ont repris à 90 % ; les pins d'Alep, au contraire, sont presque tous morts.

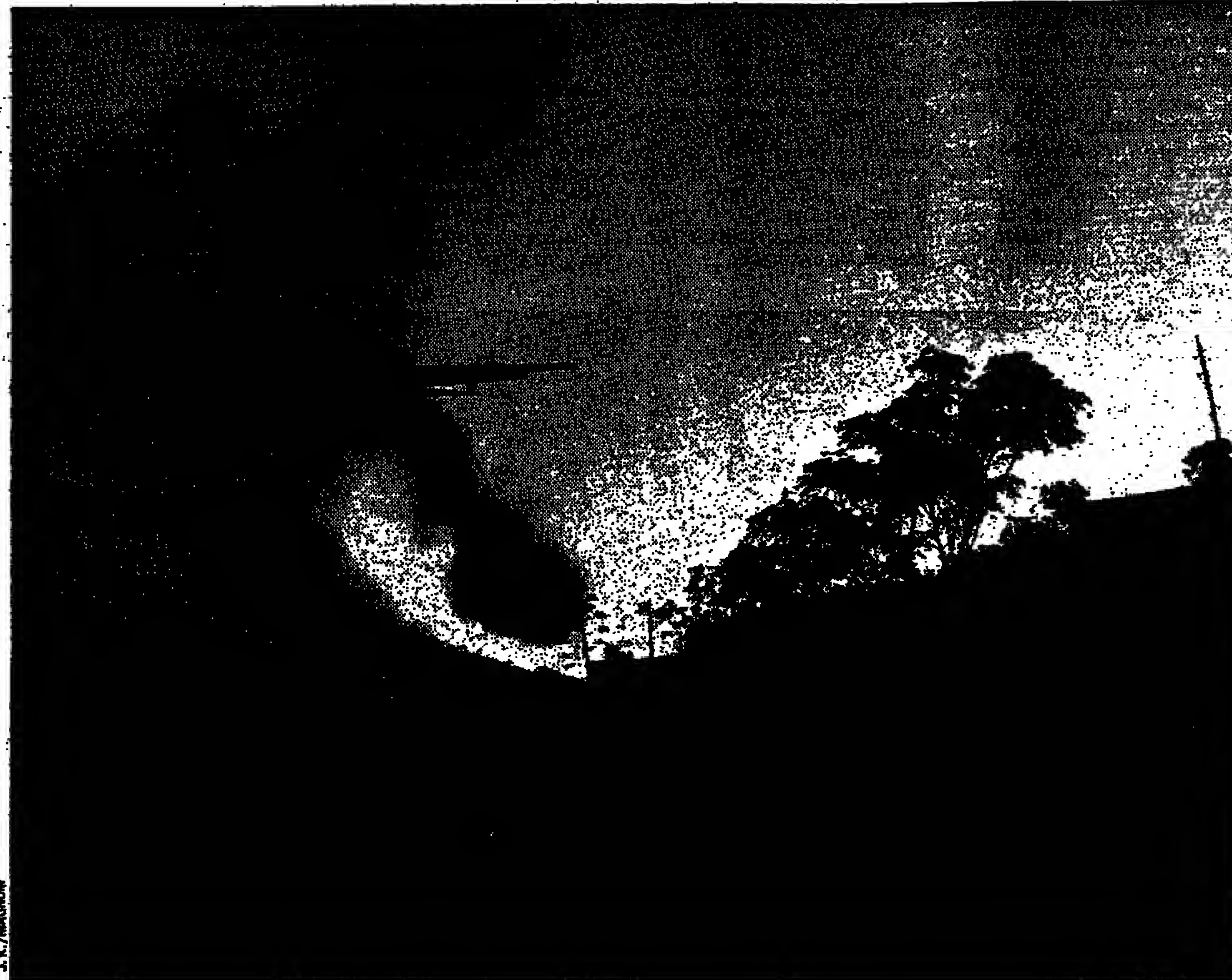
Dans les Maures et l'Estérel, les chênes-lièges résistent au feu pour une autre raison : leur écorce les protège. Mais cette essence d'arbre, longue à venir à maturité, décourage les reboiseurs, car elle laisse prospérer la broussaille et n'empêche pas les feux de naître. Le chêne-liège a besoin du mou-

ton. Forestiers et pompiers ont un « ennemi » commun : le « mitage » de la forêt par des villas et cabanons inhabités une partie de l'année. Beaucoup achètent des terrains sur lesquels ils ne peuvent pas construire selon les règles. Ils se contentent d'un mauvais cabanon pour « faire les brochettes » le dimanche. Barbecues et cabanes en planche ; rien de tel pour provoquer et alimenter le feu en pays méditerranéen. Quant aux villas en dur, elles ne sont pas toujours équipées contre le feu (petites fenêtres à volets pleins, citerne approvisionnée, terrain régulièrement débroussaillé sur une bonne largeur, etc.). D'où la rage des sauveteurs obligés de donner la priorité à des propriétés vides et mal entretenues alors que brûle la forêt.

« Pourquoi le Méditerranéen ne met-il pas sa maison en autoprotection comme le montagnard se protège de la neige ? », a demandé un Huron. Bonne question. Lorsque les maisons seront conçues et habitées conformément au milieu, lorsqu'on cessera d'installer des dépôts d'ordures en plein bois, les pompiers pourront s'occuper des arbres. Il ne faut pas désespérer forestiers et pompiers : ce sont eux qui préservent le paysage méditerranéen.

ROGER CAMS.

(1) Forêt méditerranéenne, 7-1922, Marseille Cedex 8, Tél. : (91) 53-30-05.



## 17 000 hectares seulement...

L'été printemps, dans le maquis et les pinèdes, n'a pas été chaud, et, jusqu'à présent, l'est non plus. Responsable de la sécurité civile et, à ce titre, de la lutte contre les incendies de forêt, M. Pierre Joux est satisfait. Le nouveau ministre de l'intérieur et de la décentralisation était dans les Bouches-du-Rhône jeudi 30 août, où il s'est félicité que ce front-là ait été si calme. 17 000 hectares seulement ont brûlé cette année contre 53 000 l'année dernière et 60 000 en 1979 (chiffres établis fin août). Un printemps relativement pluvieux, des orages opportuns et un mistral moins entêté que d'habitude expliquent ce bilan provisoire mais positif.

M. Joux, qui était accompagné de M. René Souchon, secrétaire d'Etat chargé de l'agriculture et de la forêt, a assisté à une simulation grandeur nature d'un feu de pinède. Sous un soleil de plomb, pompiers, soldats et bénévoles ont manœuvré dans un ballet de véhicules tout-terrain, de bombardiers d'eau et de commandos hélicoptères. Au bout d'une heure, la victoire était acquise contre les engins fumigènes allumés

pour cet impressionnant spectacle de 14 juillet. Le ministre de l'intérieur en a profité pour visiter la base des Canadair à Marignane et le Centre interrégional de coordination opérationnel de sécurité civile de Valabre, à Gardanne. C'est dans ce PC-incendie que sont prises les décisions d'envoyer les bombardiers d'eau (Canadair, Tracker et DC-6), chaque fois qu'un feu important se déclare en Corse, en Ardèche ainsi que dans les départements des régions Provence - Alpes - Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon.

La forêt, qui couvre la moitié du sud-est de la France, est « source de vie », dit un slogan lancé par le ministère de l'agriculture pour une campagne d'information qui a débuté au début du mois d'août. Dans plus d'un cas sur dix le feu est dû à la malveillance, mais 42 % de ceux-ci résultent d'une imprudence. D'où cette campagne sur le thème « Plus pour la forêt ».

Celle-ci souffre mais ne meurt pas. Des milliers de bénévoles, pompiers volontaires et simples citoyens y veillent, car le danger, toujours présent, ré-

clame la vigilance de tous à tout instant. Le gouvernement et les autorités locales encouragent les créations de « comités communaux feux de forêt » au nombre aujourd'hui de trois cent soixante en France, dont les adhérents font respecter les consignes de prudence, débroussaillent les sous-bois préventivement et aident les pompiers et les équipes de sauvetage lorsque le feu éclate.

Cette mobilisation de chacun illustre excellemment aux yeux de M. Joux ce que doit être la prévention des incendies, mais aussi celle de la délinquance. Car le ministère de l'intérieur établit un parallèle entre ces « comités feux de forêt » et ceux tournés vers la prévention des infractions, dont le gouvernement encourage également la création dans les départements et les communes. Pour le ministre de l'intérieur, la sécurité, celle des personnes et des biens, exige la même mobilisation, dans un esprit d'efficacité et d'entraide. Parce qu'il en va des flambées de violence comme des feux de forêt : il vaut mieux prévenir que guérir.

BERTRAND LE GENDRE.

sort recueillis dans une grande trémie placée à l'arrière de l'engin. Une sorte de moissonneuse-batteuse qui récolte le bois. L'entreprise champenoise qui a conçu cet engin unique au monde n'en a pour l'instant construit que deux exemplaires prototypes - dont l'un a été saboté par des inconnus lors d'un attentat à l'explosif dans le Var, le 5 juillet dernier. Elle compte en monter une douzaine par an, car ces machines peuvent aussi participer à l'exploitation de la biomasse : ainsi hachés menu, feuilles, branches et troncs représentent une importante ressource de combustible. Pour un hectare et demi défriché par le Scorpion en une journée - dans les meilleures conditions, - on obtient de 30 à 40 tonnes de copeaux, soit l'équivalent de 10 à 12 tonnes de fuel !

Mais, dans la lutte contre les incendies de forêt, il ne suffit pas de débroussailler, ni même de créer coupe-feu et pistes forestières. Encore faut-il qu'il y ait des hommes disponibles pour combattre le feu, qui, de toute façon, finit toujours par surgir ici où là en climat méditerranéen, avec ou sans pyromanes. « Les moyens aériens, ça contient le feu, mais il faut des hommes au sol pour l'éteindre », explique un forestier d'Ardèche. A cet égard, les sapeurs-pompiers - professionnels ou bénévoles - sont très méfiants envers les solutions de

dauds, inconscients du danger, inconscients aussi de la gêne qu'ils créent pour les sauveteurs.

« Envoyer des petits gars du contingent à l'improviste sur un feu, c'est les dégoûter à tout jamais de lutter contre l'incendie », explique un élu de Cassis (Bouches-du-Rhône). L'expérience des Landes, où quatre-vingts personnes - jeunes militaires pour la plupart - ont péri dans les incendies de la fin des années 40, le confirme dans cette conviction. Pour lui, les appelés ne sont utilisables que s'ils sont détachés dès le 15 juin sur le terrain, avec leur encadrement militaire. Hébergés et nourris sur place, par exemple dans les écoles, les soldats se familiarisent avec le terrain et la population, apprennent les rudiments essentiels de la lutte contre l'incendie (ne jamais combattre le feu « sous le vent », etc.) et, le jour venu, savent ce qu'ils ont à faire.

Encore faut-il que l'intendance suive, ou plutôt précède. « Chez nous, dans le Gard, cinq bornes d'incendie sur dix-sept étaient hors service lorsqu'on a voulu brancher nos tuyaux », constate un sauveteur. Ailleurs, les citernes étaient vides ou inaccessibles, la piste impraticable, etc. « On n'a pas besoin d'eau pour lutter contre le feu », dit un autre. Il suffit d'avoir de la terre ou du sable. A condition, bien sûr, d'avoir constitué des dépôts, et qu'ils soient approvisionnés de fraîche date. « Eau,

Qu'on fasse appel à des délinquants pour débroussailler,

Le SM...  
NUMERO DE...  
L'ÉCARTÉ  
MEDIC  
Les sujets du bac en

صلى الله عليه وسلم



# Sous le Japon, l'enfer

Le SM-97 pourra-t-il dévoiler le mécanisme des séismes et des raz de marée ? A 6 000 mètres de profondeur.

**L**a première partie de l'opération scientifique franco-japonaise Kaiko (voir l'article d'Yvonne Rebeyrol dans le Monde du 3 juillet), ayant pour programme l'étude des phénomènes - séismes, volcanisme et tsunamis - raz de marée) liés à l'enfoncement des plaques océaniques sous l'archipel japonais par quelque 6 000 mètres de fond, a pris fin au début du mois d'août (1). Elle n'a pas permis - on s'en doutait un peu - de repérer l'irascible poisson-chat dont la légende veut que les soubresauts soient responsables des tremblements qui secouent et endeuillent régulièrement l'archipel posé sur son dos... Cela dit, après deux mois de campagne du navire de recherche Jean-Charcot, on se félicitait de « l'excellente coopération entre les équipes française et japonaise » d'une part et, de l'autre, des « résultats préliminaires probants ». Selon M. Jean-Paul Cadet, professeur de géologie à l'université d'Orléans, cette phase préparatoire apporte en matière d'observation de la géologie et de la dynamique terrestre de la région non seulement des confirmations mais également des données nouvelles et des surprises. Tout cela fait bien augurer de la phase active, celle de la campagne de plongées prévue à partir de juin 1985 avec le submersible SM-97 de l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (IFREMER). Ce prototype, dont la mise au point devrait être bientôt terminée, sera capable de descendre jusqu'à 6 000 mètres de profondeur.

Le SM-97 devrait ainsi permettre : 1) de recueillir toutes sortes d'informations et d'échantillons dans des fosses marines jusqu'à présent inaccessibles ; 2) de mieux comprendre le mécanisme des grands accidents géologiques sous-marins et, 3) d'aider à mieux prédire les séismes qui agitent perpétuellement, et ravagent périodiquement, le Japon ainsi que d'autres points névralgiques de la dynamique terrestre.

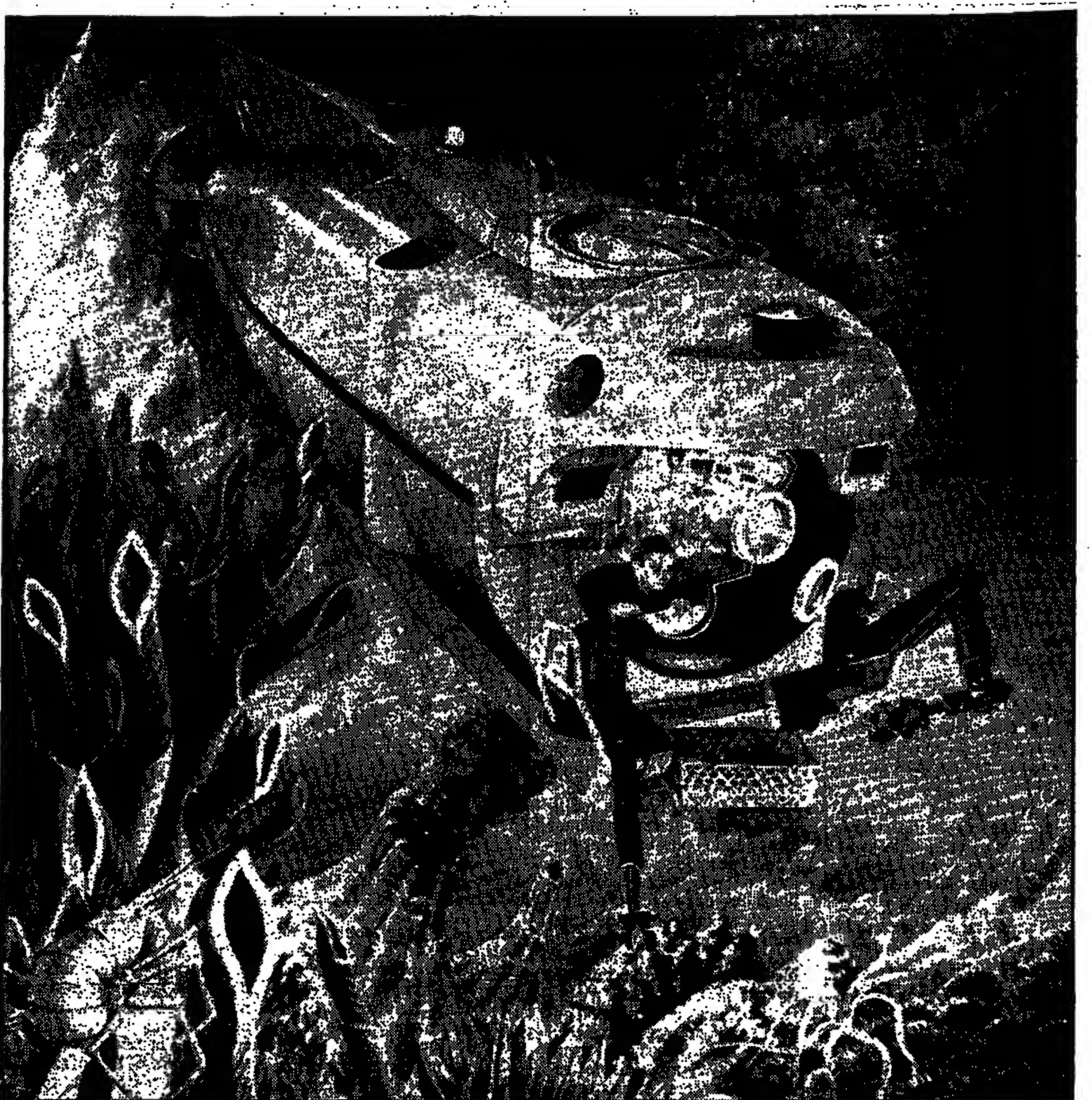
Pour l'essentiel, la phase initiale a consisté pour les équipes française et japonaise en un levé morphologique détaillé des fosses au large du Japon à des fins de cartographie (du 1/10 000 au 1/20 000). L'opé-

ration est aujourd'hui relativement aisée et extrêmement précise grâce au sondeur multifaisceaux (16 au total) ou Seabeam dont est équipé le Jean-Charcot. Les informations acoustiques reçues par ce système (américain) permettent de tracer en temps réel les courbes de niveau du fond de la mer (isobathes), « donnant ainsi aux utilisateurs l'équivalent d'une vue aérienne de la zone située sous le navire ». Chaque passage du bateau permet de lever un profil sur une largeur de 4,2 kilomètres ; chaque étape de la campagne a duré dix-huit jours et donc permis le levé de zones étendues. Les données du Seabeam sont d'abord traitées à bord par ordinateur puis, dans un second temps, à terre par le département des données océaniques de l'IFREMER pour les Français. Parallèlement, les équipes scientifiques se sont livrées en mer à des mesures géophysiques : gravimétrie, magnétisme et sismique-réflexion.

Le résultat de tous ces travaux, dont le dépouillement, l'analyse et la rédaction prendront plusieurs mois, doit essentiellement permettre d'interpréter les déformations liées au processus de subduction (enfoncement des plaques océaniques sous l'arc du Japon) et de déterminer les zones où le submersible français plongera l'an prochain pour une étude approfondie - c'est le cas de le dire - de ces phénomènes.

Le Japon est, pour son plus grand malheur, l'un des points privilégiés de l'étude de la dynamique terrestre du fait d'une situation géologique aussi inquiétante que complexe. L'archipel est, en effet, sur une zone de subduction, là où de grandes plaques océaniques disparaissent dans le manteau terrestre où elles redeviennent magma mantellique en se réchauffant. Phénomène tectonique, la subduction se traduit notamment par des séismes le long de la zone d'enfoncement de la plaque océanique.

La profondeur de la mer explique les difficultés rencontrées jusqu'à présent dans l'exploration des fosses marines. Dès lors que cet obstacle apparaissait techniquement surmontable, on comprend l'intérêt manifesté par les milieux scientifiques nippons - fort avancés en géolo-



Le submersible mis au point par l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer plongera à partir de juin 1985.

gie, géophysique et océanographie, mais obsédés par les affrontements et tensions qui agitent les fondations de leur pays - pour une collaboration sans délai avec les Français.

Deux plaques lithosphériques océaniques (Pacifique et Philippines) et une plaque continentale (Eurasie) se rencontrent dans la zone de collision de la presqu'île d'Izu (à 170 km au sud-ouest de Tokyo) où convergent les trois fosses de l'archipel : la fosse du Japon proprement dite (de 7 000 mètres à 8 000 mètres de

profondeur) et son prolongement, la fosse des Kouriles, résultant de l'enfoncement de la plaque Pacifique sous l'archipel japonais ; la fosse de Sagami, (de 500 mètres à 5 000 mètres) et son prolongement, la fosse Ogasawara-Izu, résultant de l'enfoncement de la plaque Pacifique sous la mer des Philippines ; enfin, la fosse de Nankai (environ 4 000 mètres) prolongée par la fosse des Ryu-Kyu, résultant de l'enfoncement de la plaque des Philippines sur la partie sud-ouest du Japon (2).

Ce sont ces trois fosses, correspondant chacune à des modalités différentes du phénomène de subduction, qui avaient été choisies comme zones d'observation par les équipes japonaises et françaises embarquées en juin et juillet sur le Jean-Charcot.

La troisième étape, celle de l'étude de la fosse du Japon et de sa jonction avec la fosse des Kouriles (soit une zone d'étude d'environ 24 000 km<sup>2</sup> à l'est et au nord de Tokyo) semble, à première vue, devoir apporter le plus d'enseignements, nous a dit le professeur Cadet. Les deux précédentes (Nankai et Ogasawara) auraient confirmé diverses hypothèses. Mais une moisson d'informations restait cependant à analyser de façon détaillée.

Au cours de la dernière phase, les chercheurs ont notamment étudié le mécanisme de passage en subduction, sous l'arc du Japon, de l'un de ces monts marins (volcans éteints) qui parsèment la plaque Pacifique, se déplaçant avec elle depuis des millions d'années au rythme de quelques centimètres par an. Ils se sont penchés sur le Daiichi Kashima, un ancien volcan de

3 000 mètres de haut arrivé dans la fosse du Japon. On savait qu'il avait été coupé en deux par une large faille ; on imaginait qu'une telle fracture devait déclencher des tremblements de terre et tsunamis catastrophiques. Selon le professeur Cadet, les premières conclusions montrent : que la faille qui coupe le mont Kashima a plus de 100 kilomètres de long et plus de 1 500 mètres de déplacement vertical ; qu'elle est la traduction directe de la courbure de la plaque océanique avant la subduction ; qu'une série de failles moins importantes découpent et abaissent progressivement le mont sous-marin pour faciliter son enfoncement avec la plaque océanique et que, malgré tout, le passage d'un tel « os » provoque un bombardement de la plaque Eurasie.

Parmi les autres découvertes, on notera que la fosse du Japon est moins grande que prévu étant donné un effondrement permanent de son mur interne - ce qui n'est pas le cas partout - et, également, que les sédiments ne s'accumulent pas en général sur la plaque continentale mais passent dans la subduction, comme une espèce de lubrifiant, avec la plaque océanique.

Enfin, l'étude du volcan Erimo, à la jonction de la fosse du Japon et de celle des Kouriles, a permis de mettre en évidence une grande fracture dont l'escarpement est haut de plus de 2 000 mètres. Cette faille, qui assure la transition entre les deux fosses, correspondrait, selon certains chercheurs, à la matérialisation de la plaque continentale Amérique dans la région. Cette hypothèse est l'objet depuis déjà quelques années d'une controverse scien-

tifique, particulièrement au Japon. Si elle était confirmée, on serait en présence d'un deuxième, et redoutable, point névralgique de jonction triple (plaques Eurasie, Amérique et Pacifique) sous l'archipel du Japon, avec celui de la zone d'Izu.

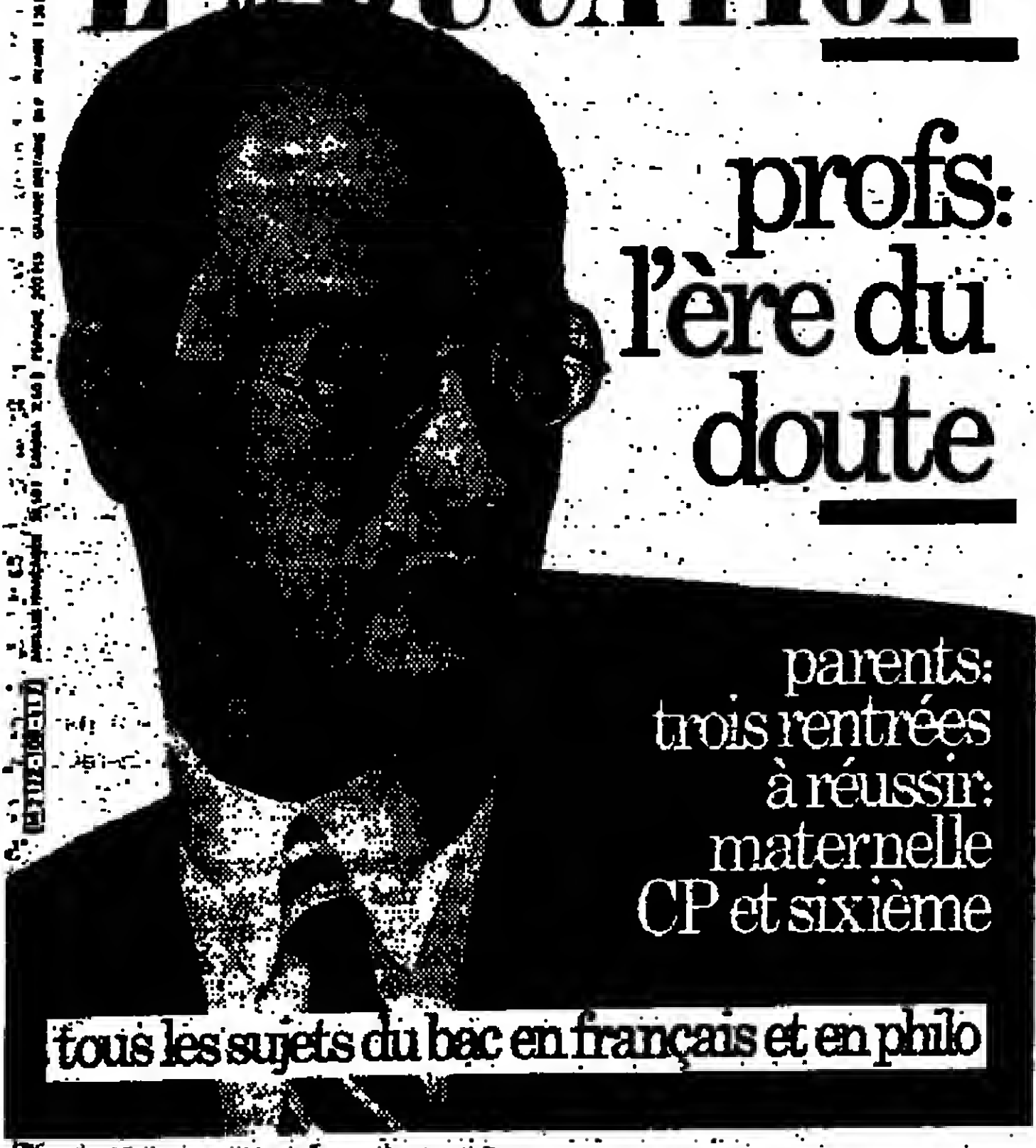
Le dépouillement et l'interprétation de la masse d'informations recueillies au cours de cette phase préparatoire en diront peut-être plus long, avant même la campagne de plongées du SM-97, sur les mécanismes de la subduction. Ils aideront vraisemblablement à mieux comprendre ceux des séismes, éruptions volcaniques et tsunamis. On exclut toutefois qu'ils puissent permettre, dans l'immédiat, de prédire avec précision où et quand auront éventuellement lieu les catastrophes que chacun ici imagine en gestation permanente dans les grands fonds proches de l'archipel.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Kaiko : fosse marine en japonais. L'opération, préparée depuis plusieurs années par des équipes pluridisciplinaires, a de part et d'autre un caractère national du fait du nombre des universités et laboratoires impliqués. Côté japonais, elle est placée sous la responsabilité du ministre de l'Éducation et conduite par l'Ocean Research Institute (ORI) - côté français, l'IFREMER assure la conduite des opérations. Le CNRS étant responsable de la direction scientifique du programme. La direction du projet est assurée par un comité mixte ayant à sa tête MM. Claude Riffaud (IFREMER) et Kazuo Kobayashi (ORI). Le coût des opérations est financé à parts égales. L'opération est prolongée par la rédaction de sept thèses de géologie terrestre du Japon par des Français. Enfin, deux spécialistes, un Britannique et un Américain, des fosses du Japon, participent à Kaiko.

(2) La plaque Pacifique proche du Japon, « vieille », aurait quelque 120 millions d'années : le nord de la plaque Philippines, serait six fois plus « jeune ».

## L'Éducation



prof. l'ère du doute

parents: trois rentrées à réussir: maternelle CP et sixième

tous les sujets du bac en français et en philo

ROGER GANS.

NUMERO DE SEPTEMBRE

### Halte au Vol

1 serrure à 5 points  
**PICARD**  
+ d'autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10°

+ 4 goujons d'acier anti-dégorgement

+ 3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

**3.500 F TTC**

Pose et dépot, contre PARIS-BANLIEUE

**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.58.08  
554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

retardants, peu im-  
gratique un troisième.  
matériau doit être sur-  
Ce qui suppose,  
les forestiers,  
très serré du  
à-dire une mul-  
pâtes et layons entre-  
débarrassés de leurs  
et de leurs clé

les forestiers ont une  
proposition pour prévenir  
sodiques : « revaloriser le  
« méditerranéenne » - par  
ce sera possible. - Il  
« la forêt produc-  
« les ingénieurs de  
« car une parcelle qui  
« du bois est entretenue  
« à brève échéance. » Ils proposent  
« de remplacer les rési-  
« (pin sylvestre  
« (Alep) et les feuillus  
« communs, comme le  
« par des essences à  
« plus productives et  
« sensibles au feu, comme  
« le pin noir, le pin pi-  
« le sapin de Céphalonie  
« certains feuillus au bois re-  
« Le cèdre et le pin pi-  
« (ou pin parasol) sem-  
« à cet égard très  
« Outre une meil-  
« quantité de bois que les  
« habituels, souvent rachiti-  
« et souffreteux, ils dévelop-  
« une ramure qui, si elle es-  
« (par élagage et  
« (claircie), forme un  
« assez dense pour empê-  
« la bruyère de prolifé-  
« On ne a la preuve vivante  
« le massif du mont Ven-  
« réparti en cadres au si-  
« de certains et aussi dans de  
« boisements moins  
« Ainsi, la forêt do-  
« de la Gardiole (Hé-  
« constituée d'arides col-  
« proches de la mer.  
« il y a deux décennies :  
« des pinons victimes du feu  
« 1981 ont repris à 90 %  
« d'Alep, au contraire,  
« tous morts.

Maures et l'Estérel  
résistent au  
autre raison : leur  
protège. Mais cette  
arbre, longue à venir  
décourage les re-  
car elle laisse prospé-  
bruyère et n'empêche  
feu de naître. Le  
a besoin du mou-

et pompiers ont  
commun : le  
de la forêt par des  
cabanes inhabitées une  
de l'année. Beaucoup  
des terrains sur les-  
ils ne peuvent pas  
selon les règles. Ils  
d'un mauvais ca-  
pour « faire les br-  
le dimanche. Barbé-  
cabanes en planche :  
tel pour provoquer et  
le feu en pays médi-  
Quant aux villas en  
ne sont pas toujours  
contre le feu (petites  
votés pleins, citerne  
dégorgement, terrain réguli-  
débroussaillé sur une  
largeur, etc.). D'où la  
des sauveteurs obligés de  
la priorité à des pro-  
vices et mal entretenus  
brûle la forêt.

« pourquoi le Méditerra-  
« met-il pas sa maison  
« protection comme le  
« se protège de la  
« demandé un Hu-  
« question. Lorsque  
« seront conçues et  
« conformément au m-  
« on cessera d'instal-  
« dépôts d'ordures en  
« les pompiers pour  
« couper des arbres. Il ne  
« désespérer forestiers  
« ce sont eux qui  
« le paysage médité-



# Les aventures de la raison dans la pensée et la science contemporaines.

## Descartes ?... des cartes

par Yves Lacoste

**N**OUS continuons la publication des réponses à notre questionnaire sur l'usage de la raison dans la pensée et la science contemporaines.

La critique des grands systèmes d'explication (scientifiques, philosophiques, politiques...), les crises internes traversées par de nombreuses disciplines, l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs du savoir, les références souvent explicites à la subjectivité ou à la métaphysique, les interrogations autour des notions de vérité, de progrès, de preuve, d'expérience, de méthodologie, d'argumentation, de quantification, ont conduit de nombreux chercheurs à remettre en question l'usage classique de la raison dans les recherches contemporaines.

● En quel sens les formes de la rationalité traditionnelle vous semblent-elles remises en cause par les découvertes de notre époque ?

● Pouvez-vous en donner quelques exemples ?

● Comment situeriez-vous votre discipline et vos propres travaux dans ce débat ?

● Parmi les nouvelles approches de la rationalité contemporaine, quelles sont celles qui vous semblent particulièrement fécondes ?

Nous publierons la semaine prochaine d'autres réponses.

CHRISTIAN DESCAMPS  
et FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Le Monde a déjà publié les réponses de Jean-François Lyotard, René Thom, Tzvetan Todorov, Michel Tournier (*Le Monde* aujourd'hui daté 1-2 juillet); Alain Touraine, Fernand Braudel, Gérard Genette, Ilya Prigogine, Serge Labaut, Vincent Descombes (*Le Monde* aujourd'hui daté 8-9 juillet); François Châtelet, Lucien Sève (*Le Monde* aujourd'hui daté 15-16 juillet); Jean-Claude Pecker, Gilbert Durand (*Le Monde* aujourd'hui daté 22-23 juillet); Henri Laborit, Lucien Sève (*Le Monde* aujourd'hui daté 29-30 juillet); Jürgen Habermas (*Le Monde* aujourd'hui daté 5-6 août); Albert Jacquart, Abraham Moles (*Le Monde* aujourd'hui daté 12-13 août); Roger Garaudy, Marc Guillaume, Dan Sperber, André Green (*Le Monde* daté 19-20 août); Jacques Mehler, Jean-René Vernes (*Le Monde* daté 26-27 août).

Les titres sont de la rédaction.

LES « aventures de la raison » ont été évoquées dans ces colonnes par des penseurs qui se sont exprimés à un degré très poussé d'abstraction et par les formules les plus subtiles. Ils traitent en effet des domaines les plus précis et les plus avancés épistémologiquement : les mathématiques, la linguistique, la biologie, etc. Mais je crois qu'à l'inverse il est tout autant nécessaire de se poser les questions de cette grande enquête du *Monde* à propos de ce que d'aucuns appellent, non sans quelque dédain, les « sciences molles », c'est-à-dire l'ensemble des « sciences sociales ». Les thèses de celles-ci, reprises avec plus ou moins de décalage par les médias, sont devenues assez familières à un assez grand nombre de citoyens, du moins à ceux qui cherchent à comprendre ce qui est en train de se passer dans le monde et dans leur pays.

Les problèmes économiques, sociaux, politiques, culturels apparaissent aujourd'hui bien plus compliqués qu'il y a dix ou vingt ans. Les formules « il n'y a qu'à... » sont devenues dérisoires, les déceptions se multiplient et les grands systèmes d'explication plus ou moins manichéens auxquels se référaient les militants font figure aujourd'hui de discours incapables de rendre compte de situations de plus en plus confuses et dangereuses. Le monde semble redevenir absurde; l'inquiétude se propage. Aussi n'est-il pas étonnant que la religion apparaisse de nouveau comme un recours et que, sous des formes diverses, le mysticisme revienne en force, et pas seulement dans les États musulmans.

Il faut cependant « raison garder » et se demander sérieusement pourquoi nous ne comprenons plus l'évolution du monde; ce qui ne veut pas dire que nous étions plus clairvoyant auparavant, mais nous nous en rendions moins compte. Aujourd'hui les modèles d'explication, auxquels nous nous référons, sont contredits par des faits que nous ne pouvons plus continuer de négliger. Ces modèles avaient l'avantage, mais aussi et surtout l'inconvénient, d'être relativement simples, de privilégier une catégorie de phé-



mènes, d'analyser pour l'essentiel une seule chaîne de causalité et de fournir un seul type d'explication; la « réalité », ainsi réduite, apparaissait relativement simple et facile à expliquer.

S'il est un vaste domaine de réflexions et de discours à propos duquel il faut s'interroger sur les aventures et les mésaventures de la raison, c'est bien celui où il est principale question de la bourgeoisie, du prolétariat, du capitalisme, de l'impérialisme, etc. Certes les thèses du « matérialisme historique » ont été une étape fondamentale dans l'analyse des facteurs d'évolution des sociétés, celles-ci étant envisagées sur les temps longs et en faisant abstraction de leurs particularités géopolitiques et culturelles. On ne saurait évidemment expliquer les tendances à long terme de l'évolution économique et sociale sans prendre en compte le dévelop-

pement des moyens de production et les contradictions des rapports de production. Mais on en est venu, et pas seulement chez les marxistes, à considérer l'économie comme l'instance fondamentale, comme l'« infrastructure » qui détermine tout le reste et à sous-estimer, par esprit de système, tout ce qui dans la société relève d'autres instances, celles du politique, du culturel, comme s'il ne s'agissait que d'effets seconds ou de vagues « superstructures ».

Cette façon de raisonner a eu, et a encore, de très graves conséquences. Ainsi, par exemple, c'est parce qu'on a accordé une importance primordiale à la transformation radicale des rapports de production dans les États communistes que l'on a, hors de ces pays, si longtemps minimisé certaines contradictions du « système socialiste », telles que le développement de

la « nomenklatura », le système du goulag et la suppression des libertés dites « bourgeoises ». Il est aujourd'hui évident que l'abolition de la propriété privée des moyens de production ne règle pas, loin de là, tous les problèmes d'une société et ceux-ci apparaissent beaucoup plus compliqués qu'on a voulu le croire.

Certes aujourd'hui l'« économisme », qui proclamait le primat de l'économie, a du plomb dans l'aile. Encore faut-il qu'il ne soit pas remplacé par tel ou tel « culturalisme » prônant la prépondérance de l'idéologie ou de la religion. Il importe de se convaincre, au départ de toute réflexion sur le monde et la société, que les choses sont compliquées et que chacune des diverses sciences ne peut appréhender qu'un pan, qu'un aspect de la réalité. Aux explications simples, linéaires, même quand elles se disent « dialectiques », qui ne prennent en considération pour l'essentiel qu'une seule catégorie de phénomènes, jugés « déterminants », il faut préférer des analyses plus complexes qui cherchent à montrer l'enchevêtrement de différentes catégories de phénomènes, de différentes chaînes de causalité. Evidemment les amateurs de slogans et les rédacteurs de catéchismes n'y trouveront pas leur compte. Comme le disait Gaston Bachelard, dans le *Rationalisme appliqué* (on célèbre avec trop de discrétion le centième anniversaire de sa naissance), « l'explication scientifique ne consiste pas à passer du concret au théorique simple, mais à passer du concret au complexe intelligible ». A chaque discipline de s'inspirer d'un tel précepte.

L'interdisciplinarité est aujourd'hui le thème autour duquel s'établit le consensus de la communauté scientifique, malgré la rivalité des corporations. Dans le secteur des sciences sociales, l'interdisciplinarité est considérée comme la condition d'une appréhension globale des problèmes de la société. Encore faut-il qu'on puisse se référer à une représentation du monde suffisamment précise et différenciée, car chaque phénomène qu'il importe de prendre en compte doit être envisagé non

seulement dans le temps, dans l'évolution historique, mais aussi dans l'espace, dans ses configurations géographiques. D'où le jeu de mots quelque peu sibyllin qui sert de titre à ces propos. En effet, je pense que le développement du savoir *penser l'espace*, savoir penser l'espace terrestre dans sa complexité, est un des moyens les plus efficaces d'appréhender méthodiquement une large portion de la réalité et de commencer à démêler l'enchevêtrement de différentes catégories de phénomènes (ceux du moins qui ne relèvent pas d'une observation microscopique), qu'ils soient « naturels » (géologiques, climatiques, écologiques, etc.) ou « humains » (économiques, sociaux, démographiques, politiques, culturels). Pour y voir clair, il faut d'abord dresser la carte de chacun d'eux, car chacun doit être considéré comme un ensemble spatial particulier.

Depuis quelque temps le terme d'espace est fort à la mode, mais c'est surtout le prétexte d'allégories diverses et floues; elles sont cependant révélatrices de l'importance nouvelle des problèmes spatiaux. Savoir penser l'espace implique une analyse beaucoup plus méthodique et rigoureuse. Il s'agit non seulement d'examiner les complexes intersections que forment les multiples ensembles spatiaux du même ordre de grandeur, mais aussi d'envisager les articulations des différents niveaux d'analyse spatiale, depuis le local jusqu'au planétaire. Savoir penser l'espace pour agir plus efficacement, pour mieux comprendre le monde où nous vivons.

Le savoir qu'est la géographie est resté longtemps bloqué, pour des raisons fort complexes, dans une sorte de torpeur épistémologique qui l'a confiné dans un discours banal, énumération de régions ou de nomenclatures. Aujourd'hui la géographie participe de nouveau aux aventures de la raison.

● Géographe. Professeur à l'université Paris-VIII. Directeur d'Hérodote, revue de géographie et géopolitique. Auteur notamment de *Unité et diversité du tiers-monde*, *La Géographie se sert d'abord à faire la guerre* (Maspero), *Géographie du sous-développement* (PUF).

## Le mythe et le désir

par Paul-Henry Chombart de Lauwe

**S**'IL est un domaine de la recherche où la rationalité traditionnelle est souvent remise en question, c'est bien celui des sciences humaines. Pourtant, la critique du rationalisme ne supprime pas la quête de nouvelles formes de rationalité. Les constantes remises en question dans les sciences de la vie et les sciences physiques sont un élément de réflexion fructueux pour les chercheurs des sciences humaines. Je pense en particulier à Prigogine, qui a déjà répondu au questionnaire. Il est sans doute superflu de revenir ici sur les critiques qui ont été portées contre les recherches réduisant la démonstration au quantitatif, ou au contraire contre les recherches voulant à tout prix s'évader définitivement de toute rationalité. Mais deux questions restent au premier plan des interrogations sur les sciences humaines.

D'une part, les sciences humaines s'intéressent au désir, qui par définition échappe à la raison. D'autre part, une des différences entre les sciences humaines et les autres sciences est que les observateurs sont également acteurs et

qu'une totale et froide objectivité est simplement impossible, et risque de laisser échapper l'essentiel.

Dans beaucoup de débats aujourd'hui, les anciennes tendances philosophiques du désir et de la raison restent sous-jacentes, sans doute sous des formes nouvelles. Les explosions du désir, comme en mai 68, ou le fanatisme religieux que nous voyons resurgir dans plusieurs points du monde, ne peuvent pas être étudiés seulement dans les cadres de la rationalité traditionnelle. J'ai eu l'occasion de parler des sociétés en proie au désir qui peuvent être asservies par un chef charismatique. Malheureusement, ce sont bien des sociétés vivantes qui peuvent conduire l'humanité à sa ruine. Vouloir les nier comme sociétés n'aboutit à rien.

Si l'étude du désir en tant que tel est impossible, en revanche, le désir peut être saisi à travers la représentation du désir. C'est dans ce sens que j'ai insisté sur l'importance de l'étude des aspirations qui justement relient désir et représentation. La représentation étant déjà une

construction rationnelle permet de relier d'une certaine façon le désir et la raison. Il y a là une voie de recherche qui demande beaucoup de rigueur dans le raisonnement, mais qui tient compte en même temps de l'affectif et de l'irrational. Dans ce sens, l'étude des processus psycho-sociaux peut permettre de comprendre certaines questions d'ordre économique et politique qui nous échappent habituellement.

Un autre exemple bien connu des anthropologues est celui du mythe. Qu'il s'agisse d'un mythe des origines ou d'un mythe du futur, les éléments sont disposés dans un ordre logique, mais cette logique est différente de celle du monde intellectuel d'aujourd'hui. Or nous continuons à construire des mythes ou, à tout le moins, à mythifier des faits de la vie quotidienne, en rationalisant dans une autre logique des pulsions affectives. Analyser rationnellement ces processus demande des démarches appropriées.

La deuxième particularité des sciences humaines tient donc au fait que les observateurs, les chercheurs, font partie eux-mêmes de

l'humanité qu'ils observent. Il y a donc deux aspects dans le travail du chercheur. D'une part, il étudie avec des données quantitatives ou qualitatives des phénomènes, des processus dans le domaine de l'économie ou de la démographie... Ici le traitement des données peut se faire avec une démarche rationnelle relativement classique. D'autre part, le chercheur veut comprendre quelles sont les motivations des acteurs, quels sont les mouvements qui se produisent à l'intérieur des groupes, quelles sont les tensions qui se manifestent dans les rapports sociaux... Dans ce cas, tout ne peut pas être observé de l'extérieur; un certain nombre de processus ne peuvent être compris qu'en entrant directement dans le groupe qui est l'objet de l'étude. D'où l'importance de recherches qui ne portent plus sur des phénomènes, mais qui sont faites avec des acteurs.

Tous les débats qui ont eu lieu au sujet des rapports entre les intellectuels et les ouvriers se rapportent à cette question. Même en travaillant pendant un certain temps en usine, le chercheur ne comprendra pas les

démarches effectives et intellectuelles des ouvriers s'il ne se met pas entièrement à leur écoute. Pourtant, la présence des chercheurs est aussi indispensable aux ouvriers parce qu'elle leur permet de se voir eux-mêmes reflétés par le chercheur qui vient travailler avec eux. Il est possible alors de sortir des tentations ouvriéristes et des études impressionnistes et de construire des instruments de travail adaptés à des situations nouvelles. Il ne s'agit pas de sortir de la rationalité, il s'agit de constater qu'il existe des logiques différentes dans des groupes sociaux ou dans des sociétés différentes. Cette démarche nous conduit à d'autres formes de recherches qui, peut-être, dans un avenir plus ou moins proche, trouveront de nouvelles voies dans une rationalité que nous arrivons encore mal à définir.

Enfin, il a été de bon ton parfois de critiquer la recherche-action. Entendons-nous sur ce point: il ne s'agit pas d'asservir la recherche à l'action, mais, ici encore, il y a des situations dans lesquelles les processus de transformations ne peuvent pas être compris sans que les

chercheurs entrent dans le jeu des acteurs. De plus, la recherche a besoin de s'appuyer sur des expérimentations. Mais les expérimentations en sciences humaines n'ont pas le même caractère que les explorations de laboratoire. Toute expérimentation est liée à une action. Se priver de cette possibilité de vérification d'une hypothèse aboutirait à des impasses sur le plan de la recherche elle-même. Par ailleurs, les chercheurs ne peuvent pas se désintéresser de l'utilisation de leur recherche. Trop souvent, nous avons vu les résultats détournés des intentions des chercheurs et être utilisés uniquement par les plus puissants des acteurs pour agir sur les plus vulnérables. Il importe donc que les chercheurs prennent part à l'action qui suit le travail de recherche qu'ils ont effectué.

● Sociologue. Auteur notamment de *Pour une sociologie des aspirations* (Denoël), *La Culture et le pouvoir* (L'Harmattan), *La fin des villes mythiques* (Calman-Lévy), et divers ouvrages collectifs avec un groupe international: *Transformations sociales et dynamique culturelle* (éd. du CNRS) voir *Le Monde diplomatique*, mars 1984. « Crise économique et cultures soviétiques ».







# Freud, Bouddha de la psychanalyse

Sur les divans chinois...

Après un long ostracisme, la psychanalyse fait son entrée dans les pays communistes. Les témoignages de deux psychanalystes français, invités l'un en Chine, l'autre en URSS.

L'INTERET que les intellectuels chinois portent à la psychanalyse est généralement peu connu en France. Depuis longtemps, pourtant, l'Académie des sciences médicales de Chine souhaitait la venue de psychiatres et de psychanalystes pour faire des conférences et entrer en contact avec des collègues chinois.

En 1980, une douzaine de spécialistes ont répondu à cette demande, de Beijing à Shanghai, de Chongqing à Canton. Lors d'une rencontre professionnelle à l'hôpital psychiatrique de Luoshan près de Chengde, j'ai pu découvrir l'intérêt que nos confrères chinois portent aux écrits de Freud.

L'écrivain Georges Emmanuel Clancier et le docteur Anne Clancier reviennent de l'université de Nankin, où ils ont fait un cycle de conférences sur la littérature et sur la psychanalyse. Bajin, président de l'Association des écrivains de Chine, s'est montré, depuis longtemps, sensible à la nécessité d'échanges culturels avec la France.

Lors d'une allocution à l'Exposition du Livre de la République de Chine (1982), MM. Yao Guang, ambassadeur de Chine en France, et Luo Dagang, professeur à l'université de Beijing, ont mis l'accent sur l'importance des échanges culturels pour la compréhension mutuelle de deux peuples.

De fait, la République populaire de Chine est l'un des rares pays en voie de développement où les écrits de Freud sont véritablement « en travail ».

Freud est lu et traduit en Chine. Ses écrits les plus connus sont l'« *Interprétation des rêves* », « *Psychopathologie de la vie quotidienne* », « *Toiem et tabou* », « *Trois essais sur la théorie de la sexualité* », « *Introduction à la psychanalyse* », « *Médecine et psychanalyse* », etc.

La *jin shen fen xi fa* (prononcer tsinchenfenchifa) est, à

proprement parler, la méthode *fen xi* permettant l'analyse *fen xi* des phénomènes psychiques *jin shen*. Notons que les idéogrammes *jin shen* sont communs à la définition de la névrose *jin shen shong* et de la psychose *jing shen ping*.

La couverture de la traduction de la *Science des rêves* représente deux tigre surgissant d'une gueule de poisson pour bondir sur le corps d'une femme nue. En sous-titre : « L'ouvrage qui a ébranlé l'histoire humaine ».

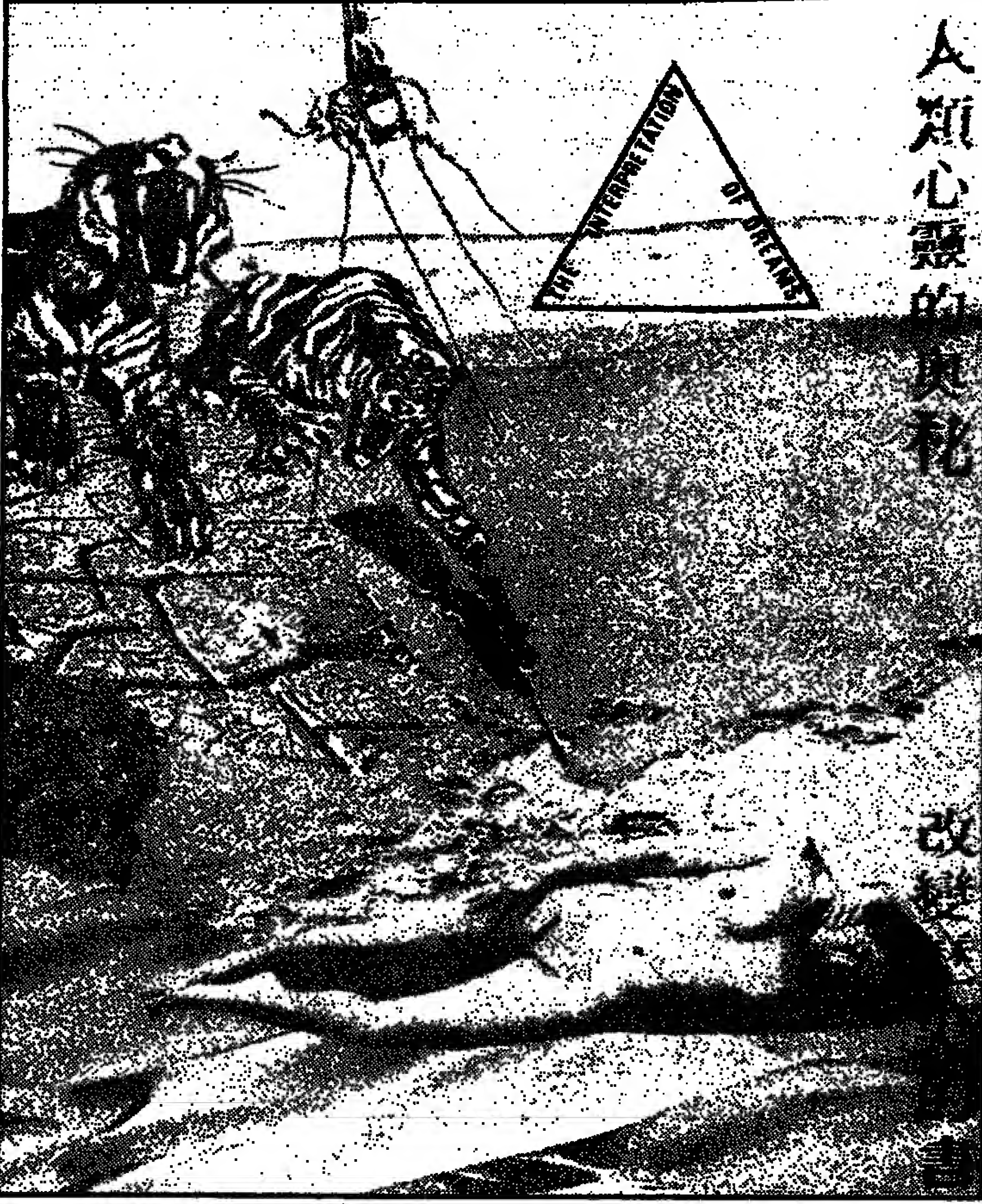
Dans un article de la revue *Lire (Du Shu)*, Qiu Long expose la théorie freudienne de l'inconscient. Cet article, intitulé « Xinli fenxi xuepai shi tan » (n° 8, 1981), est une présentation des principaux concepts de psychanalyse.

Gao Xuanyang a publié en 1981 une *Introduction aux écrits psychanalytiques de Freud*, intitulée *Fuluoyide jingshen fenxi xuegailun*, ouvrage accessible et fidèle, exposant la théorie des lapsus, actes manqués, la première et la deuxième topique, etc., et servant de références aux chercheurs. Notons aussi qu'on peut trouver, par exemple, l'*Ane* (magazine freudien) ou les *Écrits* de Lacan, en français, dans certaines librairies étrangères de grandes villes universitaires comme Nankin, Shanghai, Pékin... Les départements de français et les sections de sciences humaines sont les plus « demandeurs ». Car la psychanalyse n'entre pas, actuellement, dans le cursus de formation médicale. D'ailleurs, l'intérêt pour la psychanalyse ne va pas sans réticences, un peu comme en France à ses débuts, à l'époque d'André Breton.

Il est vrai que la psychiatrie est une discipline assez jeune en Chine. Le premier Congrès national de psychiatrie, organisé par le ministère de la santé, eut lieu en 1958. Ce n'est que depuis 1980 qu'une trentaine de spécialistes travaillent pour l'Organisation mondiale de la santé.

Les neuropsychiatres chinois sont groupés en une association dont l'actuel président est le professeur Dr. Shia Sen-Ji.

Traduire Freud, le lire, c'est le titiller, chinoiser la textualité



Collage réalisé d'après la couverture de « L'Interprétation des rêves », traduit en chinois.

de ses écrits en usant des caractères de la langue chinoise. Il n'y a pas, en effet, de correspondance linéaire entre le caractère et le mot. Chaque caractère monosyllabique n'est qu'un élément structurant du mot. La textualité des écrits de Freud est nécessairement imagée, donc interprétée. L'inconscient, ainsi qu'en témoigne l'illustration de la *Science des*

*rêves*, est conçu comme désir dévorant, sauvage et puissant.

Le « ça », par exemple, se dit *juan-wo*, c'est-à-dire le moi originel enfoui. Le « moi » se dit *zi-wo* (moi-même) et le « sur-moi » *cao-wo* (l'au-delà du moi). (Prononcer respectivement ouen-ouo, tse-ouo et tsaou-ouo). Les idéogrammes traduisant les concepts de transfert, de refoulement,

d'identification, de pulsion, de fantasme, constituent des figures iconiques ouvertes sur plusieurs dimensions.

Saisir l'importance des traductions de Freud en chinois suppose que l'on ait présentes à l'esprit les capacités spécifiques du système d'écriture qui transmet le message freudien. Notons aussi que la plupart des ouvrages de Freud ont été tra-

duits avant l'arrivée au pouvoir de Mao.

Dès 1933, Lu Xun, auteur du *Journal d'un fou*, évoque significativement les notions de transfert inconscient dans un article intitulé « Pour oublier ». Il note, à propos de l'écrivain Jou Shih et de son amie M<sup>lle</sup> Feng Jian : « Je pensais que la réponse catégorique de Jou Shih à mes propos de paresseux avait ouvert une plaie en moi et que j'avais peut-être transféré inconsciemment mon ressentiment pour elle. » (Traduction Françoise Paro, 1972.)

En 1916, Freud, de son côté, consacrait un long passage au fonctionnement de la langue chinoise dans son *Introduction à la Psychanalyse*, illustrant la surdétermination du sens d'un signe.

Le nom de Freud est traduit en chinois par quatre idéogrammes :

FU LUO YI DE

Le son FU renvoie au nom de Bouddha ;

LUO est celui de la déesse de l'Amour, à laquelle Mao fait allusion dans un poème intitulé *La Nage* (juin 1956) ;

YI est un signifiant de la Féminité ;

DE est celui de la Vertu.

La République populaire de Chine doit, en premier lieu, faire face aux affections et aux maladies de grande morbidité. La pratique psychanalytique ne répond actuellement à aucun des besoins urgents du pays. On s'attache à construire des dispensaires, des hôpitaux, des services d'urgence, et l'on forme en priorité des chirurgiens, des généralistes, des gynécologues...

La santé mentale nécessite des techniques rapidement transmissibles et efficaces à court terme. L'hygiène publique reste une incontestable priorité.

Mais les lettrés et les chercheurs chinois se montrent de plus en plus intéressés par la psychanalyse, justifiant en cela leur proverbe populaire : *Quand la flèche est sur l'arc, il ne reste qu'à la décocher.*

CLAUDE LORIN.

Psychanalyste, Auteur de *L'Inchère* (Grasset 1984).

## Sigmund chez Karl

Un spécialiste occidental peut s'exprimer dans une conférence officielle.

LE 27 juin dernier, à l'université de Moscou, plus précisément à la section d'histoire de la philosophie à l'étranger, j'ai prononcé une conférence sur la psychanalyse, la relation et le transfert. Le public était composé d'enseignants et d'étudiants. Public attentif qui, lorsque j'eus terminé mon exposé, me pressa de questions pendant près de deux heures...

Deux jours plus tard, dans une réunion du Collège international de l'activité nerveuse supérieure (d'inspiration pavlovienne), je faisais une communication sur les états de conscience modifiés. Ici, l'assistance était formée principalement de physiologistes et de psychopathologistes. En raison du programme, mon intervention fut, cette fois, de courte durée. Mais c'est ensuite dans les « couloirs » que je fus entouré par un grand nombre de mes auditeurs, qui, avec cette chaleur de communication dont les Russes possèdent le secret, me posèrent eux aussi des questions sur la psychanalyse et ses courants actuels. Les mêmes, à peu près, qui m'avaient été posées un mois plus tôt à la conférence que j'avais faite devant ce haut lieu idéologique qu'est l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences de l'URSS.

Je crois pouvoir dire que, pour la première fois, un conférencier venu de l'Occident a pu ouvertement parler de Freud et de la psychanalyse dans les lieux les plus

officiels de la pensée soviétique. Pour la première fois, du moins, depuis une cinquantaine d'années. Entre-temps, on le sait, la psychanalyse a été proscrite comme une « idéologie au service de l'impérialisme » et Freud traité de « bourgeois réactionnaire ». Changement radical, mais qui ne s'est pas opéré en un jour. Etant de ceux qui ont toujours voulu maintenir le dialogue entre chercheurs soviétiques et occidentaux dans mon domaine, j'ai observé une certaine évolution à partir des années 60. Mais le jalon décisif a été le symposium Est-Ouest de Tbilissi, tenu en 1979 sur « La nature, les fonctions, les méthodes d'étude de l'inconscient ». La notion d'inconscient s'est trouvée alors officiellement réhabilitée et Freud reconnu comme un grand penseur, comparé même, par certains philosophes soviétiques, à Descartes ou à Copernic (1).

Je sais, pour y avoir participé, combien la préparation de ce symposium, qui a duré quatre ans, a été semée d'obstacles. A l'Est, une « vieille garde » restait figée sur les positions anciennes. A l'Ouest, on se heurta à des refus, à des hésitations. Certains de ceux qui avaient accepté d'aller à Tbilissi montrèrent, sur place, qu'ils n'étaient pas vraiment acquis au dialogue. Je pense à ces lacanien gauchistes qui, sans aucunement tenir compte de l'enjeu d'une telle rencontre, entendirent donner des le-

çons de révolution (comme dit quelque part Roussant des psychanalystes : « Quel besoin de se donner des airs de révolutionnaires en pau de lapin ! »). Jugant cette attitude après coup, Catherine Clémence a pu écrire : « Trois ans après, la moutarde me monte au nez. » Elle s'est rendu compte, en effet, qu'en prenant le congrès pour une tribune de protestation, on ne pouvait qu'aggraver la situation à laquelle on prétendait remédier. « On voulait casser les seuls liens encore libres ? », demande-t-elle.

Par bonheur, rien n'a été « cassé », et les liens noués à Tbilissi n'ont fait que se renforcer (comme en témoigne le *Dialogue franco-soviétique sur la psychanalyse* (2) qui vient d'être publié). Mais pour mesurer l'évolution qui s'est opérée chez les chercheurs soviétiques, rien ne vaut un séjour comme celui que je viens de faire, avec tous les contacts personnels qu'il m'a permis d'établir. Pour résumer l'impression que m'ont faite mes interlocuteurs, je parlerai de leur ouverture d'esprit. Il n'y a plus de noms tabous, on cite couramment Freud, mais aussi Jung, Adler, Melanie Klein, Sullivan, Lacan (ce dernier est surtout connu des philosophes, qui s'intéressent également beaucoup à Lévi-Strauss, Foucault, Derrida). Alors que pendant longtemps les œuvres de Freud étaient introuvables en librairie, on va publier incessamment ses *Conférences*

d'introduction à la psychanalyse (1916-1917) et ses *Nouvelles conférences* (1932). Notons au passage que les premières avaient paru en Union soviétique en 1922...

Certes, il existe toujours des opposants systématiques à la psychanalyse. On les trouve surtout, comme d'ailleurs en France, parmi les psychiatres d'orientation organiciste (psychopharmacologie et génétique). Quant aux psychothérapies, la seule méthode codifiée est la « psychothérapie pathogénétique des névroses » enseignée à Leningrad. Elle consiste en une sorte de per-laboration menant à la prise de conscience des conflits actuels, avec, parfois, quelques renvois au passé, mais sans référence à la sexualité infantile. On n'utilise pas la notion de transfert, mais on insiste beaucoup sur le « rapport », c'est-à-dire la relation affective médecin-malade.

Les autres psychothérapeutes, qui attachent tous la même importance au « rapport », se montrent très éclectiques dans leurs méthodes. Quelques-uns n'hésitent pas à recourir à des notions empruntées à la psychanalyse, telles que la sexualité infantile, le transfert, et même l'Œdipe. Cela dit, dans l'état actuel des choses, la psychanalyse n'est pas institutionnalisée : entendons par là qu'elle n'est pas enseignée ni contrôlée par des associations de

pratiquants. On pourrait dire qu'elle représente, pour beaucoup de Soviétiques, une direction de recherches par laquelle ils espèrent être amenés à en savoir plus sur le fonctionnement de l'esprit. Pendant longtemps, sur ce point, le pavlovisme était réputé avoir répondu à tout ; mais ce stade est aujourd'hui bien dépassé, et le pluralisme a succédé au monothisme doctrinal. On admet qu'il y a une grande part d'inconnu dans la vie psychique, et l'on ne craint pas d'emprunter toutes les voies qui pourraient la réduire. C'est à ce titre que la traduction de mon livre *Le Non-savoir des psy*, qui insiste sur les limites actuelles de notre connaissance de la psyché, a rencontré un accueil très favorable (25 000 exemplaires vendus en deux jours).

Peut-on imaginer, à partir de ces quelques indications, quel sera l'avenir de la psychanalyse en Union soviétique ? Il est un peu tôt pour répondre. Ce qui paraît peu probable, en tout cas, c'est que se constituent dans ce pays des sociétés de psychanalyse demandant leur affiliation à l'Internationale. Ce qui, soit dit en passant, n'est peut-être pas un grand malheur, si l'on considère le rôle très discuté joué par l'édite Internationale. Faut-il rappeler ce qu'a écrit à ce sujet Serge Videman, membre éminent de la Société psychanalytique de Paris : « Les sociétés psychanalytiques jouent un rôle néfaste, empêtrées

dans le conformisme d'une pensée qui renchérit sa naissance et, ne sachant plus développer les têtes, développe les institutions. »

D'autre part, on peut se demander comment seront formés les premiers analystes dans un pays qui ne possède pas — ou ne possède plus — de formateurs. On ne peut pas exclure qu'ils le soient par des didacticiens étrangers, mais cette perspective ne paraît pas être pour demain. On peut envisager que les psychothérapeutes soviétiques, si la course des choses dont nous avons été témoins se confirme, pratiqueront une sorte de psychanalyse « sauvage », échappant aux normes, mais aussi aux contraintes de la psychanalyse officielle, et par là, peut-être, plus inventive. C'est à peu près la situation où se trouvaient les premiers analystes, puisque l'analyse didactique ne date que de 1922. Et ne peut-on pas penser que la science de l'inconscient est capable de faire bien des progrès au pays de Dostoïevski ?

LÉON CHERTOK.

(1) Pour plus de détails sur le symposium de Tbilissi, on pourra se reporter à mon article : *Évolution psychiatrique* (janvier-mars 1981).

(2) Privat, 1984 (voir *Le Monde* du 27 avril 1984).

Psychiatre, psychanalyste. Directeur d'enseignement clinique à la faculté de médecine Lariboisière-Saint-Louis.

سكزا من الاصل



# Illustres sauvages : les peuples qui ont nourri l'imaginaire de l'Occident.

## Le Moi est haïssable

An Vietnam, les Tartarins du coin n'avaient rien compris.

Après les aborigènes d'Australie, présentés dans le Monde Aujourd'hui daté 8-9 juillet, les Esquimaux (15-16 juillet), les Hurons (22-23 juillet), les Polynésiens (29-30 juillet), les Tarahumaras (5-6 août), les Zoulous (12-13 août), les Tziganes (19-20 août), les Urus (26-27 août), voici les Moïs.

« Il est impossible de rendre l'expression du regard du Moi ; on y trouve, en même temps que la crainte, la cruauté, la sournoiserie et je ne sais quoi de hagard qui trouble : c'est celui d'un fauve vaincu » (1).

Admirez la chute de la phrase ! J'avais cru tout d'abord lire un autoportrait de M. Céloron de Blainville, terrassé par une crise de palu et saisi de frayeur en passant devant un miroir sur le chemin des toilettes. Mais il y avait ce « fauve vaincu », qui sonne bien, avouons-le. Cependant, on peut alors se demander si ce voyageur à la plume élégante a jamais osé plonger son regard dans celui d'un « fauve vaincu », ne serait-ce qu'au Jardin des plantes.

Notre auteur se pique également d'un sens psychologique profond : « Leurs croyances et leurs superstitions sont simples comme eux-mêmes et en rapport avec leurs mœurs et leurs coutumes. C'est pourquoi les missionnaires catholiques ne pourront jamais en faire des chrétiens, car il serait impossible de faire comprendre à des cerveaux inférieurs la morale élevée et le dogme compliqué de la religion catholique. » On trouvera ce texte admirable de sympathique compréhension pour autrui dans le tome LIII de la Revue de géographie (1903).

Vous me ferez sans doute remarquer qu'on a affaire là à l'opinion toute personnelle d'un paranoïaque, un peu mythomane, ou encore un petit malin qui a trouvé un moyen d'attirer l'attention sur lui-même en crachant sur les autres.

Vous vous trompez, car de telles caricatures grand-guignolesques n'étaient nullement isolées. Bien au contraire, il s'agit d'un cliché largement répandu à l'époque où écrivait Céloron de Blainville. La société coloniale s'en délectait, d'autant plus qu'elle ignorait à peu près tout de l'arrière-pays.

Et puis, ajoutez-vous, qui lit encore Céloron de Blainville ? Or vous trouverez bien pis un quart de siècle plus tard, alors qu'un certain nombre d'études sérieuses ont paru entre-temps sur les « montagnards », et cela sous la plume de l'un de nos plus célèbres écrivains modernes dans un ouvrage plusieurs fois réédité en édition de poche :

« Vous connaissez des gens qui ont vécu chez les Jarai ? - Moi : huit heures. - C'est court, répondit Claude en souriant. - Perken sortit de sa poche sa main gauche et la mit sous les yeux de Claude, les doigts écartés : chacun des trois plus grands était creusé d'un sillon profond, en spirale, comme un tire-bouchon. - Avec les mèches, c'est assés long. » (La Voie royale, p. 13.)

Huit heures chez les Jarai et subir un tel supplice ! On en reste pantois... Des inventions aussi cruelles se rencontrent seulement dans les civilisations hautement raffinées capables de produire ces supplices chinois ou ceux de l'Inquisition - et, plus récemment, de belles institutions telles que Gestapo, Guépéou, Kempéfal... La liste n'est pas limitative... hélas ! Mais les Jarai ! Où en sont les Stiengs traitant Grabot à la

manière des tortionnaires de Justine !

Où le jeune Malraux a-t-il pu pêcher de tels exploits ? Tout simplement dans les cafés à la mode de la société saïgonnaise. Il lui suffisait d'y écouter les inventions des Tartarins du coin : une partie de chasse un peu à l'écart de la piste et la rencontre de quelques Moïs, cela vous transforme en explorateur et vous donne le droit de débâter sur ces pauvres sauvages (tel est le sens du mot vietnamien dont on a fait un ethnonyme). Pensez donc, des types qui « se baladent à poil » ! Or nos prétendus fins observateurs n'ont même pas remarqué la qualité du tissage de l'un des plus beaux qui soient au monde - des jupes des femmes ou des ceintures-tabliers des hommes (de simples « retrousses-couilles ») pour nos « aventuriers ». Ni les précautions qu'ils prennent pour cacher leur sexe quand ils se baignent. Vous n'imaginez pas l'effarement scandalisé des Mnonng Gar devant un visiteur européen se déshabillant intégralement sans abriter discrètement la main l'instrument de sa fierté virile. A cette époque - dans les années 40, - il n'aurait jamais osé se dévêtir complètement sur une plage européenne où au cap Saint-Jacques, car il risquait de se faire arrêter pour attentat à la pudeur. Il l'a fait pourtant à l'aiguade du village.

Les Blancs constituaient dans les rares villes de petits groupes qui se renouelaient peu. Ils y menaient une vie dont la routine et l'atmosphère ont été comparées par Gauguin, à propos de Papeete, à celles d'une sous-préfecture « à exagération coloniale ». Tous les quatre ou cinq ans, des congés de quelques mois venaient interrompre la monotonie de ce train-train se dévidant inexorablement dans la moiteur tropicale. Pour quelles raisons avaient-ils choisi une telle vie, et s'y accrochaient-ils ? L'exotisme ? Ceux-là parlaient en brousse, mais certains d'entre eux, à l'imaginaire encombrant, n'avaient pas osé sauter le pas et restaient accrochés à la ville. En fait, il s'agissait surtout de « faire de la piastre » grâce aux primes à l'expatriation élevées accordées aux fonctionnaires civils et militaires, et grâce aux solides protections douanières qui permettaient aux commerçants de réaliser facilement et assez vite de bonnes affaires. Autre motivation : les privilèges détenus par le groupe conquérant, et notamment celui de recevoir dès son arrivée une position de petit chef ayant automatiquement pouvoir sur un nombre plus ou moins grand d'« indigènes ». Le petit nombre de ces Blancs citadins donnait ainsi à chacun la satisfaction d'appartenir à une élite dominante, à juste titre prétendaient-ils, une grouillante population qu'ils considéraient relèver d'une « race » inférieure, ce qui, évidemment, confirmait à leurs yeux la légitimité de leur pouvoir. Bref, ils offraient une bonne illustration à cette pensée de Pascal : « Le moi est haïssable... Il est injuste en soi, en ce qu'il se fait centre de tout ; il est incommode aux autres ; en ce qu'il les veut asservir ; car chaque moi est l'ennemi et voudrait être le tyran de tous les autres. »

Cependant, c'est dans ce milieu colonial que j'ai rencontré quelques-uns des hommes les plus cultivés et des personnalités les plus fortes qu'il m'ait été donné de connaître. Mais ni les uns ni les autres ne cherchaient à « se faire mousser » par quelque démarche mythomane dans les lieux où se regroupaient leurs compatriotes. Les uns préféraient vi-

vre en brousse, les autres, contraints à la vie citadine, ne se décourageaient que lorsque, par mégarde, on avait lâché le nom d'un contemporain qu'ils admiraient. Deux traits les distinguaient du tout-venant : la discrétion en public sur eux-mêmes et l'enthousiasme pour le pays et ses habitants.

Retourmons dans ces cafés saïgonnais - du simple troquet au bar, selon le milieu métropolitain d'origine, - hauts lieux des retrouvailles quotidiennes à l'heure de l'apéritif : celui qui pouvait y rompre la monotonie de cette vie tropicalo-urbaine engluée dans ses vieilles habitudes obtenait sans efforts excessifs une audience complaisamment attentive. Il lui suffisait de débiter des histoires, vraies ou fausses, peu importe, mais sonnant neuf en utilisant les mêmes thèmes (exploits en tous genres : chasse, guerre, érotisme ; médocrité, et, s'il s'agit de « pacification », cruauté des indigènes « refusant la civilisation », etc.).

Un ethnologue sensibilisé à ce milieu aurait pu en décrire la littérature orale. L'ampleur de la transformation de la réalité et aussi son caractère répétitif lui auraient permis de la comparer à celle des populations dites « primitives » de l'intérieur, mais sans la poésie raffinée qui imprègne cette dernière. Autre différence : le

tels gibiers à plumer, sur les Grands Boulevards, grâce à son beau parler et à son incontestable prestance, soutenus, il est vrai, par une large distribution de médailles et de titres de noblesse dans les « jungles mois ». Ce qui étonne, c'est de dénombrer parmi ses victimes des personnes de prime abord raisonnables, telles que missionnaires (dont un évêque), administrateurs (dont certains de haut rang) et même un financier chinois de Hongkong, dont il a su tirer des fonds substantiels - ce qui, en soit, constitue un véritable exploit. Tous finirent bien sûr par découvrir qu'ils avaient été roulés, mais, hélas pour eux, toujours un peu trop tard. Son dernier bluff avait d'ailleurs atteint de tels sommets qu'il aboutit à l'effondrement de son pitieux Etat et le conduisit à une mort quasi solitaire (dont on a trois versions) dans une île malaise.

Quoi qu'il en soit, « l'épopée » qu'il avait bâtie autour de son propre personnage s'est transmise oralement par la voie des griots dans les cafés saïgonnais, et, un demi-siècle plus tard, elle arrivait encore à fasciner le jeune Malraux, candidat à l'aventure, fraîchement débarqué dans la Perle de la mer de Chine.

On se reporte à l'éloge de Mayréna qui précède le passage de la Voie royale cité plus

rité envers le jeune compatriote qui débarque en le mettant en garde contre les dangers qui le guettent. Parmi ceux-ci, aux yeux des membres les plus ignorants - qui se trouvent être aussi généralement les plus bavards - du préterraïn, le plus terrible, car le plus sournois avec ses séductions du début, est le milieu indigène. On sert alors en abondance au nouvel arrivant tous les clichés de dénigrement exsudés au cours de décennies de malentendus nés d'un repliement sur soi-même de ce groupe, et les plus stupides inventions ont vite fait d'immerger les observations sensées et les conseils utiles. De ces clichés, Malraux, porté par son goût de l'épique, n'aura retenu que celui de cruauté ; cependant, il faut admettre à sa décharge que, dans les années 20, ce label marquait encore la vision que les coloniaux citadins avaient des Moïs.

En effet, alors que les États des plaines avaient dû accepter la domination étrangère depuis plusieurs décennies, les populations forestières restaient en grande partie insoumises. Osant défendre leur indépendance contre les armées d'acier des porteurs de civilisation, ces « salopards » ne pouvaient que baigner dans la cruauté la plus inhumaine (même si ce n'était pas eux qui brûlaient les villages et en mitraillaient les habitants). On mesurera la

namien, il faut abattre cette forêt, la remplacer par des rizières ou des plantations pérennes (ce qui aboutit parfois à transformer son sol en latérite stérile). Il faut aussi « civiliser » les habitants, c'est-à-dire en faire une pâle copie conforme de soi-même ; au besoin par des méthodes expéditives (celles qui, par exemple, au temps du président Ngo Dinh Diem, m'ont suggéré le concept d'ethnocide). Les idéologies des peuples dominants peuvent changer, aucune d'elles n'accepte les différences culturelles marquées. Certes, les attitudes varient de l'une à l'autre. Certaines, par exemple, supportent que des groupes entiers conservent leur autonomie lorsque cela peut servir à la lutte, mais seulement pour le temps du combat. Le pouvoir, une fois solidement établi, conservera à la rigueur quelques traits culturels, mais en les transformant en une sorte de folklore sirupeux accessible à la majorité et à son usage. Pour le reste, il faut se mettre au pas, et pas plus que le christianisme - ou le confucianisme - le marxisme-léninisme n'admet les hérétiques. Or appartenir à une culture différente relève de l'hérésie. Avec des méthodes variables, mais toujours avec la même fermeté et la même bonne conscience, les représentants du pouvoir étatique, quel qu'il soit, n'auront de cesse de les couler dans le moule de la majorité.

En ce qui concerne la société coloniale, l'attitude envers les hommes de la forêt a varié en quelques décennies. En effet, les rapports de forces ont changé : les Vietnamiens ayant choisi la voie révolutionnaire, on a recruté de plus en plus de soldats chez les Moïs, désormais soumis de cruels, ils sont devenus de bons sauvages. D'ailleurs on ne les appelle plus Moïs, mais Montagnards, et les clichés ont été inversés : « naïfs et honnêtes », etc., et on leur reconnaît un certain sens de l'hospitalité.

Mais la distance culturelle est si grande, aggravée de surcroît par l'absence de communication linguistique, que le portrait de celui qu'on ne cherche pas à comprendre peut à nouveau, pour les besoins de la cause, virer au Caliban sanguinaire : voyez les gardes du corps du Kurtz retransposé par Coppola dans *Apocalypse now*. Même vision sadique et même ignorance d'autrui chez ce Kurtz-là que chez Perken. Sous prétexte qu'il ne sait rien d'eux, l'auteur, qui a besoin d'un miroir déformant, se permet de leur attribuer ses propres fantasmes les plus morbides. « Je est un autre. » Ou plutôt l'Autre, le plus distant culturellement de moi, me permettra de lui faire prendre en charge tout ce que « je » renferme d'inavouable, « je » devient ce Moï-là, dans ce que le moi a de plus haïssable.

GEORGES CONDOMINAS. Directeur d'études à FEHES, il a fondé le Centre de documentation et de recherches sur l'Asie du Sud-Est. Il a notamment publié *Nous avons mangé la forêt*, Mémoires de France (1957), *L'exotisme est quotidien*, « Terre humaine », Pion (1965), et *L'espace social*. A propos de l'Asie du Sud-Est, Flammarion (1980).

(1) Pour apprécier le rendu de ce sinistre portrait, il suffit de le comparer aux admirables photographies prises par Jean Bouhassier en pays Maï.

(2) Quarante ans plus tard, Mayréna continuera à fasciner Malraux, devenu auteur célèbre et ministre couvert d'honneurs : il semble qu'entre-temps il ait eu connaissance des ouvrages consacrés à son héros. Car, pour éviter de parler directement de lui tout en maintenant la légende et même en l'amplifiant, sans toutefois paraître l'endosser, il fait intervenir Clappique et son projet de scénario sur « le Roi des Sédangues », une tribu dans laquelle Mayréna n'avait guère osé se risquer. A croire que si Malraux avait vécu à l'époque du faux baron, il aurait figuré dans la liste de ses victimes.



héros de ces mythes naissants était presque toujours le mythomane lui-même, surtout s'il possédait une certaine faconde et des dons de comédien. D'ailleurs, l'auditoire ne se montrait guère exigeant, faute d'éléments de comparaison : les troupes professionnelles ne se risquaient sur ces rivages lointains que lorsque leurs tournées métropolitaines accumulaient les foudres.

Marie-Charles David, dit « de » Mayréna, représente l'exemple le plus achevé de ces créateurs de leur propre légende : contrairement à celle de tant d'autres, la sienne a même réussi à lui survivre. Comment cet ancien militaire, devenu après la guerre de 1870 petit banquier parisien, contraint de fuir la rue de Châteaudun à la suite d'une escroquerie, parvint-il à circonvenir autant de gens et pendant si longtemps ? Bien mieux, leur soutien devint massif lorsqu'il créa ce qu'il baptisa pompeusement un royaume à la tête duquel il se couronna lui-même « Marie J., roi des Sédangs ». Je ne tiens aucun compte ici de ces gogos fortunés qu'il leva,

haut - par ailleurs tout aussi effarant que ce dernier avec, pour point culminant, un prétendu combat au sabre de notre héros contre deux chefs sédangs ! (2). Perken y dévoile la source de son inspiration et sa méconnaissance notoire de la forêt et de ses habitants.

Découvrir ce livre après avoir vécu dans un village mnonng, alors qu'on appartient à la génération qui a été la plus profondément marquée par la Condition humaine, provoque un de ces chocs... Non pour la crédibilité ébahie envers la fable Mayréna, ni pour le côté matamore qui s'y étale, mais pour cet exotisme caliban qui l'imprègne du début à la fin. Quelle déception de voir un écrivain de cette envergure produire sans aucun esprit critique toutes les sottises secrétées par ce que j'ai appelé le « préterraïn », cette société coloniale par ailleurs hospitalière, dans laquelle le jeune ethnologue devait, par la force des choses, séjourner un minimum de temps avant de se rendre sur son terrain. Certes, il s'agit au départ de témoigner sa solida-

puissance de tels clichés en rappelant les positions politiques affichées alors par le jeune romancier.

Cette hostilité hargneuse envers les paysans de la forêt n'était nullement le fait de seuls Occidentaux. Ceux-ci s'étaient contentés d'endosser la vision négative que les gens des plaines en avaient. La forêt que l'on « mange » sans la détruire et qui fournit à ceux qui y vivent gibier et légumes, plantes médicinales, matériaux de construction et d'artisanat, passait aux yeux des riziiculteurs pour un monde foncièrement hostile, peuplé de fauves féroces, d'esprits maléfiques donneurs de maladies ; et les Moïs, croyaient-ils, ne pouvaient s'y rebrancher que parce qu'ils étaient profondément assimilés au mal environnant ; pour beaucoup, d'ailleurs, ils restaient plus proches de l'animal que de l'homme. Une peinture d'une pagode de Taiwan représente le rustre compagnon de la déesse, portant un filet contenant, entre autres pièces de gibier, un aborigène.

Comme pour le Chinois - ou l'Occidental, - pour le Viet-

l'arrivée au pouvoir  
1933, Lu Xun, auteur  
d'un fou, évoque  
les notions de  
inconscient dans un  
intitulé « Pour ou  
note, à propos de  
Shih et de son  
Feig Jian : Je per-  
réponse catégorique  
à mes propos de  
avait ouvert une  
moi et que j'avais  
transféré inconsiem-  
ressentiment pour  
Traduction Française  
1972)  
1916, Freud, de son côté  
un long passage au  
de la langue  
dans son Introduction  
analyse, illustrant le  
de sens d'un  
de Freud est tradu-  
par quatre idé-  
LUO YI DE  
FU renvoie au nor-  
celui de la déesse  
à laquelle Mao Tse-  
dans un poème intitulé  
(juin 1956)  
signifiant de la Fe-  
de la Vertu  
populaire de  
en premier les  
aux affectifs et en  
de grande morbide-  
psychanalytique  
actuellement à se  
urgents de  
à l'attaché à certains  
des hôpitaux  
d'urgence, et l'ie  
de la péroration des chirurgiens  
des généralistes, des g-  
nécessité  
rapidement  
et efficace  
E. Hygiène publi-  
incantable  
les lettrés et les che-  
se montrent ce  
intéressés par le  
justifiant en cet  
populaire  
la fêche est sur l'arc  
à la découper  
CLAUDE LORR  
Auteur de  
(Garnet 1984)  
d'une per-  
naissance et  
plus développer les  
les institut  
on peut se de-  
seront formés  
analyses dans un  
pas - qui ne  
de formateurs  
pas exerce qu'ils le  
étrange et étrange  
perspective ne  
pour demain. On  
que les psychoté-  
si le cours  
nous avons été  
domine, pratiquent  
de psychanalyse à saur-  
appart aux normes  
sont contraintes de  
officelle, et par là  
inventive. C'est à  
situation où se trou-  
Bismarck analystes  
nécessaire d'admettre  
1922. Et ne peut-on  
la science de l'ir-  
capable de faire  
du pays de Dos-  
LÉON CHERTOK  
plus de détails sur le  
Tolland, on pourra se  
article « L'évolution  
(Journées 1981)  
1984 (voir le Monde  
1984)  
psychanalyse. De  
clinique à la  
Larbioune



# Les nouvelles PME de l'information

De petites entreprises se créent sur le « créneau » des médias.

L'IMMEUBLE est ancien mais le décor est moderne : RS Communication a voulu donner l'image d'une société jeune et dynamique, en pleine expansion, d'une équipe dont la moyenne d'âge se situe entre vingt-cinq et trente ans. Une vingtaine de personnes environ, originaires de la presse, de la publicité ou de l'enseignement, dirigées par un très jeune directeur à l'allure décontractée. Rupert Schmid n'a que vingt-trois ans, le baccalauréat et une année d'économie pour tout bagage, mais il est aujourd'hui à la tête d'une société de presse et de services télématiques pour professionnels créée en 1982, qui devrait réaliser cette année 15 millions de francs de chiffre d'affaires.

Ce profil est désormais classique dans le secteur de la communication, où se créent de nouvelles entreprises de services et de presse. Des structures légères, des investissements limités, c'est généralement ainsi que cela commence, après le jaillissement de l'idée qui vous placera si possible le premier sur le marché.

Ces sociétés débutent souvent avec très peu d'argent. « Monter une entreprise comme ça ne coûte rien, on peut démarrer avec 40 000 F », assure Alain Weill, vingt-trois ans aussi, qui a créé il y a quatre mois une société de conseil en développement des entreprises de communication (WRMC) au capital de 20 000 F, qui prévoit pour cette année un chiffre d'affaires de 100 000 F.

## De l'information vendue cher

Des sociétés qui proposent souvent des magazines ou des « lettres » destinées aux professionnels, généralement de l'audiovisuel. « Nous vendons de l'information, et nous la vendons cher », déclare François de Valence, directeur d'A-Jour, une société d'édition qu'il a fondée en 1979, l'année de l'ouverture du réseau informatique national Transpac. A-Jour réalise aujourd'hui une quinzaine de lettres spécialisées. « Au début, il s'agissait d'informer les grands acteurs : les serveurs, les producteurs, ceux qui font des banques de données ». Pour cela, il crée, en 1979, *Infolecture*, une lettre bimensuelle d'actualité des banques de données, traitant des aspects économiques, juridiques et techniques de ce type de services.

Elle sera suivie d'une série de publications concernant des domaines proches comme le Vidéotex (1981), le câble (1982), l'enseignement assisté par ordinateur (1983). Toutes ces lettres sont généralement doublées d'une version en anglais, aménagée à l'intention des lecteurs étrangers. En 1982, création cette fois d'un magazine - *Vidéotex guide magazine* - toujours destiné aux professionnels, mais sous forme de guide descriptif des services accessibles en France. Enfin, en 1984, sort une version grand public : *Minitel magazine* ; on y trouve des renseignements pratiques et la liste des nouveaux services proposés aux utilisateurs du Minitel.

Ces publications gigognes sont représentatives d'un type nouveau de service, une presse un peu particulière où l'information, servie au goût du client, est rentabilisée au maximum. Encore faut-il être spécialiste en la matière, c'est ce qui explique l'origine journalistique de la plupart de ces nouveaux chefs d'entreprise, qui ont su occuper un créneau encore vierge dans un domaine qu'ils connaissent bien.

Certaines sociétés de presse créent aussi leur propre service

télématique. C'est le cas de RS Communication, qui édite trois magazines et propose deux banques de données auxquelles on peut avoir accès (par abonnement) avec un Minitel. Philippe Baudelot, rédacteur en chef, estime qu'un magazine professionnel « se doit de rendre un service à ses clients ». Après avoir créé une publication destinée aux vidéo-clubs, RS Communication a donc lancé une banque de données qui permet aux professionnels de ce secteur de connaître les vidéocassettes disponibles sur le marché, les dernières sorties et les meilleures ventes des autres abonnés, mais aussi de communiquer entre eux par un système de « messagerie électronique », et notamment de passer commande aux éditeurs.

(le Monde du 15 mai). La SERPEA cherche - le trouvera-t-elle ? - un langage littéraire adapté à l'informatique.

Si, à l'origine, comme le précise Alain Rey, « la SERPEA n'a obtenu aucune subvention, ni aide ni prime », il faut tout de même remarquer qu'elle a travaillé grâce à la direction générale des télécommunications (DGT) et à des « commandes à caractère administratif ou interadministratif (...) commandes directes ou par l'intermédiaire d'organismes en relation avec l'administration ». Il s'agit notamment de commandes relatives à l'expérience télématique de Vélizy mais aussi, en 1982, au sommet des pays industrialisés de Versailles, où elle a présenté

produit qui peut être, par exemple, pour un magazine ou un journal, une émission de télévision « adaptée à son état d'esprit ».

L'émergence de la télévision par câble les intéresse donc tout particulièrement, mais ils regrettent « le flou de la loi en ce qui concerne les redevances pour le système câblé. Aucun décret ne fixe ça nettement ». De même, « le sponsoring émerge, mais il n'y a encore aucun texte qui dise vraiment oui ou non ». Ils constatent « un courant de libéralisme » dans ce domaine mais le souhaiteraient plus rapide, et évoquent le « projet Chirac »...

## Téléphoner à douze

Vingt-trois ans, « autodidacte sans le bac », Alain Le Douce s'ennuie comme employé de bureau. Il veut devenir chef d'entreprise et crée la société Diaphonie, qui propose un service pour le moins original, « un créneau délaissé par les PTT » : la téléconvivialité.

La téléconvivialité reprend le principe de l'ancien « réseau sauvage » qui permettait, grâce à l'imperfection des centraux téléphoniques - par un phénomène de diaphonie - de communiquer anonymement à plusieurs en même temps. Alain Le Douce se propose de développer ce mode de communication avec le fabricant Hypetek, qui a conçu un appareil permettant à douze personnes de parler sur une même ligne. A vrai dire, les PTT ont déjà tenté l'expérience à Montpellier (1). Ces « cris et chuchotements » enregistrent jusqu'à sept mille appels par jour. Seulement, certains ont appelé le réseau « télé-bordel », et les PTT ont renoncé à l'étendre à d'autres villes...

Diaphonie a bénéficié d'une aide financière de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), qui assure la moitié du coût de développement. Son système fonctionne expérimentalement et donc gratuitement pour le moment. Pour tenter l'expérience, il suffit de composer le 732-14-32 ; un répondeur automatique indique la marche à suivre... En octobre, le service coûtera entre 1,50 F et 3 F l'heure pour discuter avec onze compères, ou plutôt quatre ou cinq... car il faut remarquer que, si quelques-uns sont très éloquents, d'autres, plus discrets, préfèrent rester muets.

Toutes ces entreprises aux vocations diverses n'en sont pas au même niveau de développement. Celles qui, après cinq ans d'activité, ont connu une croissance importante - c'est le cas de la SERPEA et d'A-Jour - éprouvent aujourd'hui le besoin de « faire une pause pour se structurer et aller plus loin », comme le déclare François de Valence. « Arrivé à ce stade, le problème n'est plus de croître mais de s'organiser pour se consolider ».

Ce jeune patron se montre préoccupé : « L'industrie française et européenne de l'information arrive à un tournant décisif du fait de la poussée brutale des investissements américains en Europe. Celle-ci reste démunie (...), car il n'y a pas de marché ni d'acteurs d'une taille européenne ». Il reconnaît cependant que, en France, « la diffusion massive du Minitel représente un ballon d'oxygène et la perspective d'une nouvelle croissance pour les producteurs de données et pour les serveurs », même s'il désapprouve « le monopole des pouvoirs publics ou de ses filiales dont le rôle en matière de contenu tend à s'accroître considérablement et à prendre une place prépondérante ».

PASCALLE JUSTICE.

(1) Le Monde daté 21-22 décembre 1980.



La SERPEA (Société d'édition et de réalisation de presse écrite, audiovisuelle et télématique) créée en 1979 par Alain Rey, a commencé elle aussi en publiant des lettres hebdomadaires, mais cela ne représente plus aujourd'hui que 10 % de son activité puisqu'elle s'occupe désormais essentiellement de Vidéotex. Alain Rey est lui aussi un ancien journaliste : « C'est en me baladant au ministère des PTT qu'on m'a proposé de prendre en main le système ANTOPE (télétexte) dans le sens communication-infor-mation, puis le système Vidéotex (télématique) ». Il étudie alors les spécificités du système et fonde sa société qui, en 1979, n'était composée que de deux personnes. Par la suite, « la SERPEA grandit avec le Vidéotex, en ajoutant un à un de nouveaux éléments de recherche et du personnel ».

## Les commandes de la DGT

La société compte aujourd'hui dix-huit employés et réalise cette année un chiffre d'affaires de 6,5 millions de francs, même si Alain Rey assure qu'il « ne fait jamais de bénéfices, car tout est investi dans l'expérimentation ». Cependant, cette entreprise insolite de création d'un roman télématique interactif où « le lecteur détermine à travers la découverte du récit (...) son propre parcours dans l'histoire », lui permettant ainsi, selon les auteurs, de « créer une œuvre spécifique ».

# Médias du Monde

## Belgique : Télévision payante pour le câble

Deux millions six cent cinquante-huit mille foyers belges sont raccordés au câble (soit 90 % des foyers équipés de télévision), ce qui semble suffisant pour lancer une chaîne payante. C'est ce que conclut une étude de faisabilité entreprise par la chaîne publique en langue française, RTBF, qui est prête à se lancer dans l'aventure.

Consacrée au cinéma, cette nouvelle chaîne diffuserait des films récents et des vieux classiques pour un abonnement de 700 francs belges par mois, soit un peu plus de 100 F. L'étude de la RTBF évalue le capital nécessaire à 50 millions de francs français. La société publique limiterait sa participation à un tiers du capital et négocie actuellement avec d'autres partenaires, parmi lesquels on trouve Première, une des futures chaînes payantes britanniques, les sociétés américaines Home Box Office et Viacom ainsi que Canal Plus et l'éditeur belge de bandes dessinées Dupuis. D'autres négociations sont en cours avec les sociétés de câble belges pour le choix du décodeur. La décision finale de lancer le projet pourrait intervenir à la fin septembre.

## Allemagne de l'Ouest : Vidéo contre télévision

Les résultats d'audience de deux chaînes nationales de télévision font apparaître un sensible recul par rapport à ceux de l'année précédente. Les informations de 20 h de la première chaîne perdent 1 % et celles de la seconde, diffusées à 19 h, chutent de 2 %. Même baisse de 2 % sur le traditionnel grand film du samedi soir. Mais ce sont les dramatiques et les téléfilms produits par la télévision allemande qui enregistrent la plus forte perte, avec 5,5 millions de téléspectateurs en moins depuis 1979.

Les études de la télévision allemande attribuent ce phénomène au développement du marché de la vidéocassette. Les responsables de l'audiovisuel se demandent si la disponibilité de films très récents en vidéo ne tue pas lentement la télévision, comme cette dernière a tué quelques années plus tôt le cinéma allemand.

## Grande-Bretagne : Sky Channel gagne du terrain

Sky Channel, la chaîne privée britannique transmise par le satellite ECS et reprise par les réseaux câblés, remporte ses premiers succès d'audience. D'après des récents sondages, 28 % des abonnés aux réseaux câblés de Swindon et Northampton regardent chaque soir son programme. Ce qui place Sky Channel en troisième position derrière ITV, le réseau privé national, et la première chaîne de la BBC, mais avant BBC 2 et le second réseau commercial, Channel Four. Des résultats qui ne concernent, bien sûr, que les zones câblées où Sky Channel peut être capté.

La chaîne par satellite, qui appartient au magnat de la presse australien Rupert Murdoch, vient d'obtenir l'autorisation du gouvernement fédéral allemand de délivrer son signal aux réseaux de Hanovre et Berlin-Ouest. Sky Channel touchera ainsi un public potentiel de 50 000 abonnés.

## Canada : réorganisation de la télévision payante

Le groupe Astral Bellevue Pathe, qui a récemment racheté la chaîne de télévision payante First Choice, tente de réorganiser le marché pour sortir du marasme dans lequel il stagne depuis deux ans. Astral a proposé au Conseil de la radio télévision canadienne (CRTC) de diviser le marché en deux, en accordant le monopole de l'est du Canada à First Choice et celui de l'ouest du pays à Superchannel.

Si le CRTC entérine la proposition, Astral compte relancer le marché en proposant sur les réseaux câblés un ensemble de trois chaînes payantes pour un

abonnement de 15,95 dollars par mois, soit le tarif actuel d'une seule chaîne. L'ensemble comprendrait First Choice, spécialisée dans le cinéma, The Sports Network et Muchmusic, spécialisée dans le rock.

## Etats-Unis : la crise du satellite

Après CBS, RCA et Western Union, c'est au tour de Comsat de revoir en baisse son programme de lancement de satellites de télévision directe. Satellite Television Corp (STV), filiale de Comsat, avait en effet obtenu de la Commission fédérale des communications (FCC) l'autorisation de lancer quatre satellites arrosant l'ensemble du pays avec six chaînes par satellite. STV vient de décider de n'en lancer que deux, afin de réduire très sensiblement le coût de l'opération et d'obtenir une meilleure rentabilité.

Dans le projet initial, Comsat avait pour partenaire la chaîne CBS mais, devant le retrait de cette dernière, elle cherche aujourd'hui une autre association. Des négociations sont en cours avec United Satellite Communication (USC), la seule société américaine à être passée aux enchères en inaugurant il y a un an un service expérimental de télévision directe par satellite en Indiana.

## Etats-Unis : coproduction française pour la rentrée de CBS

La chaîne CBS offre comme « locomotive » des programmes de rentrée la *Fille de Mistral*, une coproduction avec RTL Télévision et Antenne 2. Cette série de huit heures, tirée du best-seller de Judith Krantz, est interprétée par une distribution internationale dans laquelle figurent Stéphane Audran, Pierre Malet et Philippe Leroy-Beaulieu. C'est la première fois que CBS ouvre une saison de programmes avec une minisérie. Les deux autres réseaux américains ont déjà utilisé cette nouvelle forme de programmation en rafale (trois ou quatre jours consécutifs) pour créer l'événement et attirer l'audience et le financement publicitaire.

## FRANCE : Hachette traverse la Manche

Le groupe Hachette, par l'entremise de sa filiale anaise Continental Publisher and Distributors limited, vient de prendre le contrôle de Seymour Press, premier importateur de presse étrangère en Grande-Bretagne et l'un des plus importants distributeurs britanniques (chiffre d'affaires : 15 millions de livres sterling par an, soit plus de 173 millions de francs). Cette acquisition marque « une étape importante dans le développement des activités de distribution internationale de presse de Hachette », déclare le communiqué officiel, diffusé le 22 août. Son nouveau partenaire souhaite, pour sa part, « profiter de l'expérience de Hachette dans ce domaine pour en faire bénéficier ses éditeurs et ses clients ».

Hachette complète ainsi sa palette d'activités après la modification de structures intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 1983. Depuis cette date, en effet, la gestion du département d'exportation de la presse française et les filiales des DOM-TOM et des pays francophones d'Afrique ont été transférées aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne. Compte tenu de cette réorganisation, la branche Hachette International-Distribution de presse, que dirige M. Jean-Louis Lisimachio, concentre l'essentiel de ses activités en Europe (Belgique, Espagne, Allemagne fédérale et Grande-Bretagne) ainsi qu'en Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis en association 50/50).

La branche internationale Hachette a réalisé, en 1983, un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs.

Une structure destinée à étudier et à promouvoir les ventes à l'étranger, à assurer la coordination des politiques à l'exportation et à organiser avec les distributeurs étrangers des opérations de promotion a d'autre part été créée à Londres.







Kiosque

Tableau rose

CETTE fois, c'est la Rentrée. Pas la rentrée sociale, pas la rentrée politique, ni la parlementaire, ni celle des usines, des bureaux, des commerces, non : la seule, la vraie rentrée, la rentrée scolaire. Elle est placée sous le signe de la qualité. Sur le champ de bataille jonché des gravats laissés par les bombardements de la guerre scolaire va s'amorcer l'immense défilé, le puissant cortège des enfants des écoles (publiques et privées), ce lent cheminement bi-

quotidien des petites chenilles processionnaires de la connaissance. C'est l'assaut du savoir, la lente approche des cimes glacées de la connaissance où la Raison, fière et dominatrice, attend les générations du futur. A la tête de la cordée des alpinistes en culottes courtes, un homme tout neuf, M. Jean-Pierre Chevènement.

Un homme sérieux, pour qui la qualité prime tout. Il l'a dit au Monde, lundi. Il l'avait dit aussi au magazine Parents : « Les parents ont un rôle important à jouer pour donner aux enfants le goût de la connaissance, éveiller leur curiosité, suivre régulièrement leurs efforts à l'école. Il faut qu'ils s'intéressent aux résultats scolaires de leurs enfants et pensent à leur donner l'exemple d'un minimum de curiosité intellectuelle. (...) Il leur incombe de cultiver chez leurs enfants les valeurs de la connaissance et de l'effort,

sans lesquelles, en tout lieu et en tout temps, il n'y a jamais eu de réussite ni individuelle ni collective. »

Tout est clair et net : on n'est pas à l'école pour s'amuser. Fini les élucubrations pédagogiques des adeptes de l'école du bonheur, les états d'âme des « psy » de toute catégorie, les scrupules des fanatiques de l'épanouissement. A l'école, on travaille et on apprend. Le seul débat est celui de la qualité, et le seul enjeu : le résultat.

Quel résultat ? Le CERES-Guy Bayet, même combat ? Dans un numéro spécial de Nous, magazine de la Confédération syndicale des familles, entièrement consacré aux enfants, M. Albert Jacquard, pourfendeur obstiné du mythe de l'inné, parle d'Albert Einstein : « C'est un petit garçon au départ très lent qui aimait bien la musique, qui n'aimait pas tellement les études, qui a été mis à la porte de sa classe avec une appréciation célèbre : inutile qu'il poursuive ses études, il ne réussira jamais rien ». Il avait douze ans. Le professeur, pas mauvais homme, faisait comme les autres : il regardait les résultats. Il ne savait pas attendre autre chose. Einstein était effectivement très désireux de comprendre les choses par lui-même et, de ce fait, ne comprenait pas les explications toutes faites qu'on lui fournissait. D'autant plus qu'il s'apercevait un jour qu'elles

étaient fausses ! Autrement dit, c'est parce qu'il était mauvais élève, et qu'il n'a pas cru les réponses qu'on lui donnait, qu'il a été capable d'aller plus loin. » De quoi faire frémir le bon élève de la rue de Grenelle.

Est-ce vraiment le moment de démoraliser les cartables, d'introduire le doute et le désordre dans le bel ordonnancement des fournitures - acquis à grand-peine - que transportent nos têtes blondes ? C'est vrai qu'il faut parfois se méfier, car la quête à tout prix de la qualité peut donner des résultats inattendus. On connaît l'angoisse des parents de lycéens qui prospectent parmi leurs relations, à la fin de chaque année scolaire, pour tenter d'obtenir une inscription dans le meilleur lycée du voisinage, quitte à transgresser - mais c'est pour la bonne cause - les règles de la sacro-sainte carte scolaire.

Parfois cette recherche s'achève en catastrophe. Marie-Claire, qui consacre un dossier à « Tout ce qui énerve les parents » (il y en a des pages et des pages...), explique : « Les parents qui veulent choisir tel ou tel établissement n'ont guère de possibilités autres que de demander des options que le établissement en question est seul à proposer. » Finesse, mais parfois on se retrouve piégé : « J'ai demandé Fénelon, tempête Béatrice, en choisissant l'italien en troisième langue, j'ai eu Paul-Bert, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement,

qui a aussi l'italien en troisième langue. » Quant à Anne, « elle se mord les doigts : ses parents ont choisi pour elle allemand-russe pour obtenir le « bon » lycée. Maintenant la voici bloquée dans les études supérieures qu'elle voudrait entreprendre ». Les parents choisissent, les enfants trinquent.

Les Français entretiennent avec l'école des relations troubles, ambiguës, presque pathologiques. Chacun, étant passé par là, croit avoir son mot à dire et tous ont en tête une vaste réforme de l'enseignement. « Il y a même, dit Jacques Julliard dans le Nouvel Observateur, dans tout Français un examinateur du bac qui sommeille. » Cet hebdomadaire avait lancé, à la veille des vacances, une enquête auprès de ses lecteurs sur le thème : « Quelle école voulez-vous ? ». Trois mille d'entre eux ont répondu. J. Julliard résume l'état des forces en présence : « Pour les uns, les rénovateurs, l'école a vieilli, elle est restée aux méthodes et aux techniques du dix-neuvième siècle ; dans le secondaire, elle reste marquée par l'élitisme social de ses débuts. Pour les autres, au contraire, les restaurateurs, elle n'a déjà que trop donné dans les vices du temps : à leurs yeux courroucés, pédagogie et démagogie sont les ulcères jumeaux qui rongent un organisme sans défense. Il n'est que temps de

revenir à l'inspiration des origines : voilà comment, en une dizaine d'années, les enfants révoltés de Mao sont devenus les petits-fils respectueux de Jules Ferry. Ils ont gagné en sérieux, mais beaucoup perdu en humour. » Mais c'est le protrait-robot du successeur de M. Savary !

Parmi les nombreux témoignages publiés par l'Obs, retenons celui-ci, d'une enseignante d'un collège des Bouches-du-Rhône, qui éclaire d'une lumière rasante le débat sur l'acquisition des connaissances et la qualité de l'enseignement : « Nous avons chez nous, en tant que parents, en face de nous, en tant que professeurs, des enfants gavés, gavés de choses toutes faites, gavés de réponses avant d'avoir le besoin de formuler des questions, gavés d'images avant d'imaginer, gavés de satisfactions avant même de désirer. Et de même qu'ils refusent les plats, voire jettent la nourriture dans les réfectoires, ils rejettent ce que l'école leur apporte : ils n'ont pas faim. »

On ne va tout de même pas rentrer en classe avec cette sinitrose. Il y a bien, quelque part, des raisons d'espérer et de se réjouir comme au temps où elle nous paraissait une fête, cette rentrée ?

Oui, il y a trois motifs de satisfaction. D'abord, les professeurs sont beaucoup plus heureux qu'on ne le dit. Selon un sondage IPSOS (ah, IPSOS...) réalisé pour Parents,

75 % des enseignants, s'ils avaient aujourd'hui à choisir un métier, se dirigeraient vers... l'enseignement. La moitié d'entre eux estiment que « l'école est adaptée aux enfants ». Tout ne va pas si mal. Quant aux parents ils savent ce qu'ils veulent. Un sondage de Gallup, réalisé pour l'Express, montre quels sont les souhaits des adultes pour l'avenir des enfants, les leurs ou ceux de leur entourage. 55 % les voient très bien salariés, dont 32 % « dans la fonction publique ». Le fonctionnaire de trop c'est toujours l'enfant du voisin.

Dernière bonne nouvelle au sujet de la rentrée, et sans doute celle-là fera-t-elle grand bruit dans les chaumières : dès lundi, Collaro revient, à 19 h 45, sur TF 1, pour concurrencer le Théâtre de Bouvard. Cela s'appellera « Cocoricococoy ». A Télé Sept Jours, Stéphane Collaro explique qu'il s'agit d'« amuser petits et grands pendant quinze minutes ». L'équipe est renforcée : outre les quatre « Coco girls, Dominique, Alexandra, Natacha et Shane, nous avons choisi Cléa, une brune aux yeux verts de vingt et un ans, ancienne du Crazy Horse ; Krystina, une blonde aux yeux marron de dix-neuf ans, originaire de Pologne, et Louisa, un mannequin brun aux yeux marron de vingt-deux ans ». De bien jolies maîtresses pour une rentrée à la française.

BRUNO FRAPPAT.

Cuisine

La soupe aux sondages

LES organismes de sondages ont trop joué avec nos nerfs, ces temps-ci, pour que l'on ne se réjouisse pas de voir les hommes de la SOFRES venir à point nommé nous en servir un si léger, si goûteux, qu'on s'en voudrait de passer ses révélations sous silence. « Les goûts alimentaires des Français (1) », tel était le thème proposé par ces facetieux à un échantillon de mille personnes, représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille et, pour apporter un peu de sel à l'affaire, la « préférence partisane » - entendons : l'étiquette politique du gourmet interrogé.

A table ! Première question : « Pouvez-vous m'indiquer, parmi ces différents plats, les deux ou trois que vous préférez ? ». Dans l'ordre, les mangeurs du vingtième siècle répondent : le gigot, le coq au vin, le steak au poivre. Coup dur pour le bœuf bourguignon, qui fait quatrième devant le turbot sauce hollandaise et la sole normande. A un tour, sans doute victimes de la saison - enquête réalisée en juin 1984, - le pot-au-feu, le cassoulet et la choucroute. Loin derrière, la blanquette de veau et la poulette à la crème.

Ainsi le gigot resterait-il ce grand plat tribal et républicain autour duquel se resserrent et s'exhalent les vertus patriotiques quand elles s'habillent de tricolore. On tranche le gigot debout, comme on écoute la Marseillaise, debout. Pas de blague, c'est une affaire sérieuse. Unité nationale, malgré un léger grognement du Parti communiste qui en profite pour gueuler contre la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat (un gigot pour

quatre personnes reste et demeure un investissement...). Les autres tendances répondent « Présent ! », on allait écrire « En avant ! ». L'excellente place du coq au vin n'étonnera pas chez nos Gaulois et Gauloises qui, de la gauche à la droite, ne trouvent pas de raison pour ne pas s'unir en chaude fraternité. En revanche, le steak au poivre sur le podium paraît relever du manque d'attention quand on sait vers quel bonheur peut vous entraîner un « bourguignon » un peu pensé. Bref !

Au chapitre « vins », le bordeaux rouge se détache très nettement du beaujolais, beaujolais battu, lui, à plate couture par le champagne, accroché à une deuxième place qui lui revenait sans doute de droit. Et notons, à ce sujet, que l'UDF et le RPR en font plus largement que les autres leur vin préféré, sans doute en raison des succès de l'heure qui les obligent à le sabler avec plus d'ardeur que leurs adversaires. Le rouge est un breuvage de réconfort ; le champagne, lui, est toujours bu par les vainqueurs.

Quels sont les alcools avec lesquels nos compatriotes se remontent le moral ? Eh bien, en France, on se refait une santé, ou on s'achève, au cognac, au whisky et à la framboise ! C'est le classement. Et si nous lisons correctement les chiffres, la vodka, assez médiocrement placée, ne trouve grâce qu'aux yeux des sympathisants du Parti socialiste, sans qu'on sache vraiment expliquer pourquoi. L'armagnac tient bon, mais, une fois encore, relevons le score du scotch devenu décidément l'élitisme tout-temps et toute saison, avec lequel nos enfants et petits-enfants devraient pouvoir de plus en plus facilement se mettre à l'anglais.



A l'arrivée, le camembert, le chèvre, le roquefort. Parlons fromages. Camembert, chèvre, roquefort. Camembert très bien partout : hommes, femmes, jeunes, vieux ; en politique, il est aussi très apprécié, très soutenu. Une petite faiblesse du côté des professions libérales - plus roquefort peut-être. Comme pour le gigot, la patrie sait où se retrouver. Le gruyère ne fait pas un mauvais

résultat, ni le brie pourtant si difficile à découvrir dans son meilleur état. En queue, le pont-l'évêque.

Au rayon du « petit extra » (« Si vous aviez envie de vous offrir un petit extra, qu'est-ce qui vous tenterait le plus ? »), l'Hexagone émuouillé donne ses voix à l'huile, à l'escargot et à la coquille Saint-Jacques. Le jambon de Parme reste dans l'ombre - dommage ! - ainsi

que les champignons sauvages, mais là on ne saurait désapprouver la prudence d'un peuple à la table trop victuillaire pour prendre des risques avec des produits de plein air.

Après le « petit extra », on attendait la question sur le plat de luxe, de riches, sur le truc cher qu'on dévore en fermant les yeux tellement c'est cher, tellement c'est bon. Modestes, ou effrayés, nos gourmands

donnent, dans l'ordre, leurs préférences au saumon fumé, à la langouste et au foie gras. Exit le homard et le caviar ! Ce caviar dont seul l'ouvrier agricole ferait ses délices si l'on en croit les pourcentages. A part lui, zéro pour le caviar. Quant au homard, si l'on n'apprécie que modestement, tant mieux... ceux qui aiment en auront plus.

On écrit, on écrit, mais voilà le dessert qui s'arène. Attention ! C'est la charlotte aux fraises qui décroche la timbale, haut la main. Puis la mousse au chocolat et l'intelligent mille-feuille. Derrière, les profiteroles et la tarte Tatin. Succès d'estime pour le baba au rhum chez le retraité ou l'inactif, les dix-huit-vingt-quatre ans se montrant les moins voraces sur le parfait au moine.

Ainsi, nous pourrions composer le menu idéal du Français idéal : huîtres, saumon fumé, gigot, camembert, charlotte aux fraises, bordeaux rouge, champagne.

Ce qui veut dire que, depuis que l'appétit français a trouvé ses marques, rien n'a vraiment changé, et que l'exotisme, sinon la cuisine des autres, n'est pas encore en mesure d'écorner notre patrimoine. Ou bien la SOFRES aurait-elle posé les mauvaises questions, banalisant, ridiculisant toute une fringale en marche, une fringale certainement moins conformiste qu'on veut nous le faire croire, moins exploitée dans ses traditions, plus exploratrice dans ses goûts, beaucoup plus avancée dans ses découvertes.

La soupe aux sondages a quelquefois des goûts bizarres.

(1) Enquête commandée par Cuisine et vins de France, à l'occasion de la sortie de son numéro 400.

Le Can... change... une nouvelle cohésion... (This is a vertical sidebar advertisement or notice, partially cut off on the right edge of the page.)